VIRIBUS UNITIS

1-re année, № 2. 25 juni 1921.

Les Etats de l'Europe occidentale, qui ont à leur actif des siècles de continuité d'existence, dont l'édifice est assis sur le solide fondement des traditions du passé, d'une longue pratique administrative, dont la gestion est assurée par un personnel suffisant de fonctionnaires rompus à leur tâche, ces Etats, dis-je, ont toutes les peines du monde à se rendre compte des difficultés inouïes auxquelles se buttent les Etats de création récente, notamment ceux surgis entre l'Allemagne et la Russie et qui constituent la barrière séparant aujourd'hui ces deux pays.

L'Allemagne, et principalement la Russie, dans le plan de l'art de gouverner, de gérer les affaires de l'Etat, ont légué à leurs successeurs des friches désertiques, en fait d'héritage.

Si étrange que pût paraître cette affirmation, nous verrons, en examinant le cas de la Pologne, qu'il en est bien ainsi.

Nous prendrons comme exemple la Pologne, d'abord, parce que nous sommes ici le mieux placés pour connaître de toutes les difficultés dans lesquelles se débat notre pays, et ensuite pour cette raison, que l'Etat polonais est le plus grand des Etats nouvellement créés et que, par conséquent, apparaîtront ici le plus en relief les contours des hiatus et des rugosités à aplenir, auxquels nous venons de faire allusion.

* * *

A la faveur des événements de 1863, le gouvernement russe, dans les districts polonais placés sous sa coupe, s'est empressé de balayer tout élément polonais des postes qui, directement ou indirectement, dépendaient de lui. Ainsi, les fonctionnaires d'origine polonaise furent radicalement „limogés", à commencer par le „sergot" qui fait les cents pas dans la rue, à finir par les hauts dignitaires, préfets de districts, gouverneurs de province; il en fut de même dans le domaine de la judicature, car même les huissiers aux tribunaux ne trouvèrent pas grâce devant l'autorité du conquérant russe qui procéda d'ailleurs, de façon identique, à l'égard des Polonais employés au Service des Finances, de la Perception des Impôts, de la Régie etc, sans compter que le corps enseignant des écoles de l'Etat, fût soigneusement expurgé de tout ce qui avait le moindre relent de polonisme. D'autre part, chaque fois que le gouvernement russe procédait au rachat d'une ligne des chemins de fer de l'ex-Royaume du Congrès *), c'était le signal d'une expulsion en masse de tous les Polonais qui y avaient un emploi quelconque; on s'en prenait même aux malheureux porteurs des gares. Les travailleurs polonais étaient alors remplacés par des „artiels" russes (organisations corporatives, spéciales à la Russie), amenés du fin fond de l'Empire. Ainsi, l'époque de la domination russe représente une période pendant laquelle les Polonais étaient systématiquement tenus à l'écart de tout emploi salarié dépendant du gouvernement. Les jeunes générations, venues après 1863, furent donc élevées loin de tout contact de la gestion des affaires publiques; elles savaient bien qu'il existait quelque chose qui s'appelait „impôts", mais la technique de l'assiette, de la répartition, de la perception de ceux-ci, leur était parfaitement étrangère; on savait aussi qu'il existait des tribunaux, mais seule la pratique du barreau permettait aux gens de se faire une idée du fonctionnement de l'appareil judiciaire; on savait également qu'il existait une administration, mais c'était là quelque chose d'hermétiquement clos, de strictement fermé devant le profane qui était né Polonais. On ne connaissait tout cela que par ouï-dire; aucun Polonais n'était admis à mettre „la main à la pâte". Par-ci, par-là, quelqu'un ayant conquis ses diplômes universitaires ou le brevet de quel-

*) Congrès de Vienne (1814—1815).

que école de l'enseignement supérieur, pouvait, après force démarches, obtenir une place... au Caucase, sur le Volga, en Sibérie; plus loin il s'exilait, plus grandes était pour lui les chances d'avancement. Même là, à des milliers de lieues de leur patrie, les Polonais voyaient fermés devant eux les postes les plus élevés, ceux d'où on ne peut le mieux apercevoir, dans leur ensemble les rouages compliqués de la machine administrative, ceux où on ne peut le mieux se faire la main à la gestion des affaires de l'Etat. Mais le gros de la jeunesse, la moëlle de celle-ci, les éléments les plus attachés au pays, les plus sensitifs, les plus accessibles à la voix de „l'idée", demeuraient dans leur patrie, faisant leur carrière dans les professions libérales, se consacrant au barreau, à la médicine, se contentant des maigres salaires des maîtres de l'enseignement privé, ou bien encore, travaillant dans le commerce ou dans l'industrie, en qualité de techniciens. Il existait donc quantité de gens instruit, au niveau de la pensée et de la culture européennes, sachant avec talent défendre à la barre les causes qui leur étaient confiées, ou bien, se donnant corps et âme à l'enseignement, parfois clandestin, ou bien encore, faisant d'excellents chimistes, de très bons dessinateurs etc., mais qui, écartés de toute fonction de direction n'avaient ni l'occasion ni la latitude d'exercer et développer leurs talents ou leurs aptitudes dans les domaines qui exigent des capacités d'organisateurs. Ce n'est quère qu'après 1900, qu'il fut apporté quelques atténuations à cet état de choses; alors le gouvernement russe se laissait arracher, bribe par bribe, l'autorisation de constituter des sociétés et associations diverses, dans le champ desquelles certaines capacités trouvèrent certaines latitudes de s'exercer.

Tel était donc la situation des provinces d'annexion russe, territorialement les plus vastes, et comprenant le plus grand nombre de Polonais.

Dans les provinces d'annexion prussienne, la situation était à un certain point de vue pire; à un autre point de vue, meilleure. Pire en ce sens, que s'il agissait d'occuper un poste quelconque dans l'administration, fût-il des plus modestes, un Polonais ne pouvait le faire qu'à condition de ne conserver qu'une fraction, dirions-nous, de sa nationalité: il pouvait être mi-Polonais, quart de Polonais, et encore était-il obligé de veiller attentivement à ce que son reliquat de polonisme demeurât soigneusement caché devant le regard inquisiteur de l'Allemand, son supérieur. Aussi en général, le Polonais fonctionnaire était-il sur la pente qui menait à la dénationalisation complète de son âme. Mais à un autre point de vue, il y avait quelque chose de meilleur; notamment, il existait là-bas certaines libertés dites constitutionnelles, comme par exemple la liberté d'association, d'existence relativement ancienne, dans le domaine des affaires d'ordre économique; ces associations et groupements constituaient une exellente école à laquelle pouvaient se former des talents d'organisation. Ainsi: „Les Polonais de Prusse, écrivait Henri W. Wolff, on fait preuve d'éminentes capacités dans le domaine de l'activité coopératiste, sous toutes ses formes, notamment sur le terrain des coopératives de credit... La situation brillante des banques polonaises, en rapport avec une sélection sévère des compétences, a été cause du grand essor pris par celles-ci. Pour juger de la valeur de ces banques, il suffira de jeter un coup d'oeil sur le Pactole toujours grossissant des fonds de dépôts qu'elles ont réussis à drainer à leur profit; voilà un fait qui prouve que ces banques ont su gagner la confiance générale et observer, dans les affaires les règles d'une stricte probité. Les institutions de coopération polonaises, considérées sous cet angle, ont fait merveille".

Cette même presse allemande, qui aujourd'hui se démène au possible pour jeter le voile du doute sur les capacités des Polonais à assumer la gestion de leur propre pays, pressait alors le gouvernement de réagir au plus tôt contre le danger croissant du polonisme, qui mettait, paraît-il, en danger la patrie allemande; les Allemands voyaient dans ces associations une preuve indubitable des capacités d'organisation de la population polonaise. Et aujourd'hui, on peut constater que la chose a porté ses fruits, car dans les provinces d'ancienne annexion prussienne, les autorités polonaises sont beaucoup plus à la hauteur de leur tâche que dans les autres provinces. Mais ces capacités dans le domaine organisation, n'ont pu suppléer à ce qui manquait, à ces provinces aussi bien qu'à l'ancienne Pologne russe, notamment à la connaissance suffisante du maniement en général des affaires de l'Etat.

Seule la Galicie a été à même d'éduquer les éléments divers dont le concours est nécessaire pour une bonne gestion du pays. Mais ici, est entré malheureusement en ligne de compte le fait, que la Galicie n'était industrialisée qu'à un très faible degré; que les fonctionnes galiciens n'avaient donc pas résoudre les problèmes complexes et délicats qui sont le lot des régions vivant d'une vie économique intense; de plus, pesait sur eux toute la crasse de la routine bureaucratique autrichienne, cette ennemie jurée de toute initiative, de toute souplesse. Et pas-dessus tout, ici également il n'y avait pas de place pour des chefs, pour des conducteurs experts ès l'art de „haulte' gestion, car les hauts gradins de l'échelle n'étaient pas en Galicie, car le centre de gravité du gouvernement était à Vienne, dans les divers départements du ressort des ministres respectifs.

* * *

En fin, on fit renaître l'Etat polonais.

La Pologne revenait à la vie, environnée de voisins qui ne pouvaient se faire l'idée de son émancipation, qui ne pouvaient se résigner le corps de la mère-patrie toutes les provinces habitées par une population polonaise et qui naturellement, unguibus et rostro, s'efforçaient de rendre la vie impossible au nouvel Etat, revenu d'entre les morts.

La Pologne ressuscitée était appelée à reprendre le fil interrompu de son histoire passée, après avoir dû désapprendre, pendant les dures années d'esclavage, le métier du gouvernement, donc obligée de tout reconstruire, à partir de la première pierre des fondations.

Quoi d'étonnant alors, qu'elle se soit trouvée dans une situation difficile?

Mettre sur pied l'organisme étatiste d'un pays comptant 28 millions d'habitants n'est certes pas une oeuvre facile et qui pût se faire en un jour; d'autant plus, que les provinces qu'il fallait remembrer avaient été séparées pendant plus d'un siècle, non seulement par les poteaux-frontières, mais aussi par d'innombrables Pandores qui veillaient jalousement à ce que le Polonais d'au-delà la frontière ne se faufilât en contrebande, ne vint pas renouer quelque lien de tradition commune, nev int pas bercer des oreilles fières de la mélopée des espérances communes. N'oublions pas que ces provinces d'annexions diverses, faisaient corps avec des formes différentes de système étatiste, auxquelles chacune à sa façon s'était adaptée, s'était fait un modus vivendi. Dans de telles conditions, même pour des gens rompus au métier gouvernemental, ce n'eût pas été une sinécure que d'avoir à assumer la lourde charge de la réédification d'un Etat. Or, la situation de l'Etat polonais se trouva de prime abord aggravée par la pénurie de forces qualifiées, d'éléments idoines, susceptibles de prendre en main l'administration de l'Etat, d'organiser le service de la perception des impôts etc, qui auraient su orienter, sans tâtonnements, le cours des affaires vers les chenaux qu'il couvenait de suivre. Les architectes et les maçons chargés de la construction du nouveau bâtiment, non seulement étaient inexpérimentés, mais manquaient parfois des plus élémentaires notions du métier qu'ils étaient appelés à faire: avocats, propriétaires fonciers, ingénieurs, pédagogues et autres du même tonneau, tels étaient les maçons improvisés auxquels on plantait en main la truelle administrative, le fil à plomb du Trésor etc, et qui, par la force des choses étaient obligés de faire un travail qu'ils n'avaient jamais même vu faire. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner outre mesure si ces braves gens venaient buter du nez à des obstacles inconnus en France et en Allemagne. Celui qui écrit ces mots a été chargé, pour sa part, du soin de l'organisation partielle d'un service: aussi a-t-il souvenance du temps qu'il a fallu consacrer à la formation d'un personnel de bureau qui sache à peu près convenablement s'occuper de la réception des papiers entrants, de l'expedition des pièces sortantes, de la tenue des livres de comptes, du classement des documents. Cà et là, se rencontraient des gens ayant eu à faire avec des choses de ce genre là; mais la plupart en étaient aux premiers pas de leur apprentissage. Il fallait aller parfois à tâtons, commettre d'innombrables bévues, avant de trouver la véritable voie à suivre; il fallait, sur la base de sa propre expérience, sans l'aide de personne, apprendre la cuisine du travail courant. Et pourtant parmi ces „self-making-men", il y avait des gens très „calés" en fait de théorie, très versés dans le droit constitutionnel, dans la science sociale etc, et dont la science n'eût fait honte à aucun pays. Mais la théorie est chose morte, inerte, quand non animée par le mécanisme de la technique, quand non vivifiée au souffle de l'expérience. Alors la Galicie vint à la rescousse avec ses „ronds-de-cuir" de formation autrichienne: elle fournit à l'Etat un contingent de fonctionnaires au courant des affaires courantes et mi-courantes; mais, et voilà le revers de la médaille, elle inocula dans les veines de l'administration le virus bureaucratique autrichien, dont les effets furent plutôt indésirables.

Ajoutons encore: l'Etat polonais dut être édifié, comme qui dirait, en plein désert. En effet, pour ce qui concerne du moins l'administration russe, il ne restait rien, aucun matériel sur lequel on pût tabler; tout avait été emporté en 1914 vers les profondeurs insondables de la Russie. Ainsi, dans leur exode, les autorités russes avaient emmené tout les documents du service du Trésor, du service de la Perception, les plans cadastraux des villes et des chemins de fer, toutes les archives de la Banque d'Etat et du Crédit Foncier (banque paysanne), sans parler des actes de l'administration, du service du recrutement etc. Il restait le vide, le vide barométrique: ni registres, ni cadastres, ni plans, ni indications quelconques; bref rien, „nihil" au sens absolu du terme, de ce qui est nécessaire pour assurer la gestion d'un pays. Voilà maintenant des éléments qu'il faut rassembler un par un, classer, organiser, pour mettre sur pied des services de taille à se tirer d'affaires. Si au moin on avait eu la paix, cette paix si nécessaire, si ardemment désirée! Mais non! Il y avait d'autres chiens à fouetter! Il fallait avant tout: défendre l'indépendance du pays, avant de songer à organiser la rentrée des impôts, avant de s'occuper du problème du cadastre! Et voilà aujourd'hui quelque chose comme six mois à peine qu'on respire tant soi peu, qu'on n'a plus le cauchemar de la guerre qui vous talonne.

Les choses en sont venues à ce point, que c'est seulement en l'automne de cette année que l'Etat Polonais pourra aborder la tâche du recensement général de la population, du cheptel, des entreprises agricoles, opération de toute première nécessité et à laquelle il avait été

matériellement imposible de songer jusqu'à ce jour. Pour la première fois, l'Etat pourra chiffrer son budget de choses, connaître ses ressources en hommes et en cheptel, sans la connaissance de quoi aucune mesure de salut public ne peut être prise.

A l'étranger, les gens bien au chaud dans les pantoufles brodées par leurs grand' mères, on tout loisir de „s'étonner", que dis-je, de se gausser du gâchis qui, paraît-il régnerait en Pologne. Nous, Polonais, nous ne saurions leur en vouloir; nous savons très bien qu'on voit très bien la paille dans l'oeil du voisin et qu'on a toutes les peines du monde à percevoir la poutre dont on est gratifié, tant il est psychologiquement difficile à l'homme de sortir de sa propre chemise pour endosser celle du voisin. Je le répète, nous ne devons pas en vouloir à nos Zoïles du dehors, bien que „l'étonnement" qu'ils manifestent en cette occurrence soit de nature à ébranler la foi de plus d'un parmi nous, la foi en nos propres forces. Mais nous tous qui, sur notre échine avons coltiné le fardeau, bien lourd, ma foi! da la Pologne indépendante, nous qui tenons en main la truelle du maçon, si nous sommes étonnés de quelque chose, c'est d'avoir abattu tant d'ouvrage. Et nous espérons, que dans quelques années, d'autres échos, d'un autre étonnement cette fois, parviendrait à nos oreilles.

Nous sommes détenteurs d'une chose précieuse: la puissance de l'enthousiasme, de cet enthousiasme qui en Août dernier jeta les armes dans les mains du ban et de l'arrière ban de la population, alors que l'homme qui n'avait jamais manié un fusil, était expédié au pied levé faire le coup de feu sur les remparts de la patrie. Cette graine d'ethousiastes, ces jeunes que n'a pu rouiller la routine du „rond-de-cuirisme", les voilà qui montent aux avant-postes, qui prennent sur eux la tâche de l'organisation du pays; „entrant dans la carrière où leurs aïeux" n'étaient pas, ils acquièrent de bonne heure l'expérience la pratique de ces affaires dont leurs pères étaient écartés. Ainsi se forment aujourd'hui les cadres de nos futurs chefs, de nos conducteurs de l'avenir.

*

* *

Nous nous sommes appesantis sur le cas de la Pologne. Mais notre pays ne constitue nullement une exception; d'autres peuples viennent s'abreuver à la même citerne. En Lithuanie, en Lettonie, en Esthonie, nous sommes témoins de faits du même ordre; seulement, ces Etats, à superficie plus petite, à homogénéité intérieure plus grande, ont une tâche beaucoup moins complexe à mâcher. Mais, à part cela, c'est partout la même chanson; c'est partout la même pénurie de gabarits tout tracés, la même disette de „traditions" gouvernementales; partout, c'est le vide barométrique, la friche crasse, en fait de matériaux, de données, das des régions annémiées et sabotées par la guerre; c'est partout une existence qu'il faut se refaire, pierre à pierre, brique à brique, en commençant par les fondations. Partout, ce sont les mêmes cadres administratifs non existants qui faut former; qu'il faut créer de toutes pièces; fonctionnaires du fisc, fonctionnaires de l'enseignement, fonctionnaires de tout ce qui fonctionne. Et si de-ci de là, il se rencontre par hasard quelque élément qualifié, quelque force rompue aux affaires; c'est encore bien loin d'être suffisant pour boucher tous les trous. Il faut créer des cadastres, faire des mensurations à travers tout le pays, il faut mettre sur pied le service de la Perception, des Contributions, il faut partout dresser le personnel, à commencer par les fonctionnaires du plus bas échelon de la hiérarchie. Car partout, la Russie en déménageant n'a laissé après soi que des déserts, des friches.

Il faut compter des années, et encore des années, avant que tous ces Etats vinssent à bout de toutes ces difficultés inhérentes à l'organisation de toutes pièces d'un Etat. Mais ces difficultés, qui se dressent aujourd'hui sur leur chemin, ne sont pas sans avoir leur répercussion sur leur situation économique, sur l'état de leurs finances. Or, pour arriver à bout de toutes ces misères, de toutes ces „servitudes", (comme disait de Vigny), avant tout et pardessus tout, est nécessaire: la paix.

Ces Etats, tant qu'ils ne seront pas parvenus à mettre de l'ordre dans leurs affaires, seront exposés à divers aléas, plus ou moins désagréables, susceptibles à tout moment de saper les fondements de leur indépendance.

Voilà pourquui, je le répete: il faut la paix, encore la paix et toujours la paix.

La paix: voilà, à l'heure qu'il est, la condition essentielle de la garantie de leur indépendance.

PROF. E. STRASBURGER.

La réforme des Finances en Allemagne, 1919—1920.

La dernière réforme du système des impôts en Allemagne a été effectuée au temps du ministre Erzberger, déjà après guerre. Au point de vue de la législation fiscale en Pologne, elle ne concernera que les terrains plébiscitaires, mais à part cette considération spéciale, la réforme d'Erzberger constitue un symptôme des tendances de centralisation qui travaillent en Allemagne. C'est aussi un avertissement de la progression de la capacité financière de l'Allemagne et une illustration de son activité financière pendant la période qui suivit la guerre; ces questions méritent d'attirer l'attention sérieuse de la Pologne.

L'Assemblée Nationale (Nationalversammlung) avait de suite compris qu'un des plus graves problèmes à résoudre, était celui d'effectuer la réforme du système fiscal dans un sens qui tendrait à couvrir l'énorme accroissement des dépenses. Après guerre la plus lourde charge du fisc incombant au Reich, il se réserva le droit aux principales sources de revenus. La base juridique de la réforme financière de la fin de 1919 et du commencement de 1920 lui fut donné par la nouvelle Constitution du Reich du 11 août 1919, ou l'on lit à l'article 8[1]), que le Reich promulgue de nouveaux statuts concernant les recettes financières et tributs, qui servent entièrement ou partiellement à ses intérêts. La Constitution admet la possibilité pour le Reich de la perception d'impôts, qui antérieurement, revenaient aux pays différents.

Le Statut sur les impôts des rays du 30. III. 1920[2]) est relatif à une nouvelle répartition de droits financiers entre les trois créanciers principaux: le Reich, les Pays et les Communes. Le statut, par rapport aux impôts, est érigé dans l'esprit de la souveraineté du Reich et n'accorde aux Pays et Communes qu'une faible part dans les impôts de l'Etat. Le désistement d'un droit particulier, constitue pour les Pays et Communes un réel sacrifice, devenu nécessaire pour arriver à une unification du système financier et cela en raison des lourdes charges fiscales du Reich.

La loi du 11 Août admet le principe de la participation des Pays et Communes aux impôts de l'Etat, mais non aux suppléments. Cette dernière décision est fondée sur la raison que les nouveaux impôts du Reich affaiblissent extrèmement la capacité de payement des citoyens et que des charges additionelles auraient été trop ruineuses pour la population.

L'idée prédominante du Statut étant d'éviter une double imposition, les mêmes impôts ne peuvent donc être perçus et par le Reich et en même temps par d'autres associations publiques. Dans le domaine des finances la prédominance du Reich est garantie de manière que ni les Pays ni les Communes n'ont le droit de faire de nouvelles impositions „qui auraient pû être contraires à l'intérêt de l'Etat Allemand". Sont laissés à la disposition des Pays et Communes: les impôts sur les immeubles et entreprises industrielles, basés sur l'idée d'écharge de services, à l'inverse de l'impôt sur le revenu qui est basé sur la capacité de payement.

Le Statut détermine la part de répartition des Pays aux revenus, qui dérivent des impôts du Reich. Dans la somme en question, la part des Communes est décidée par les lois des Pays, dont les Communes dépendent.

La part des Pays et, relativement des Communes, dans les divers impôts du Reich, est la suivante: les Pays et Communes ont droit au $^{2}/_{3}$ des rentrées générales dans les impôts sur les revenus et associations, les Pays ont droit au 20% des impôts sur les succéssions, au 50%, relativement au 25%, de l'impôt sur le droit de mutation des immeubles et au 10% de l'impôt sur les chiffres d'affaires.

Le Statut sur les impôts des Pays entre en vigueur, en même temps que celui de l'impôt sur le revenu. Tel est l'esprit de la loi de ces statuts, qui a fait une profonde brèche dans l'ancien système des impôts en Allemagne et dans les Etats Fédérés. Les réglements sus-mentionnés démontrent clairement la tendance de l'Allemagne, en raison des nouvelles conditions politiques et économiques d'après guerre, à centraliser les finances.

* * *

Les Nouveaux Impôts Directs, décrétés par l'Assemblée Nationale, se divisent en deux groupes: a) impôts temporaires b) impôts permanents.

Appartiennent au premier groupe: le tribut de guerre sur l'acroissement de la fortune, (Kriegsabgabe vom Vermögenzuwachs) - le tribut extraordinaire pour l'année 1919, (Ausserordentliche Kriegsabgabe für das Rechnungs-

[1]) R. G. Bl. pag. 1383.
[2]) R. G. Bl. pag. 402.

jahr 1919) — et l'Offrande pour subvenir aux besoins du Reich. (Reichsnotopfer). — Appartiennent au second groupe: l'impôts sur le revenu, sociétés et capitaux.

La plus sevère de toutes les mesures fiscales arrêtées par l'Assemblée Nationale, est celle du tribut ou impôt sur la fortune, décrété par le statut du 31.XII.1919 [1]), dit „offrande pour subvenir aux besoins du Reich". (Reichsnotopfer).
On lit à l'article 1) „Par le grand tribut de guerre,les fortunes des citoyens seront sacrifiées aux nécessités pressantes de l'Etat".

Sont contribuables: 1) les citoyens allemands et étrangers, établis en Allemagne, 2) les personnes privées, les sociétes par actions, de commandité, les compagnies pour l'exploitation des mines etc. Sont libérées du tribut: les établissements de bienfaisance, d'utilité et d'instruction publique.

Sont sujets à imposition: les fortunes mobilières et immobilières après défalcation des dettes, telles que proprietés foncières, forestières, minières, industrielles, commerciales et foitunes placées en capitaux.

Après évaluation de fortune des societés passibles d'impôts de fortes réductions sont prévues par le statut. Sont déduits de la fortune: les dettes et charges, les capitaux de fonds entièrement versés et les dépenses faites pour des raisons d'utilité publique. Le tribut de la fortune ainsi évaluée est de 10%.

Le Statut admet aussi une assez forte réduction pour la fortune des personnes physiques — en raison de l'état de famille du contribuable (5000 mks. par enfant).

Le taux du tarif progressif est fixé en principe par le maximum de 65% et représente, malgré les réductions admises par le Statut, une charge ruineuse pour les fortunes, et jamais notée encore dans les annales financières.

L'impôt s'appuie sur les déclaration du contribuable, qui doit présenter son état de fortune au jour du 31.XII. 1919 — et sera déterminé sur cette base. Le Statut admet aussi de certains allégements par le payement par à compte.

Pendant les débats de la Commission des Finances. les avis dans la question de l'impôt sur la fortune, étaient partagés [2]).

Les projets étaient au nombre de trois: le Ministre des Finances soutenait l'impôt unique. La possibilité d'un impôt sur la fortune, payable en 30 ans et aussi celle d'un emprunt obligatoire étaient mises en avant.

Le plus fort argument d'Erzberger, à l'appui de son projet. était la conviction qu'un impôt unique n'affaiblirait point dans l'avenir les entreprises privées. Les revenus fondés seront encore gréves par d'autres impôts (impôts sur les capitaux), il faut éviter de les surcharger stablement par l'impôt sur la fortune. Le Ministre des finances convient, que l'impôt proposé „est une lourde charge, imposée à l'économie sociale", mais il n'entrevoit pas d'autre issue.

Erzberger considère l'emprunt obligatoire comme une mesure injuste et inadaptable et pouvant amener à une „démobilisation de la fortune". L'emprunt obligatoire ne tient point en ligne de compte l'individualité et par conséquent la capacité de payement des citoyens. A l'appui de son projet Erzberger met en avant des raisons de nature économique. En conséquence de dépréciation des valeurs, une différence énorme s'est produite entre la valeur nominale et la valeur reèlle de la fortune sociale. La capacité du capital est très affaiblie et l'accroissement des fortunes — fictif. L'impôt sur la fortune amenant l'excédant des capitaux libres dans la Caisse du Trésor, amoindrirait l'inflation et rapprocherait la valeur nominale de la valeur réelle de la fortune. Les agissements de l'Etat sont semblables à ceux d'une entreprise commerciale qui aurait possédé des capitaux disponibles e les aurait convertis en capital d'amortissement. Selon Erzberger, l'impôt sur la fortune aurait été contre la cherté, la plus efficace des mesures.

L'Assemblée Nationale a mis ainsi en a tivité les projets de quelques théoriciens, tels que Diehl et Somary [1]), projets qui avaient paru pendant la guerre tellement fantastiques, qu'en avait même point compté sérieusement avec eux. Les adeptes d'un grand impôt sur la fortune n'étaient cependant pas allés ainsi loin que le Ministre Erzberger; selon eux, l'impôt sur les fortunes ne devait pas excéder le 25% de la fortune tout en procurant au Reich 50 milliards de marks, ce qui aurait couvert une sérieuse partie de la dette.

* * *

L'impôt du Reich sur le revenu global, arrêté le 29 mars 1920 [2]), et celui *sur les Associations*, (Körperschaftssteuergesetz), décrété un jour plus tard [3]), font partie des impôts stables.

Les marques caractéristiques du nouvel impôt sur le revenu sont les suivantes: l'impôt a passé au Reich, amenant ainsi un profond changement dans l'ancien système d'imposition. Nous lisons dans les motifs de cette mesure: „Le malheur commun éxige un commun effort". Cet effort ne peut trouver sa réalisation que dans l'impôt du Reich sur le revenu, frappant chaque citoyen d'après sa capacité de payement.

Le second changement est dans ce que

---

[1]) R. G. Bl. pag. 2189. Vor. Berichte der Deutschen Nation. Versm. N. 677. der Drucksachen.

[2]) Berichte der Deutschen Nationalversammlung N. 16.

[1]) Die Neuordnung der deutschen Finanzwirtschaft Band 1. (Verein für Sozialpolitik).

[2]) Reiches Gesetzblatt 1920. N. 57, Pag. 353. N. 156, pag. 1463.

[3]) Reiches Gesetzblatt 1920. N. 60, pag. 393.

l'impôt ne touche que les personnes physiques,— les personnes morales étant frappées d'un impôt spécial sur les sociétes.

L'imposition qui ne touche que les personnes physiques est motivée par la tendance de l'impôt sur le revenu à frapper chez le contribuable selon sa capacité de payement, qui est exprimée par le revenu global. La conception de revenu ne se laisse pas adapter aux personnes morales sans restriction, car dans les associations, la question principale est celle de la relation entre l'excédant et le capital. „Dans le système de l'impôt sur le revenu, ces personnes forment un corps étranger qui ne peut trouver place dans ses cadres que fictivement".

La valeur du nouvel impôt consiste dans une sérieuse augmentation du taux. Le minimum d'existence est de 1,500 mks, et augmente pour chaque membre de famille dans la proportion de 5000 mks. Le revenu personnel de chacun des membres est ajouté à celui du chef de famille.

Le tarif de l'impôt est progressif, allant de 10% au degré inférieur à 60% au point où s'arrête la progression (pour les revenus dépassants 6.000.000 mks). En raison de la dépréciation du mark allemand, les revenus moyens sont le plus lourdement imposés.

L'impôt est basé sur les déclarations du contribuable. Pour prévenir les fraudes, en raison de la décadence du sens moral après guerre, quelques changements ont dû être introduits dans la règle. Les prix de bail pour les immeubles,—de location pour les maisons et les livres de commerce pour les entreprises industrielles servent de base pour déterminer le montant des revenus. Les impôt des ouvriers sont perçus par un moyen indirect (an der Quelle).

L'impôt sur le revenu est en rapport avec la loi du 30.III.1920 de l'impôt sur les sociétés (Körperschaftsteuergesetz). Sont contribuables: les personnes morales, sociétés par actions, fondations et associations qui n'ont pas été compris dans l'impôt sur le revenu. Sont libérés d'impôt: les établissements d'utilité publique et societés, agissant sans esprit de gain.

Le taux s'élève à 10% et un supplément est perçu si le revenu surpasse le 3% du capital de fonds. Le taux le plus élevé du supplément est 10% de la somme — quand le revenu dépasse le 18% du capital de fonds.

Le Ministre des Finances, malgré la volonté d'augmenter les revenus de l'Etat, a pris les mesures nécessaires pour empêcher la ruine de la grande industrie et du commerce. Les impôts frappent principalement les personnes physiques et épargnent les personnes morales. La plus lourde des charges: l'impôt sur la fortune, en comparaison des contribuables physiques, ne les atteint aussi que fort légèrement, et elles sont absolument liberées de l'impôt de guerre sur l'accroissement de la fortune.

* * *

Les impôts sur les mutations de propriété et contributions indirects sont aussi compris dans la dernière réforme des finances en Allemagne. Appartiennent aux nouveaux impôts: l'impôt du 24 Décembre 1919, (Reichsumatzsteuergesetz),—l'impôt sur le droit de mutation des immeubles du 12 Semptembre 1919 (Reichsgrunderwerbsteuergesetz) — et l'impôt du 10 Septembre 1919 sur les succéssions. (Deutsches Reichserbschaftsteuergesetz).

L'impôt du 24 Décembre 1919 [1]) sur les mutations touche les livraisons réciproques, faites dans le pays même et dont l'impôt s'élève au $1^1/_2$ — 2% de la somme de facture (actuellement 5%); si la mutation comprend les articles de luxe, le taux monte à 15%. La tenue des livres de commerce est obligatoire pour déterminer l'impôt.

L'impôt sur le droit de mutation des immeubles, du 12 Septembre 1919 [2]) a été décrété en vue de l'unification des anciennes préscription. L'impôt actuel du Reich, quoique sensiblement augmenté (4% de la valeur de la proprieté foncière) est maintenant uniforme. En conséquence des fréquents changements survenant dans la période après guerre, le législateur attache à cet impôt une grande importance fiscale, évaluant son rendement à plus d'un milliard de marks. La loi est entrée en vigueur à partir du 1-er Octobre 1919.

Une sérieuse réforme a été effectuée par l'introduction de *l'impôt* successoral conformément à la loi du 10 Septembre 1919 [3]). Les héritiers sont divisés, selon le degré de parenté, en six classe et le taux de l'impôt déterminé par le degré de parenté et la valeur de l'héritage. Pour les héritiers de la 1-re classe (conjoint et enfant) le taux varie entre 4 et 35%, pour les héritiers de la dernière classe — entre 15 et 70%. Un taux tellement élevé, confisque dans les degrés de parenté plus éloignés, la majeure partie de l'héritage. Le taux de l'impôt sur les donations est égal à celui qui pèse sur les héritages, et l'imposition est basé sur la déclaration du contribuable.

Le dernier des groupes d'impôts réformés par la République Allemande a rapport à la consommation. La réforme comprend *les impôts indirects* décrétes en Septembre 1918: *impôt sur le tabac, les allumettes, les cartes à jeu* et le *monopole de l'alcool* qui avait été introduit en Allemagne par la loi du 26 Juillet 1918.

L'impôt sur le tabac, décréte par la loi du 26 Juillet 1918 et du 12 Septembre 1919,

---

[1]) R. G. Bl. pag. 2157.

[2]) R. G. Bl. pag. 1617.

[3]) R. G. Bl. Page. 1543.

a une très grande importance fiscale. Sans entrer dans les détails, il suffit de dire qu'il y avait deux propositions: le développement de l'accise et l'introduction du monopole de vente. Il na pû être question pour l'Etat de pouvoir prendre sur lui la production du tabac, et cela en raison de questions de nature économique et financière, prévues dans le rachât éventuel des fabriques privées. Le projet d'un monopole commercial est aussi principalement tombé pour des raisons financières. On lit dans les motifs du projet [1]): „Il n'est point question ici, comme il y a lieu avec l'alcool d'une production uniforme, mais il s'agit d'une marchandise de qualités différentes, ce qui constitue un grand risque pour l'Etat". Dans le commerce du tabac, la vivacité, l'élan, l'esprit d'entreprise et la connaissance du marché sont absolus; qualités que l'Etat ne peut posséder dans la même mesure que les entreprises privées. L'Assemblée Nationale est d'avis, que l'accise pourrait donner à l'Etat un rendement plus certain et supérieur à celui du monopole.

D'après la nouvelle loi allemande l'impôt sur le tabac est perçu par le système des banderoles, adapté au produit préparé Le taux est très élevé: pour les cigares de 8 à 500 mks pour mille pièces. (de 10% à 30% du prix de vente). L'impôt sur les cigarettes est encore plus grand: de 10 à 140 mks pour mille pièces (de 30% à 50% du prix de vente). L'impôt sur le tabac coupé est de 3 à 60 mks par kilogramme. (de 30 à 60% de la valeur). En outre de cet impôt, le droit de douane sur les tabacs étrangers est encore tres élevé. Erzberger a élevé encore l'accise sur le tabac, en laissant intancte la base d'imposition. Pour les cigares de qualité supérieure, l'accise est de 1600 mks pour mille pièces, — pour les cigarettes elle arrive jusqu'à 300 mks et pour le tabac coupé jusqu'à 60 mks le kilogramme.

L'impôt sur le tabac, décrété par le gouvernement socialiste allemand, constitue un argument significatif contre l'introduction dans ce domaine, du monopole. Dans le pays classique de l'étatisme le gouvernement, en considération de raisons financières et économiques, n'a pas osé prendre une mesure aussi risquée.

L'imposition sur les spiritueux a été effectuée par le gouvernement allemand d'une toute autre manière. *Le monopole de vente de l'alcool*, introduit le 26 Juillet 1918 [2]), n'a subi (le 6 Décembre 1919 et le 3 Mai 1920 [3]) que de légères modifications. Le monopole consiste dans ce que l'esprit de vin est délivré au gouvernement, à des prix déterminés. La direction est aux mains de l'Office du Monopole des Spiritueux, qui réside à Berlin. La loi admet des indemnités, payables aux entrepreneurs privés pendant une période de dix ans. Les prix des spiritueux sont fixés chaque année par le Ministre des Finances, le profit revenant à l'Etat est escompté à 800 mks par hectolitre d'alcool et le rendement annuel, à 850 millions de mks.

Pour compléter, nous ajouteront que *les impôts sur le sucre, les cartes à jeu, les représentations et réjouissances publiqués* (Vergnügungssteuergesetz) *les droits de poste, telegraphe et téléphone* ont aussi été haussés.

*

* *

Tellle est la réforme du système des impôts en Allemagne Républicaine, appelée par l'auteur même du projet „grande oeuvre" („Das grosse Werk") et qui pour sauver les finances de l'Etat, sacrifie la fortune privée des citoyens. Du point de vue de la critique scientifique, la réforme ne supporte point de raisonnement, car elle constitue, pour l'heure, un système de pillage économique, mais l'Assemblée Nationale n'entrevoyant pas d'autres moyens pour remédier aux finances de l'Etat n'a point hésité à prendre des mesures aussi draconiennes.

Une aussi sévère réforme des finances de l'Etat, effectuée à la fin de 1919 et au commencement de 1920, n'a pû rester sans provoquer la critique du point de vue de la téorie. Des économistes allemands, tels qu'Otto Schwarz, Walter Rathenau (le plus célebre d'entre eux et l'écrivain du plus grand talent dans les questions économiques d'après guerre), les professeurs Sering, Georges Strutz, Frédéric Bendixen, tous les derniers temps, ont élevé la voix, pour faire entendre leurs opinions.

Ils représentent la situation économique de l'Allemagne sous un si sombre aspect, que leur jugement pourrait être traité d'exagération voulue. Pour les représentants de la théorie et de la pratique, il était donc très imporant de démontrer la catastrophe de la situation dans laquelle se trouve l'Etat vaincu et son impossibilité à remplir les conditions du Traité de Versailles du 24 Juni 1919.

A part cette raison politique, les discours au Parlement et les brochures scientifiques tendent à voir clairement la situation. Le fiscalisme extrême qui ressort de la dernière réforme des finances, est une conséquence de la dure réalité admise.

W. Rathenau soumet la réforme d'Erzberger à une sévère critique, en trouvant qu'on pense à guerir les finances, sans prendre en ligne de compte la réorganisation de la production [1]). Selon cet auteur, les nouveaux sta-

---

[1]) Entwurf eines Tabaksteuergesetzes (Begründung).

[2]) R. G. Bl. page 887

[3]) R. G Bl. page 1987 et 898.

[1]) Walther Rathenau. Was wird werden? 1920 page 38 et les suivantes.

tuts touchant la réforme, ne sont qu'une ordinaire et arbitraire confiscation. Par suite de la déchéance de la moralité, les dépositions des contribuables ne sont pas basées sur la vérité, et Erzberger lui même, le promoteur du projet d'impôts, a dû répondre devant la loi pour fraudes dans le payement des impôts. „Le résultat de ce tissu d'inepties — écrit Rathenau n'a rémedié en rien aux difficultés économiques. La sphère dite de l'intelligence est descendue au niveau du prolétariat, les fraudes sont bagatelisées, la corruption est dans son plein développemet. Le gouvernemant et l'activité de la loi ne sont plus respectés. Plus on est consciencieux, plus on est taxé de bêtise par les autres".

En tant que l'Etat veut admettre une ingérence aussi sévère dans la liberté de la propriété privée des citoyens (comme c'est le fait en Allemagne) il doit — ou s'appuyer sur la terreur révolutionnaire comme en Russie — ou bien remplir les quatre conditions suivantes: procéder par une politique juste et claire, — savoire la conduire, — avoir des employés honnêtes et consciencieux et posséder le sens de la psychologie de la population, qu'on ne peut accabler au dessus de ses forces et moyens. D'après Rathenau, ces quatre conditions ne sont point remplies par l'Allemagne et c'est la raison pour laquelle la réforme d'Erzberger manque son but.

La politique économique de „l'Assemblée Nationale" est donc fausse dans ses bases, car elle n'attache pas l'importance voulue au problème de la production et croit à la possibilité de pouvoir sauver l'économie sociale par le moyen d'expériences financières; n'ayant pas la force d'empêcher l'accroissement démesuré des nouvelles fortunes, elle ruine les anciennes fortunes moyennes. L'exécution des nouveaux Impôts manque son but, comme le témoigne le luxe toujours croissant des nouveaux riches de guerre et la décadence de la sphère, dite de „l'intelligence". Les organes de l'Etat ont perdu toute autorité. „Faites comme bon vous semble — parle la voie de la nation, — nous ne nous soumettrons pas à vos ordannances, car elles sont trompeuses, fausses et empreintées de dilletantisme". La nation n'a pas de confiance dans le gouvernement, le gouvernement n'est pas assez fort, n'a pas d'autorité suffisante ni d'employés assez honnêtes pour pouvoir mettre en viguer ses ordonances. Du reste la législation est une création sans chair et os, fonctionnant sans aucune connaissance de la psychologie de la population.

Les démonstrations de Rathenau ne peuvent être acceptées sans critique. Personnellement, nous tenons l'auteur plutôt pour un publiscite de talent que pour un savent impartial. Il se complait dans des vues exagérées et souvent paradoxales, mais ses opinions, malgré cette réstriction, sont un curieux document sur les temps actuels. Il se montre que dans le pays classique de l'ordre et de l'obeissance, les fraudes dans le payement d'impôts sont à l'ordre du jour, à commencer par les plus hauts dignitaires de l'Etat jusqu'au moindre citoyen et témoignent de la corruption générale.

La grande réforme d'Erzberger a supprimé l'ancien système financier en Allemagne et constitue un curieux expériment pour sauver les finances de l'Etat par des mesures draconiennes. Il est à remarquer que les nouvelles lois fiscales tendaient en majeure partie à impressionner les Etats vainqueurs. A première vue, la réforme financière parait être un gigantesque effort du gouvernement pour épuiser toutes les sources d'impôts; dans le fait, les ordonnances resteront le plus souvent irréalisables. Erzberger a dirigé son coup contre les personnes physiques et les nouveaux riches d'après guerre, desquelle il sera très difficile de percevoir les impôts. Par contre on a beaucoup épargné les personnes morales et les associations qui constituent une source certaine et facile d'imposition.

W. FABIERKIEWICZ.

Les sources de l'impérialisme allemand.

Le traité de paix ainsi que l'opinion universelle des Etats et des nations du monde ont cloué l'Allemagne au pilori pour avoir déchaîné la guerre mondiale. Indubitablement, cette opinion, bien qu'universelle, était assez près de la vérité, tout au moins de cette vérité extérieure, qui frappe l'imagination, qui ne découle pas de la connaissance des causes profondes des phénomènes que nous voyons se déroulerdevant nos yeux.

L'Allemagne a déchaîné la guerre mondiale. L'Allemagne s'est préparée à cette guerre, l'a en quelque sorte désirée. La chose se laissait pressentir lors du vote par le parlement allemand des crédits de guerre, à entendre le voix de la presse, à lire les ouvrages traitant de la situation politique et économique du pays. Le ton qui dominait était empreint de passion, souvent de menace, parfois écoeurant dans sa brutale franchise. Ainsi, à titre d'exemple, voici quelques extraits d'un ouvrage du dr. Klaus Wagner, publié en 1906, sous le titre „Der Krieg" (la guerre):

„Der Krieg soll dem tüchtigen Volk Raum geben, um zu gedeihen, und zu arbeiten und zu wachsen. Er soll der tüchtigen Rasse Einheit und Abgeschlossenheit sichern. Dieser weite Raum und diese völkische Sicherheit sind notwendig für die Kultur der Völker... Der Krieg ist das *einzige gerechte Gericht*, die natürliche *Auslese* in der volkommenen germanischen Völker siegen über die minderwertigen und schwachen Völker, die in innerer ungerechte Auslese verderben. Der Krieg gibt den Fähigen Platz auf Kosten den Ungesunden. *Ohne Krieg* ist eine Entwickelung der Völker unmöglich. Diese Wahrheiten haben unsere Friedensfreude bis zur Stunde nicht gekümmert...

Das deustche Volk *braucht den krieg* um sich jederzeit gegen ein Welt von Feinden verteidigen zu können. Feinde ringsum. Aber wir haben auch dasselbe Recht, wie andere grosse Völker, uns auszudehnen uud man Uebersee diese Möglichkeit uns erschwert, sind wir gezwungen, sie in Europa zu betätigen. Auch dies wird nicht *ohne Krieg* abgehen. Vor allem aber brauchen wir in *Friedenszeiten* die Kriegsbereitschaft, um unserer selbst, um unserer Volkerziehung willen"[1]).

En vérité, il serait difficile de trouver autre part, dans la littérature des autres pays, des autres nations, une apologie aussi hardie de la guerre, un appel aussi franc à subjuger les organismes nationaux plus faibles. Or, cette façon de penser n'était pas du tout exceptionnelle en Allemagne. Ce que le dr. Klaus Wagner a exprimé en mettant les points sur les „i", d'autres l'ont dit sous une forme plus atténuée, étayant souvent leurs thèses de raisonnement divers acabit; mais la vérité est que les idées du dr. Wagner, qu'elles fussent servies sous telle forme ou sous une autre, répondaient à l'état d'esprit alors régnant dans l'énorme majorité de la nation allemande, et, ce qui est bien plus grave, avaient leur corrélatif, dans la politique, intérieure et extérieure, du gouvernement allemand. Il suffira de rappeler, à l'appui de nos dires, la fameuse loi d'expropriation dirigée contre les Polonais du grand-duché de Poznanie ou encore, les plans annexionistes que l'Allemagne tenta de mettre à exécution au cours de la guerre [1]).

Voici par exemple quelques passages de l'ouvrage d'Ernest Hasse, paru en 1908, et intitulé „Weltpolitik, Imperialismus und Kolonialpolitik" (Politique mondiale, Impérialisme et Politique coloniale), où l'auteur, avec non moins de sincérité que Wagner, réclame à grands cris une politique de conquête à l'égard des petites nations, tout en raillant les partisans des méthodes pacifiques:

„Die Ausdehnung ist ein notwendiger Entwickelungsvorgang eines gesunden Lebewesens, Zeugung und Geburt sind Ausdehnungen, Ausbreitungen, der Tod ist ein Zurückgehen, ein Verschwinden... Niemand pflegt an den Ausdehnungsbestrebungen der Völker Anstoss zu nehmen. Sobald aber diese Bestrebungen auch zu Versuchen der Staaten führen, ihre Grenze zu betätigen, dann schreien Manchesterleute und Friedensengel über Chovinismus, obgleich es sich doch nur um andere Gestaltung oder um eine Fortsetzung der Entwickelungsbewegungen der Völker handelt.. Nach unserer Ueberzeugung ist das Deutsche Reich heute eingepresst zwischen die Ostmächte und Westmächte, um seines Daseinwillens dazu gezwun-

[1]) „C'est la guerre qui doit procurer à un peuple robuste dont il a besoin pour croître en forces, travailler et se développer. C'est elle qui doit assurer l'unité, la liberté et l'indépeudance d'une race vigoureuse. Large place au soleil et sécurité voilà les conditions indispensables à l'essor de la culture des peuples... La guerre voilà *l'unique tribunal du droit*, la voie de *sélection* naturelle où les peuples accomplis de race germanique sont appelés à triompher des peuples faibles, des races inférieures destinées à dépérir car plongées dans le marasme d'une existence injustifiée. La guerre, voilà qui fait place nette aux capables, au détriment des chétifs. *Sans la gnerre,* pas de développement possible pour les peuples. Ces vérités ne sont pas troublé jusqu' à présent pour nous les douceurs de la paix...

Le peuple allemand *a besoin de la guerre* pour pouvoir, à tout moment, se défendre contre un monde d'ennemis. Nous sommes entourés d'ennemis. Et pourtant, nous avons le même droit que les autres grandes nations de nous étendre; mais comme outre mer on nous bouche toutes les issues, nous serons obligés de nous arranger en Europe, ce qui n'est d'ailleurs pas à envisager, *sans que guerre s'ensuive* avant tout, il importe que *déja en temps de paix*, nous soyons prêts à la guerre et cela, en égard à l'éducation de nous-mêmes et de notre peuple".

[1]) Nous examinerons cette question de plus près dans le chapitre suivant.

gen sich auszudehnen... Demnach braucht gerade ein deutcher Imperialismus sich allerzeit der rohen Form *der Eroberung* zu bedienen, ohne aber vor der Antwendung militärischer Gewalt zur Erreichung seiner Zwecke zurückzuschrecken...

Es ist zwar *nicht wahr*, dass die Erde Raum habe *für alle*, aber sie hat Raum für viele Grosse, *denen freilich die kleinen werden dienen müssen...* Wir brauchen *Land* und zwar nicht nur Kolonien, wir brauchen Land, auch wenn es von *Fremden bewohnt wird, um dessen Zukunft nach unseren Bedürfnissen gestalten zu können*[1]) Darum weg mit der Lehre der Unaufrichtigkeit und der Schwache, einer Rüchständigkeit und eines Restes der überwundenen Manchesterlehre... Gleichberechtigung nicht im fremden Abhängigkeitsgebieten, sondern Gleichberechtigung mit anderen Weltmächten auf den Besitz ausschliesslicher Abhängigsheitsgebiete, Ellenbogenfreiheit, Ausdehnung, Land!“ [2])

Jusqu'à quel point les idées impérialistes s'étaient enracinées dans l'âme de la nation allemande, nous pouvons le constater à la lecture du livre de Ruedorffer, paru en 1912, sous le

[1]) Dans les plans des réalisations pratiques ces principes politiques de l'Allemagne prirent corps dans les tentatives de création, pendant la guerre, sous la coupe de l'administration allemande et sous le couvert de corps représentatifs, dont la composition était soigneusement épluchée, de divers petits Etats pseudoindépendants, comme: l'Esthonie, la Lettonie, la Courlande, la Lithuanie, l'Ukraïne etc, dont les populations durent plus tard, expulser „manu militari“ leurs généreux bienfaiteurs allemands.

[2]) L'extension est le processus nécessaire que suit le développement d'une espèce vivante saine. Fécondation et parturition sont des formes d'extension, de croissance; la mort par contre est un phénomène de regression, de disparition... Personne ne peut donc s'aviser d'en vouloir à un peuple de sa propension vers l'extension. Mais dès que ces tendances font mine de toucher à la question des frontières, voilà toute la gens manchéstérienne voilà tous les anges de la paix de crier au voleur, de hurler au chovinisme, comme s'il ne s'agissait pas là simplement, que d'une manifestation, que d'une conséquense naturelle de la tension de croissance des peuples... Que voyons nous aujord'hui? Nous voyons l'Allemagne comprimée, comme hareng en caque, entre les Puissances occidentales et orientales qui paralysent ainsi, comme dans un élan, sa volonté de vivre, son besoin d'expansion... Ce qui s'ensuit c'est la nécessité d'un impérialisme allemand, qui n'a d'ailleurs pas d'autre issue devant soi que recourir à la forme grossière *de la conquête*, qui ne doit pas reculer devant l'emploi de la coercition militaire dans la poursuite des buts qu'il doit atteindre.

Ce n'est *pas vrai* qu'il y ait sur la terre de la place *pour tous*; il n'y a, ici-bas, de place que pour quelques gros poissons, *que le menu fretin des petits doit se résigner à servir sans rechigner...* C'est *la terre* qu'il nous faut, non seulement des colonies; nous avons besoins de terre, *celle-ci fût-elle habitée par d'autres, et dont le sort futur doit être adapté à nos besoins.* Donc trêve de sermons sur l'injustice de l'apitoyement sur les faibles! Au rancart tous ces „rossignol“ de la doctrine boiteuse de Manchester!

Qu'on ne nous ressasse plus la ritournelle des droits d'égalité dans les terrains étrangers placés sous notre dépendance, tant que ne sera pas réglée la question de l'égalisation de nos droits par rapport aux autres puissances mondiales, tant que nous n'aurons pas nos zônes d'influence, exclusivement à nous, tant que nous n'aurons pas les condées franches, tant que nous n'aurons pas devant des horizons de libre expansion, tant que nous n'aurons pas de la terre!

titre: „Grundzüge der Weltpolitik in den Gegenwart“ („Les grandes lignes de la politique mondiale des temps présents“). Dans cet ouvrage qui a toutes les allures d'une dissertation scientifique, qui a été écrit à l'abri des crialleries du patriotisme de „hourra“, nous relevons les lignes qui suivent:

„Als im Jahre 1907 die Regierung des Fürsten Bülow um einer Kolonialpolitischen Frage willen den Reichstag auflöste und an das Volk appelierte, hielten Wahltechniker, die an der Erfahrungen früheren Zeiten klebten, die Wahlparole für unpopular und eine Niederlage für unvermeidlich. Das Gegenteil trat ein. Die ältere Generationen der Politiker stand erstaunt *vor der elementaren Kraft des Weltpolitischen Geltungswillens der Nation.* Wenn man die Haltung der Oppositionellen Parteien und Zeitungen zu nationalen Fragen, insbesondere zu Rüstungen zu Lande, oder zu Wasser, vor zwanzig und zehn Jahren mit der heutigen vergleicht, so ist jedem offenbar, dass hier so gut, wie alles anders geworden ist... Die Kämpfe welche die militärvorlagen der achtzigen Jahre hervorriefen sind heute undenkbar. Keine der bürgerlichen Parteien kann es nicht wagen, eine Verstärkung der Militärischen Machtmittel, die die Regierung im Interesse der auswärtigen Position des Reiches für notwendig erklärt, abzulehnen; *selbst die Socialdemokratie, welche durch ihr Programm gefesselt, natürlich Gegner bleibt, muss in der Bekämpfung solcher Vorderungen eine Gewisse Vorsicht und Zurückhaltung üben,* und leugnet nicht, dass sie, wenn es über einer solcher Frage zu Neuwahlen kommt, einer empfindlichen Niederlage sicher ist.

Dass heisst nicht anderes, als dass der nationale Drang heute nur nicht mehr nur das Empfinden der Gebildeten, des Adels oder der städtischen Bürgertums beherscht, *sondern im Volke selbst, unaufhörlich wachsend, lebendig ist und auch da, wo er zu fehlen scheint, nur schlummernd auf Ruf der Ereignisse wartet*“ [1]).

[1]) Quand en 1907, le gouvernement du prince Bülow, au sujet d'une question de politique coloniale, décida de dissoudre le Parlement et d'en appeler au peuple, les spécialistes en matière d'élections, qui s'en tenaient à l'expérience des temps passés, considéraient cette plateforme électorale comme impopulaire et envisagaient comme inévitable la perspective d'un fiasco complet. C'est le contraire qui se produisit. Les politiciens de la génération précédente furent stupéfaits de constater *la force irrésistible avec laquelle la volonté nationale s'orientait vers les problèmes de la politique mondiale* Quand on compare l'attitude d'aujourd'hui des partis et de la presse d'opposition à l'égard des problèmes nationaux, en particulier des *armements* sur terre et sur mer, à celle ce qu'elle était il y a dix ou vingt ans de cela, on est forcé de convenir qu'ici comme partout ailleurs, il y a quelque chose de changé... Les luttes que les questions militaires suscitaient vers 1880, sont aujourd'hui impensables. Aucun des partis bourgeois n'oseraient à l'heure qu'il est, s'opposer au renforcement de la puissance militaire de l'Etat qui, de l'avis du gouvernement, est indispensable pour la sauvegarde des intérêts du Reich sur l'arène de la politique extérieure. *Même la social-democratie, qui, liée par son programme, demeure naturellement daus l'opposition, doint dans la lutte qn'elle mène, procédcr avec beaucoup de prudence et de retenue,* et il est indubitable

Les événements prouvèrent que Ruedorffer avait vu juste, en particulier, pour ce qui concerne la social-démocratie qui, directement ou indirectement par la collaboration au pouvoir, soutint la politique impérialiste et les plans annexionistes du gouvernement, cette même social-démocratie qu'il avait caractérisée avec tant de justesse.

Mais la question de la part effective de responsabilité qui incombe à l'Allemagne dans l'explosion de la guerre mondiale, ne nous intéresse ni peu ni prou, car ce sont là questions purement académiques. Ce qui pour les Etats de l'Europe Centrale, notamment pour les Etats de création nouvelle, constitue une question de vitale importance, est de savoir, s'il existe des chances de renaissance de cet impérialisme allemand d'avant-guerre, si profondément ancré dans l'âme germanique, et dans l'affirmative, qu'elle pourrait être l'orientation de ses appétits d'après guerre? Le problème à élucider est donc celui de l'examen des sources profondes d'où a surgi cet impérialisme et des conditions de durée de celui-ci. Il serait imprudent de s'en tenir à un état de choses passager, conséquence immediate de la guerre, car les désastres de la guerre, même les plus grands, s'effacent vite sous l'éponge de l'oubli.

Déjà aujourd'hui, la situation politique de l'Allemagne s'est améliorée au centuple par rapport à ce qu'elle était le jour de la signature du traité de Versailles; par contre, il est des symptômes très nets de la décadence lente de la puissance du plus grand antagoniste de l'Allemagne avant la guerre,—de l'Angleterre.

Le phénomène même de l'impérialisme n'était pas en somme spécifiquement allemand, et il s'est manifesté, sous des formes moins brutales peut-être, à diverses époques et chez presque toutes les grandes puissances de ce monde. Il est évident qu'une fois la question posée sur ce terrain, la culpabilité de l'Allemagne aura un tout autre caractère et sa politique impérialiste apparaîtra plus compréhensible, comportera une explication; et alors, au lieu d'incriminer personnellement la nation allemande, il y aura lieu de faire entrer en ligne de comte la resposabilité de tout le complexe de conditions dû à la structure économique du monde. Nous voyons là, la seule méthode de traiter le problème, qui nous donne une base concrète pour prévoir l'avenir et qui nous permette d'éviter l'ornière de la politique, de cette gens myope, qui est éternellement accrochée à l'arrière-train des événements. De cette façon seulement il nous sera possible de répondre à la question qui nous intéresse: quelles sont les possibilités de renaissance. dans l'avenir, de l'impérialisme allemand d'avant-guerre? Sous quelles formes serait-il susceptible de se manifester? Quelle serait l'orientation de ses appétits.

Si on comprend par l'impérialisme, dans l'acception la plus large du terme, la tendance vers une exploitation économique systématique et constante du travail et des richesses d'autres tribus et d'autres nations, que ce soit sous la forme d'incorporation immédiate par la force armée des territoires habités par ces tribus, par ces peuples, soit encore, sans recourir directement à la force brutale, en imposant et en extorquant de ces derniers des accords économiques spéciaux, garantissant au bénéficiaire profits et privilèges divers, toutes ces manifestations de l'impérialisme représentent un phénomène apparu à un moment déterminé à un stade assez élevé de développement économique.

Les périodes d'acroissement des tendances guerrières étaient corrélatives des périodes de déséquilibre entre la densité de la population et la structure économique, d'où découle le déséquilibre entre l'intensité des besoins et les moyens de les satisfaire. Par contre, les époques d'affaiblissement de l'esprit guerrier allaient de pair avec le relévement du niveau de la technique de la production, lequel, à la faveur d'une économie de degré supérieur, permettait de balancer les différences. L'accroissement de la population jouait donc ici le rôle de facteur primordial.

L'influence directe de ce dernier facteur, (de l'accroissement de la population), est fortement atténuée par la cristallisation du système de repartition par classes. Voilà qui concerne en particulier la fin de la période des corporations et métiers, et principalement, la période capitaliste qui vit la naissance de l'impérialisme, dans l'acception vrai du mot. Au cours de ces périodes, s'avancent au premier plan et commencent à donner le ton à la politique de l'Etat, d'abord les intérêts de la classe marchande (capital commercial) plus tard, ceux de l'industrie et des banques (capitaux financés).

Ce fait de convergence entre la naissance de l'impérialisme d'une part, et d'autre part, l'influence exercée par le capital, sous ces deux formes, sur la politique de l'Etat, fut, en avons-nous l'impression, la cause pour laquelle on a *mésestimé* la portée des autres facteurs et pour laquelle on a considéré l'impérialisme comme phénomène transitoire, dérivé du régime capitaliste, (tel fut le cas de chercheurs aussi sérieux que Hilferding, Pawlowicz, et d'autres, protagonistes de l'école marxiste.). Et pourtant, un examen plus serré des processus qus précédèrent l'éclosion de l'ère capitaliste ainsi que du caractère et du degré d'intensité dei

---

que, si elle devait affronter sur ce terrain de nouvelles élections, elle subirait une défaite écrasante.

Tout cela signifie que cètte poussée nationale n'est pas aujourd'hui seulement maîtresse de l'âme des classes cultivées, de la noblesse et de la bourgeoisie urbaine, *mais qu'elle est également vivace dans le peuple, où elle gagne chaque jour en force, et que là, où elle semble absente, elle existe effectivement à l'état latent, sommeillant, attendant pour ce manifester la diane que sonneront les événements*.

tendances impérialistes au XX-e siècle, dans les divers Etats, aurait dû mettre en garde les esprits contre une façon aussi unilatérale d'envisager la question.

Sans entrer dans l'examen des formes sous lesquelles s'est manifesté l'impérialisme des temps passés, nous nous contenterons de rappeler, qu'à l'époque des grandes découvertes, il a pris la forme de lutte pour les colonies. De plus, nous soulignerons ce fait, que dans la première moitié du XX e siècle, se laisse observer un affaiblissement notable des tendances impérialistes; notamment pour ce qui est de l'Angleterre, la période en question peut se placer, approximativement, entre 1830 et 1860. Lord Disraeli, homme politique incliné plutôt vers les idées impérialistes, disait alors: „Les colonies anglaises? Ce sont des meules attachées à notre cou", confirmant ainsi l'attitude générale des dirigeants de la politique anglaise, hostiles à la politique coloniale, et qui considéraient comme inévitable, et même utile, le détachement des colonies de la métropole

De même en France, nous observons, au cours de la même période, un affaiblissement analogue des tendances impérialistes. Quant à l'Allemagne et aux autres pays de l'Europe, le phénomène en question eut une répercussion beaucoup plus atténuée.

Mais même en Allemagne, l'ère de la politique instaurré par Bismarck, se heurtait vers 1880, et jusque 1885, à une très forte opposition parlementaire, qui avec une assez grande dose de persévérance et de conséquence, s'obstinait à repousser tout les projets de nouveaux armements, osait même s'opposer à la politique, antipolonaise suivie par la Prusse. Par contre depuis 1893, on peut constater une transportation, de plus en plus frappante, au sein de l'opinion publique, comme contrecoup de la chose, on voit au parlement, les libres-penseurs donner, de plus en plus fréquemment, leurs voix au gouvernement, pour s'enrégimenter définitivement, en 1907, dans les rangs de la majorité gouvernementale. L'importance des changements survenus dans les sentiments de l'opinion publique apparaît à la dégringolade violente en 1907, car de presque de moitié, du membre des députés socialistes. L'impérialisme se frayait ainsi sa voie jusque dans l'âme des masses ouvrières.

Or, les dernières vingt années du XIX-e siècle, et surtout le début du XIX-e siècle furent marqués par une accentuation très aigüe des antagonismes entre Etats ainsi que par toute une série de guerres locales (guerres: hispano-américaine, russo-japonaise, italo-turque, anglo-boer, des Balkans, bulgaro-serbe). Il y a lieu de rechercher les causes de ce fait avant tout dans la structure „inse- du système capitaliste, notamment dans l'intensification extrême de la *capacité productrice* de l'industrie usinière, qui semait en cours de route la production des métiers, de la petite industrie, et d'autre part, dans l'influence décisive exercée par le capital-finance sur la politique des divers Etats.

Ainsi d'une part, nous voyons la production, grâce à la technique mécanique moderne, être susceptible d'extension indéfinie, être capable de répondre à n'importe quels besoins; et d'autre part, nous voyons la même production s'éloigner du but qui en justifie l'existance, de celui de la satisfaction des besoins des populations, pour ne tendre qu'à „l'extraction" des profits, des dividendes.

Il faut que le capital rende! Quant à la plus-value, résultant de la production, il faut qu'elle rende également. Dans ce cas, il faut que cette plus-value s'engrène également dans les chaînons du processus de la production, soit sous forme d'extension d'une entreprise donnée, soit par collaboration avec une autre entreprise, sous forme de capital avancé, en général par l'intermédiaire des banques. Donc, le capitalisme, tel qu'il est de sa nature, manifeste la propension vers un développement indéfini de l'industrie, vers la concentration des capitaux, et en fin de compte, vers la monopolisation de la production par le jeu de cette même concentration des capitaux. Le seul frein à ce processus de développement était opposé par la concurrence; d'autre part, les crises périodiques de surproduction obligeaient la production à s'adapter à l'échelle des bésoins réels; ces crises de surproduction avaient d'ailleurs pour autre effet immédiat le krach des entreprises les moins robustes, des organismes de production „simples" (par opposition à ceux dits „combinés"). La lutte de concurrence pour la conquête des marchés d'écoulement et des sources de matières premières devait donc, par la force des choses, devenir de jour en jour plus âpre, les crises périodiques accélérant le procès de concentration des capitaux ainsi que la formation des trusts et des syndicats industriels. „L'argent ne doit pas dormir, il faut qu'il enfante d'autre argent", tel est le mot d'ordre du XX-e siècle; or comme il ne pouvait „enfanter" que par le moyen de la production, et comme d'autre part, la production qui pouvait rendre le plus de profits était celle basée sur la monopolisation des matières premières fondamentales, comme le charbon, le pétrole et le fer, il s'ensuit, que la course à la mainmise sur les gîtes de ces matières premières et à l'accaparament exclusif de ces derniers, devenait forcément le principal objectif de la politique des puissances mondiales.

On vit alors les Etats Unis et l'Allemagne prendre la tête de file des Etats où la concentration des capitaux et la monopolisation de l'industrie avaient fait le plus de progrès, c. à. d. deux Etats entrés, après la France et après l'Agleterre, sur la voie de la grande production industrielle et qui furent obligés de faire la conquête des marchés déjà occupés par des

tiers, ce qui devait le pousser vers la fabrication et la vente à bon marché.

La concurrence forçait à vendre au plus juste prix les marchandises exportées à l'étranger, ce qui n'était réalisable que par la diminution des frais de la production. Cette réduction du coût d'usinage et du manutention pouvait être atteinte:

A. Par la constitution de combinaisons d'entreprises se complétant mutuellement (p. ex. symbiose de fonderies, hauts fourneaux, mines de fer et de houille; ou bien, usines de tissage, de filature, finissage, teinturerie avac fabriques de colorants synthétiques et plantation de coton).

B. Par la constitution de cartels, syndicats et trusts englobant une ou plusieurs branches d'industrie et réglant les prix du marché intérieur.

C. Par la protection des prix du marché indigène au moyen d'une politique douanière convenable, permettant d'abaisser considèrablement les pris de vente à l'étranger.

D. Enfin, par le perfectionnement de l'appareillage techniques des entreprises.

Forcés en quelque sorte par les conditions existantes; l'Allemagne et les Etats-Unis s'engagèrent résolument dans cette voie. Mais leur exemple *devait* sustiter l'imitation et rendre ainsi encore plus aigües les compétitions de la concurrence.

Pendant cette dernière phase d'évolution capitaliste, l'influence du facteur „population" sur le développement des tendances impérialistes est relégué au second plan, ne fait plus sentir directement son action. Il se produit une sorte d'intégration de l'impérialisme dans le capitalisme; ses objectifs se fondent avec les intérêts du capital financier qui décide des lignes générales de la politique de l'Etat.

La rupture de l'équilibre normal, existant antérieurement, entre la densité de la population et la structure é onomique d'une région donnée, l'orientation de la production exclusivement dans la voie tracée par le principe du maximum de rendement capitaliste, tout cela se représenta fortement sur la tension impérialiste des divers Etats. Expansion des capitaux et efforts des gouvernements d'un part, conditions naturelles d'autre part, p. ex. sous la forme de la possession de grandes richesses naturelles, d'un situs géographique favorable, eurent pour conséquences la constitution d'une industrie, parfois très puissante, et une forte concentration des capitaux, dans ceux des Etats, où à suivre un cours normal des choses, une telle industrie n'aurait été apelée, que beaucoup plus tard, à prendre de l'essor. Par contre dans d'autres pays, non-possesseurs des matières premières fondamentables, telles que, houille, pétrole, fer etc, ou géographiquement mal logés, incapables par conséquent d'affronter la concurrence des autres Etats, l'industrie ne put atteindre le degré de développement exigé par les conditions intérieures c. à. d. fut incapable de répondre aux besoins du marché indigène ni occuper tout cet excédent de population que l'agriculture ne pouvait plus nourrir. Il suffira de comparer, par exemple, la situation de l'Italie, dont la densité de population atteint 121 habitants au klm. carré et, qui ne fut pas en état de mettre sur pied une industrie sérieuse; obligée donc de payer au Minotaure de l'émigration un tribut annuel de 700,000 têtes c. à. d. environ les 2% de la population totale, alors que les Etats-Unis, avec leurs 11 habitants au klm. carré, réussissaient à mettre sur pied, à la faveur de contingences favorables, une formidable industrie, et à atteindre un degré de concentration des capitaux et de monopolisation idustrielle qui battait tout les records. Il suffira de rappeler encore l'exemple de la Russie qui, grâce à la création artificielle d'une grande industrie, franchit, comme d'un bond, plusieurs siècles pour le moins d'évolution économique.

Donc, concurrement avec le développement de l'industrie et la concentration des capitaux, et indépendamment des conditions intérieures, prenait naissance, en beaucoup d'Etats, une forme d'impérialisme, que nous serions portés à qualifier *d'artificielle* par opposition à l'impérialisme de ceux des Etats dont l'expansion à l'extérieur était en quelque sorte la résultante normale de la croissance de la population.

Parmi les Etats à l'impérialisme „artificiel", nous compterons en première ligne la France, les Etats-Unis et la Russie; parmi les Etats dont l'impérialisme est, à un degré plus ou moins grand, justifié par les conditions intérieures du pays, nous rangerons le Japon, l'Italie et l'Allemagne.

Dans les trois premiers, le problème „nourriture et travail" était pour ainsi dire inexistant.

Aux Etats-Unis, la moitié de la superficie de terrain arable était à peu près inutilisée, ou tout au moins incomplètement (sous forme de pâturages naturels); beaucoup de richesses naturelles du sous-sol demeurent encore en friche, à peine exploitées et très peu étudiées. La diminution, d'année en année, de l'exportation des produits agricoles était donc là-bas un phénomène anormal, causé par un déséquilibre dans la répartition du travail, *par une extension extrêmement rapide de l'industrie,* absorbant la quasi-totalité du flot d'immigration venant d'Europe, attirée par l'appât des plus gros salaires payés par les usines américaines.

En France, le pourcentage des terres exploitées est évidemment incomparablement plus élevé; les besoins intrinsèques d'une industrie indigène, sont relativement beaucoup plus grands, qu'aux Etats-Unis, à considérer la densité 6 fois plus grande de la population (74 hab. au klm. carré ainsi que l'insuffisance d'une produc-

tion agricole qui ne couvre plus les besoins du pays (Dans la période 1900—1908, l'importation moyenne des denrées alimentaires s'élevait à 152,5 millions de frs.) Mais en France, où l'accroissement de la population est insignifiant (0,18% annuellement), le problème qui se pose plutôt est celui du manque de main d'oeuvre et la nécessité de maintenir l'industrie au niveau atteint, car, depuis un certain temps, l'essor industriel s'effectuait au prix du dépeuplement des campagnes, phenomène qui, lors des années qui précédèrent la guerre, avait pris des allures des plus inquiétantes.

Quant à la Russie, c'est toujours un pays essentiellement agricole, aux immences espaces encore non utilisés par l'agriculture, excellent terrain de colonisation, ayant encore devant lui des siècles de „non-saturation". Avant la guerre, la densité de population de la Russie d'Europe atteignait 25 hab. au klm. carré et ele nourrissait de son blé la moitié de l'Europe olccidentale.

Tout autre était la situation du Japon, de l'Italie et d'Allemagne. Dans ces pays, l'expansion industrielle n'était pas seulement un phénomène désirable, mais dans une certaine mesure, nécessaire. Une densité de population plus de 1½ fois plus élevée qu'en France et plus de 10 fois plus grande qu'aux Etats Unis, à côté d'une grande vitesse de croissance de la population et de grands déficits de la production agricole, créaient des conditions très pénibles de lutte pour l'existence. Ces Etats se trouvèrent donc devant le dilemme suivant: ou bien permettre à une émigration croissante de suivre son cours, ou bien metre sur pied une puissante industrie d' exportation, susceptible d'expansion, (étant donnée l'impossibilité d' augmenter le rendement de l'agriculture).

En Italie, où il n'y a ni charbon, ni pétrole, ni minerai de fer, l'industrie ne pouvait se risquer à affronter sur les marchés étrangers, la concurrence des pays dotés de ces matières premières; il devait s'en suivre un courant d'émigration, grandissant chaque année, des masses de la population astreintes à chercher du travail à l' értranger. L'expansion coloniale de l'Italie qui a provoqué la guerre avec la Turquie et l'occupation de la Tripolitaine, ainsi que les tentatives de prendre pied en Albanie, a été motivée non seulement par des raisons d'odre capitaliste, mais aussi pour le besoin naturel de conquérir les terrains de colonisation où pût se déverser le trop-plein de sa population.

Le Japon se trouvait dans une position analogue. Avec sa population encore plus dense que celle de l'Italie, et de l'Allemagne, ne pouvant, pour les mêmes raisons que l'Italie, se créer un outillage industriel proportionné à la croissance de sa population, ce pays étouffait véritablement d'une congestion de surpopulation. Il lui fallait donc, à tout prix, acquérir des terrains de colonisation pour y dériver l'engorgement de sa population, d'autant plus que le mouvement pacifique d'exode en Californie se heurtait à l'opposition catégorique des Etats-Unis; quant à la Chine, également surpeuplée, elle ne pouvait être prise ici en considération; or, pour ce qui était des autres régions du globe, les morceaux à prendre étaient déjà répartis. Restait donc devant ce pays une seule issue: le recours aux armes pour la conquête des terreins de colonisation. C'était le corollaire naturel des conditions intérieures et extérieures!

Pour ce qui est de l'Allemagne, la situation, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, s'arrengea autrement. Possédant sur place de riches gisements de houiller, de fer et sels potassiques, géographiquement bien situé, ce pays était à même, de par ses conditions intérieures, de mettre sur pied une industrie „à la hauteur". Les compétitions acharnées de la concurrence que l'Allemange eut à vaincre sur les marchés étrangers, aux fins de gardes des positions durement conquises et d'aller de l'avant, la dépendance dans laquelle elle se trouva placée par rapport à d'autres Etats, pour ce qui est de toute une série de matières premières, le sentiment de cette dépendance qui pénétrait les larges sphères de la population occupés dans le commerce et dans l'industrie, et dont l'existence même était liée étroitement aux possibilités d'expansion extérieure de l'industrie, tout cela détermina un courant très naturel tendant vers l'émancipation du jong de suzeraineté exercée par l'étranger, par le moyen de la mainmise sur des sources de matières premières, placées sous la dépendance directe du pays ainsi que par la conquête de marchés d'écoulement. D'autre part, l'action des mêmes facteurs, contribua à renforcer puissamment les capacités de concurrence de l'Allemagne, grâce à une concentration rapide des capitaux et la „syndicalisation" de l'industrie.

L'effet directe du perfectionnement des aptitudes à la lutte de concurrence de l'industrie allemande fut un essor si rapide de cette industrie, que, bien que celle-ci, à ses débuts, fût née de naissance naturelle, notamment de la croissance de la population, par la suite, à l'instar de ce que nous avons vu en France et aux Etats-Unis, elle sortit rapidement du cadre des besoins indigènes, ce qui s'exprima dans le dépeuplement, relatif et absolu, des campagnes et dans l'augmentation de l'immigration ouvrière, fixe et saisonnière, venant des autres pays (Pologne et Italie), ainsi que par l'expansion, croissant d'année en année, des capitaux.

C'est au cours de la période 1882-95, que la décroissance de la population rurale s'est faite le plus vivement sentir, bien que d'ailleurs, postérieurement à 1895, la population des campagnes ait continué à diminuer, au sens absolu et relatif de terme.

Ainsi, en 1882, l'agriculture occupail 18.704.088 personnes, c. à. d. le *41,4%* du totat

de la population; en 1895, ce chiffre est tombé à *17.816.187* têtes représentant le 34,4% de la population globale; enfin en 1907, nous avons 17.681.176 têtes, ne constituant plus que le 28,5% de la population[1]). Ainsi, en 25 ans, l'industrie et le commerce n'avaient pas seulement absorbé tout l'excédent de la population des campagnes, mais avaient encore drainé plus d'un millions d'individus occupés à la terre.

Si nous comparons maintenant le caractère et le degré d'intensité de l'impérialisme dans ces deux groupes d'Etats, nous percevrons des différences, assez nettes pour nous permettre une fois de plus, de constater l'action des facteurs naturels nous avons signalé l'influence profonde sur les fluctuations des tendances impérialistes et pacifiques, lors que nous avons traité des périodes précédentes ainsi que de la phase initiale du capitalisme.

Ainsi, ni en France, ni aux Etats-Unis, nous ne voyons „d'impérialisme du temps de paix": là-bas, l'armée pour elle-même ne jouait pas de prestige particulier; là-bas, l'impérialisme est plus superficiel, si on peut s'exprimer ainsi, *il est étranger à l'âme nationale.* Ici, s'entrecroisent diverses influences; d'une part, l'action négative des tendances d'expansion du capital; d'autre part, l'influence positive des conditions intérieures favorables, lutte pour la vie aisée, facilités de trouver du travail raritaillement suffisant, autant de facteurs de nature à favoriser les tendances pacifiques de l'âme populaire. Il devait s'ensuivre une certaine spécifité de l'impérialisme local, n'ayant d'attaches que dans le capital. Dans ces pays, l'impérialisme cherchait plutôt des voies d'expansion pacifique, recherchait la mainmise sur les marchés d'écoulement et sur les sources de matières premières, par le moyen des accords économiques, à la conclusion de laquelle les pressions politiques n'étaient d'ailleurs pas étrangères, mais évitant, dans la mesure du possible, de recourir à l'action militaire. De même, l'impérialisme russe apparaissait dans tout ce qu'il avait de factice, indifférent au sentiment des masses, chaque fois qu'entraient en jeu des intérêts étrangers à la vie même économique intérieure de la Russie. La guerre avac le Japon, et plus tard la guerre mondiale furent une démonstration évidente de la faiblesse et de la disproportion des élans impérialistes du gouvernement, privé de toute base d'appui au sein de la population.

Il en était tout autrement, en Allemagne et au Japon. Là-bas, la politique impérialiste du gouvernement trouvait un terrain de croissance extraordinairement favorable dans les conditions naturelles du pays; là-bas, les mots d'ordre impérialistes répondaient aux sentiments de la population, *avaient la nation derriére soi au sens adéquat du mot.* Il suffira de se remémorer le souffle d'enthousiasme et de sacrifice qui secoua le Japon lors de la guerre avec Russie, l'unanimité avec laquelle la population accepta, avant comme après la guerre, les lourds fardeaux des crédits de guerre. La politique de conquête qui trouva son expression dans l'occupation de la Corée et de la Mandchourie rencontra au Japon l'appui général des masses populaires.

On a pu constater un même état d'esprit en Allemagne. Ici également les crédits de guerre étaient votés à une majorité écrasante. Même l'opposition de la social-démocratie avait un caractère assez anodin et était déterminée plutôt par des considération de „doctrine" que par conviction intime. On vit ainsi naître une sorte de „social-impérialisme" qui s'efforça d'accomoder le brouet des intérêts de la classe ouvrière à la sauce impérialiste. En Allemagne, l'armée occupait une place tout-à-fait à part; le militarisme était traité avec tous les égards dûs au pilier de la puissance de l'Empire. Et que rares étaient les voix, qu'on aurait presque pu compter sur les doigts, de ceux qui osaient s'élever contre la politique de germanisation à outrance suivie à l'égard des Polonais, ainsi que contre la fameuse loi d'expropriation.

L'impérialisme allemand, militariste et conquérant, était donc un phénomène naturel, issu des conditions intérieures du pays, des facteurs de ravitaillement et de travail, et qui s'est amplifié outre mesure à la suite d'une concentration exceptionnelle des capitaux et de la monopolisation de l'industrie.

C'est cette convergence de deux facteurs, agissant additivement dans le même sens, des conditions intérieures de l'alimentation nationale et du travail, juxtaposées aux tendances expansives de capitaux et d'une industrie en voie de concentration, qui rendirent l'impérialisme allemand si dangereux pour la paix du monde et pour l'independance des petites nations. Ici également résident les causes pour lesquelles les probabilités sont grandes d'une renaissance facile de cet impérialisme.

De fait, même le triomphe de l'idée socialiste ne nous donnerait pas de garantie de *l'extirpation radicale* des racines que les tendances imperialistes ont poussé jusque dans les tréfonds du sol germanique; car ici, entrent en jeu ces causes profondes, efficientes par excellence, surgies des conditions mentionnées ci-dessus d'alimentation et de travail nationaux, et à la loi d'airain des quelles, ne peut échapper *aucun organisme étatiste vivant d'une existence indépendante.* Tant que les Etats existeront en tant qu'organismes indépendants, que leur régime intérieur soit capitaliste ou qu'il ne soit point basé sur le système des classes, aussi longtems existeront les possibilités d'impérialisme. Le triomphe des principes socialistes ne pourrait avoir pour effet que de

[1]) „Die Zukunft des deutschen Volksthums" (L'avenir de la nationalité allemande du prof. E. Masse 1907) ainsi que Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich". 1912 (Annuaire statistique de l'Empire allemand pour 1912).

refréner la chose pour un laps de temps plus ou moins court.

La politique actuelle de la Russie Soviétique à l'égard de l'Ukraine, de la Géorgie, de l'Armenie etc. nous fournit un exemple éclatant de la possibilité d'existence des tendances impérialistes, même après la destruction de la puissance du capital, même au cours de la dictature du prolétariat. Nous sommes en mesure de nous rendre compte de ce qui a influé sur cette conduite des Soviets à l'égard de l'indépendance de l'Ukraïne, de la Géorgie et de l'Arménie, connaissant la dépendance quant au ravitaillement des gouvernements du centre et du nord de la Russie proprement dite par rapport au blé ukraïnien, et de l'industrie russe par rapport au charbon et au minerai de fer de l'Ukraïne, par rapport au minerai de manganèse et au pétrole du Caucase; et nous savons aussi la nécessité qu'il y a pour la Russie d'avoir un débouché direct sur la mer Noire.

Si certaines tendances impérialistes de la Russie des tsars ont pu renaître en Russie Soviétique combien possible et combien probable apparaît alors la renaissance de l'impérialisme allemand d'avant-guerre. Mais ici, il y a encore autre chose à prendre en considération.

En effet, l'exemple de la Russie Soviétique a montré en toute clarté qu'il n'était pas indiqué, qu'il était même à vrai dire dangereux de violenter le processus naturel d'évolution, d'imposer à la vie des formes d'organisation et de travail incompatibles avec son degré de maturité. La banqueroute manifeste de la conception soviétique sera, indubitablement, de nature à renforcer, pour une durée probablement assez longue, la stabilité du système capitaliste, jusqu'à ce qu'il vide la coupe, de ses antithèses. Aussi, par la force des choses, nous sommes obligés de compter comme par le passé, non seulement avec l'influence des facteurs économiques et sociaux de la vie intérieure de l'Allemagne, mais aussi avec la propension toujours plus forte du capital ver l'expansion.

A cet égard, nous sommes témoins d'un processus rapide, des plus caractéristiques, de concentration intensive des capitaux et de monopolisation de l'industrie. Nous voyons ainsi la silhouette de Hugo Stinnes, le magnat financier du capital allemand, se dessiner de plus en plus en vedette en tant qu'arbitre de la politique, intérieure et extérieure, de l'Allemagne.

Pertes en population, dans la période des années 1914 - 1920, de l'Europe Centrale et Orientale.

Les pertes de la Pologne, en population pendant la guerre mondiale.

Pour déterminer exactement les pertes, subies par la Pologne sous le rapport de la population pendant la guerre mondiale, les matériaux nécessaires nous font malheureusement défaut. Les pertes peuvent être divisées en trois catégories; 1) pertes occasionnées directement par la guerre — soldats et civils tués, 2) diminution du nombre des naissances et augmentation de la mortalité, en raison de conditions anormales, 3) pertes eventuelles par cause d'émigration, aménée aussi par la guerre.

De ces trois catégories, nous ne possedons jusqu'à présent, que très peu de matériaux relatifs au nomre des tués et nous devons nous en tenir à des conjectures indirectes. La mutation naturelle – naissances et mortalité de la population civile, ne peut être, par manque de données, exactement établie dans une grande partie du pays. Avant guerre, la statistique des naissances et de la mortalité n'était pas conduite d'une manière précise dans certaines provinces; dans d'autres, les informations ont été interrompues par la guerre. Nous sommes encore plus condamnés aux conjectures et suppositions, par rapport aux pertes de la 3-me catégorie, accasionnées par la migration, que la guerre n'a peut-être pas été toujours seule à amener.

Nous manquons aussi de certaines sources d'informations: le recensement général de la population polonaise après guerre, n'ayant pas été fait encore. Un recensement partiel a été effectué pendant la guerre dans différents points du pays, mais ces données ne peuvent nous servir que dans une certaine mesure.

La diversité des genres de matériaux et les conditions différentes, exigent donc un exa-

men séparé des trois parties partagées de la Pologne dont est formée la Républiques; dans la partie, anciennement sous la domination russe, il nous faudra séparer les questions relatives au Royaume, dit du Congrès de celles des provinces de l'Est.

1. Provinces anciennement occupée par la Prusse.

Les matériaux, relatifs à la province, autrefois sous la domination prussienne, sont infiniment plus complets et exacts, que ceux qui ont rapport aux autres parties partagées de la Pologne. L'office prussien de statistique vient dernièrement de publier les chiffres de la mutation naturelle de la population — naissances et mortalité pour toute la période de guerre [1]). Des recensements de la population ont eu lieu en Décembre 1916 — et 1917, sur la base desquels, considération prise de la mutation naturelle et mécanique, l'état de la population a pû être établi périodiquement pour les années suivantes. Les matériaux directs que nous avons pour établir le chiffre des soldats tués, se rapportent à tout l'ancien Etat Prussien.

La guerre a eu une double influence sur la mutation naturelle de la population: diminution des naissances, augmentation de la mortalité. La diminution des naissances a été très importante. Si l'on compare *toutes* les cinq années de guerre (1914 — 1918) avec 1913 — année normale d'avant guerre, il se démontrera que dans l'ancien Duché de Poznań, le nomre des naissances a diminué de 34% et en Poméranie de 30% [2]). En parlant des naissances, il faut rappeler que 1914 était encore une année normale, et que la diminution n'a effectivement commencé qu'en 1915. Evidemment, si nous comparons 1913 aux quatre années: 1915—1918, la diminution des naissances ne sera que de 40% à peu près. Le minimum des naissances se rapporte à 1918, la diminution dans l'ancien Duché de Poznań, en comparaison de 1913, est de 15,5%, et en Poméranie 48%. Par contre dans la même période de temps 1914 — 1918, la mortalité parait n'augmenter qu'insensiblement: de 6% dans le Duché de Poznań, et de 9% en Poméranie. Dans les villes, l'augmentation de la mortalité était considérable et minimale dans les communes. En réalité l'accroissement de la mortalité était bien plus grand que les chiffres ne le démontrait:

1) le nombre général était amoindri par la mobilisation de presque toute la population adulte masculine, le nombre des enfants avait diminué et par la même celui de la mortalité des nouveaux nés, qui déterminait toujours d'une manière importante l'état de la mortalité.

L'accroissement naturel de la population, en raison de les conditions, diminuait sensiblement, d'année en année. Tandis qu'en 1913, dans les deux provinces polonaises, prises ensemble, l'accroissement naturel de la population s'élevait au chiffre de 66.280 personnes, il n'était plus en 1914 que de 52.635 et dans les années suivantes de 28.767, 18.084, 5.088, et en 1918, enfin on constate, au lieu d'accroissement, une notable diminution de la population, arrivant au nombre de 10.397, en raison de la grande superiorité de mortalité sur les naissances.

D'après les matériaux fragmentaires dont nous disposons, une certaine amélioration est à noter en 1919: diminution de la mortalité, augmentation des naissances. On ne peut cependant encore constater en cette année, un sérieux accroissement de la population.

La mutation naturelle de la population, pendant la période de temps comprise par les années de guerre (1914—1918) aurait dû arriver à un accroissement de 400.000 personnes environ, en réalité, le chiffre effectif ne dépasse pas celui de 100.000, la décroissance est donc de 300.000 habitants.

Les pertes occasionnées directement par la guerre, soldats tués sur les champs de bataille et morts dans les hôpitaux, ne sont pas comprises dans les chiffres. Pour toute la Prusse, en 1914 les pertes s'élevaient au nombre de 140.691, en 1915 à 284.812, en 1916 — 199,034, en 1917—174.029, en 1918—217.665 [1]). Chiffre total: 1.016.231.

La population de l'Etat Prussien était en 1910 de 40.165.219 habitants, la Poméranie et le Duché de Poznań comptaient alors 3.803.305 d'habitants, ce qui constituait le 9,5% de la population de la Prusse. Si on s'en tient dans ces deux provinces au même pourcent que dans tout l'Etat, pour le nombre des morts et des succombés sur les champs de bataille, on parviendra au chiffre aproximatif de 100.000 personnes, chiffre dont l'importance de qualité est infiniment supérieure à celle de quantité, puisqu'il s'agit des meilleurs spécimens de l'humanité: d'hommes dans la force de l'âge. En ajoutant ce chiffre à celui de 300.000 des pertes exposées plus haut, nous arriverons pour les pertes, subies par suites de la guerre, par les provinces polonaises, au chiffre total de 400.000.

Ce nombre devrait etre diminué de quelques dizaines de milliers, en raison de ce que les anciennes provinces de la Prusse Occidentale et de Poznanie ne sont pas revenues en entier à la Pologne, mais dans tous les cas, le total des pertes surpassera le chiffre de 300.000 personnes.

[1]) Voyez „Preussische Statistik" Volumes 249, 254, 255, 258 et 262.

[2]) Nous parlons ici des administrations anciennes: nous nommons Poznanie: l'ancienne province de Poznań, la Pomeranie. l'ancienne province de la Prusse Occidentale. Ces territoires ne sons pas revenus en entier à la Pologne.

[1]) Preussische Statistik, Volume 262—page 14.

On ne peut rien affirmer de concret, quant à la bonne ou mauvaise influence de la migration et des déplacements sur l'état général de la population, dans cette partie de la Pologne. Le retour en Allemagne des employés et de la population allemande n'a eu lieu qu'après guerre.

Les chiffres relatifs à l'état de la population vers la fin de la guerre, (recensement de Décembre 1917), les calculs postérieurs, effectués sur la base du recensement pour les questions d'aprovisionnement et les données sur les naissances, morts et déplacements, ne donnent rien de nouveau. Le recensement de 1917 démontre qu'en rèalite la Poméranie avait 30.000 habitants de plus qu'en 1910, et le Duché de Poznań 40.000 de moins. Le recensement ne donne pas une idée juste de l'état normal de la population, ne prenant pas en considération d'un côté les militaires qui se trouvaient au front, et de l'autre, le grand nombre des prisonniers de guerre. Les calculs de 1919, que nous avons, et qui sont relatifs seulement à une partie du Duché, démontrent un léger accroissement de la population dans de certains districts et une diminution dans d'autres, en moyenne et comparé à 1920, l'année 1919 accuse une petite augmentation de population. Trois années et demie normales se trouvant comprises entre Décembre 1910 et le commencement de la guerre, ces chiffres doivent être considérés comme une affirmation de nos démonstrations, il se pourrait même, que les pertes aient été plus considérables que nous ne l'ayons exposé.

2. Petite Pologne.

Les matériaux que nous avons par rapport à la petite Pologne, sont en somme très incomplets et d'une valeur assez douteuse. Pour juger de la mutation naturelle de la population, l'auteur n'a entre les mains que des fragments de données sur les années 1914 — 1918, par rapport à quelques districts de la Petite Pologne Occidentale et aussi Centrale. Les informations se trouvent dans les „Notices de médecins" tenues par les médecines de districts; elles proviennent donc de seconde main et sont assez inexactes. Les chiffres en sont cependant si caractéristiques, démontrant une telle unité de tendances dans les différents districts, qu'ils peuvent servir de matériaux nécessaires pour les déductions.

On constate dans tous les districts, par rapport aux naissances, une décroissance encore plus considérable que dans la province anciennement occupée par la Prusse. Par contre, la mortalité augmente prodigieusement, de sorte qu'en 1918, dans de certains districts, elle dépasse de 20% à 50% et plus encore, celle d'avant guerre. La raison en est toute naturelle: en outre de la misère et des condition anormales résultant de la guerre, l'état sanitaire, si désolant, du pays doit être prise en ligne de compte et il faut se rappeler qu'une grande partie de la petite Pologne a été pendant longtemps le terrain de combats incessants.

Les informations que nous avons sur les districts de l'Ouest, démontrent que *partout sans exception*, la mortalité y est supérieure aux naissances. Nous ne pouvons que faire des suppositions qaunt aux ravages de la partie est du pays occasionnés par la rude période de guerre.

Si l'accoissement normal de la population arrivait avant guerre au nombre approximatif de 120.000 habitants par an, les cinq années comprises par la période de guerre, n'accusent non seulement pas d'augmentation, mais comptent parmi la population civile de 200 à 300 mille victimes, ce qui donne un total de 800 à 900.000 habitants de moins. Il faut ajouter à ce nombre les pertes directes occasionnées par la guerre: militaires succombés sur le champs de bataille, et morts. Ces partes étaient de 812.000 personnes [1]) environ, pour l'Autriche; les pertes de la Petite Pologne revenaient dans ce chiffre à 230.000 environ (28%). Le total des pertes excède de beaucoup un million et la population était incontéstablement moindre en 1919 qu'en 1910, quand elle comptait 8.025.000 habitants.

Les chiffres relatifs à l'état de la population et réunis dans la période d'après guerre pour les questions de l'approvision nement, sont par rapport surtout à la Petite Pologne, d'une véracité douteuse. Etablis par les rapporteurs de l'approvisionnement, sans contrôle exact et surtout sans être appuyés sur des bases réelles, les chiffres, en raison de la tendance à vouloir obtenir une plus grande répartition, démontrent toujours un état de la population supérieur à celui de la réalité [2]).

A la moitié de 1920, ils démontrent sur le territoire de la Petite Pologne: 8.257.000 habitans, dans un chiffre de 132.000 habitants, supérieur à celui de la population en 1910. Cet accroissement, fondé, comme nous l'avons déjà mentionné sur fausses données, ne concerne que la partie occidentale du pays. D'après les mêmes informations, les palatinats Est de Stanislawow, et particulièrement de Tarnopol, accusent d'une manière évidente la décroissance de la population.

En comparaison de la période d'avant guerre, la diminution de la population en Petite Pologne Occidentale est difficile à constater, par contre, l'on peut affirmer formellement qu'un certain nombre de districts Est ont éte fortement dépeuplés, mais il est encore impossible d'établir géographiquement la dépopulation et d'en déterminer le degré.

[1]) C. Döring, Die B Völkerungsbewegung im Weltkrieg, II. Osterreich — Ungarn (Bulletin der Studiengesell schaft für Sociale Folgen des Krieges, № 5 Kopenhaga, 1919). Döring s'appuie sur les données de Winkler, extraites de sources officielles.

[2]) Les matériaux relatifs à la question ont été démontrés dans les informations du Minist. de l'Approvisionnement, de 1920 № 32 (41).

Pays anciennement sous l'occupation russe.

A. Royaume du Congrès.

Le Royaume du Congrès, sous de certains rapports, s'est trouvé être dans de meilleures conditions, que les deux autres parties de la Pologne, dont nous venons de nous occuper. Comme la mobilisation n'y avait été effectuée que partiellement, les pertes ocassionnées directement par la guerre ont été moindres, et l'absence des hommes n'était pas générale, le décroissement des naissances a été inférieur. Par contre, l'évacuation en masse des habitants, a eu pour le pays des conséquences désastreuses. L'évacuation a eu trois formes distinctes: 1) fuite devant les dangers de la guerre, 2) migration forcée vers la Russie à l'Est, vers l'Allemagne à l'Ouest, 3) exportation forcée de la main-d'oeuvre en Allmagne.

En examinant les changements amenés par cet exode dans l'état de la population, nous mettrons de côté la question de l'exportation en Allemagne, les habitants des bourgades, atteintes par cette ordonnance étant revenus à leurs foyers. Les départs volontaires et surtout la migration forcée en Russie donnent des chiffres plus importants et ont eu des conséquences désastreuses.

Sur les centaines de milliers d'habitants, qui pendant la guerre s'etaient trouvés volontairement ou d'une manière forcée sur le territoire russe, un assez grand nombre est revenu. D'autres sont encore absents, d'autres enfin ne reviendront plus. soit qu'ils aient péri en Russie, soit pour d'autres motifs. Il faut aussi compter avec le fait, qu'un grand nombre d'ancien militaires est resté en Russie, dont beaucoup ne reviendront pas. Il faut s'attendre aussi à ce que le mouvement de rapatriement dure encore une assez longue période de temps (après la conclusion de la guerre), et que le résultat final nous amenera à la constatation d'une grande diminution de la population.

Dans les réflexions suivantes, nous nous en tiendrons à l'état actuel de la situation, en nous abstenant de parler de la question du retour des émigrés, retour qui ne pourra avoir lieu que dans l'avenir.

Les matériaux, du Royaume du Congrès, sur la mutation naturelle de la population, ne sont pas complets, ils concernent seulement la population chrétienne et aussi les orthodoxes, mais ils sont exacts et parmettent d'en retirer des conjectures motivées sur l'état de tout le pays.

Examinons avant tout la question des naissances. En comparant comme nous l'avons fait plus haut, les cinq années comprises par 1914—1918 à l'année normale de 1913, nous constaterons que le décroissement des naissances y a été moindre que dans la province, occupée anciennement par la Prusse et qu'en Petite Pologne, car de 27% à peu près; dans les campagnes le décroissement n'a été que de 23%, dans les villes la différence est plus importante et la diminution des naissance arrive à 42%. L'année 1917 a été la plus défavorablè à l'accroissement de la population: la diminution des naissances s'élevait à 37%. Le nombre des décès arrivait plus ou moins à 25%, égalèment pour les villes, comme pour les campagnes. Le déficit de la population catholique, en raison de la diminution des naissances et de l'accroissement de la mortalité, est en moyenne de 650.000 habitants, mais ce chiffre important n'a cependant point amoindri la population: en 1914 — le surplus des naissances sur la mortalité était de 123.000, pendant les quatre années suivantes, les décès excédaient de 13 000. le nombre des naissances, au total, l'accroissement naturel de la population, pendant une période de cinq années, a été de 110.000 habitants. Les villes seules se dépeuplent pendant la tourmente de guerre. Quant aux autres confessions, le rapport entre les naissances et décès se représentaient mieux chez les juifs que chez les catholiques. Par contre, il était plus desavantageux chez les luthériens et les orthodoxes. En considérant le rapport mutuel de quantité des autres confessions, nous arriverons à la conclusion que pour le Royaume du Congrès, les pertes générales s'élevaient à 800.000. En prenant encore les résultats de 1919, dont la première moitié était influencée par les circonstances de guerre et en subissait complètement les conséquences, le nombre plus haut mentionné montera pour le moins à 900.000. Nous ajouterons probablement encore 100.000 au total, en comptant les soldats tués à la guerre. (Il n'y a pas de données suffisantes pour en déterminer exactement le nombre). En plus: les quelques centaines de milliers de pertes, occasionnées par la migration.

Au total, nous arriverons à $1^{1}/_{2}$ million de personnes, ou un peu moins, comme perte subie par le Royaume du Congrès. Ce chiffre approximativement établi et n'est pas exagéré, il accuse dans tous les cas, un réel décroissement de la population.

Les matériaux relaties à cette partie de la République Polonaise, tant ceux d'avant guerre, qu'après guerre [1]), sont très inexacts. Avant guerre, la population était inscrite dans les „Registres de la Population" conduits avec inexactitude et dont les extraits étaient effectués négligemment. Les données ainsi obtenues étaient toujours en désaccord avec la réalité. Les chiffres étaient le plus souvent exagérés. Nous avons eu en mains des listes d'avant

---

[1]) En 1916 — sur presque tout le territoire du Royaume du Congrès les autorités allemandes avaient fait compter les habitants. (Dans la province occupée par les Autrichiens, un recensement avait été effectué). L'année 1916 représente un état de la population ne correspondant plus à la situation actuelle, la plus grande partie de la population étant alors volontairement, ou par migration forcée, hors du pays. Les chiffres en question ne peuvent donc nous servir.

guerre (de quelques districts) extraites des Registres de la Population; elles étaient dressées en vue de l'approvisionnement pour tout le territoire du pays et uniformés [1]). Les données de ces districts (que nous avions par les Registres de la Population) s'accordaient avec celles des listes d'approvisionnement. On pourrait arriver à la conclusion que, pour une comparaison générale de l'état de la population (sans entrer dans la question de détail) il faudrait se baser sur les chiffres d'avant guerre, extraits des Registres de la Population, ainsi que sur les listes du Ministère de l'Approvisionnement.

La comparaison démontre que les cinq palatinats (avec la ville de Varsovie exclusivement) du pays autrefois occupé par la Russie, comptaient en 1913 près de 13.200.600 habitants, tandis qu'en 1820 — les habitants n'atteignaient pas le nombre de 12.800.000. Les deux chiffres ne sont pas précis et sont trop élevés; ils accusent un décroissement de 400.000 personnes, ce qui pourrait, d'après les démonstrations plus haut exposées, s'accorder avec la réalité. La question, dans les divers districts, se présente différemment: accroissement de la population dans les uns, diminution dans les austres. L'accroissement et la décroissance oscillent dans un champ très limité à part une restriction de grande importance.

Dans les districts Est, situés le long de la ligne de la rivière Bug et plus loin au nord, dans le „Rayon de Białystok" (districts de Białystok, Bielsk, Sokółka, dans l'ancien gouvernement de Grodno) ainsi que dans quelques districts faisant autrefois partie des gouvernements de Łomża et de Suwałki — la décroissance de la population y est si grande, qu'il est impossible de mettre sur le compte des fautes de statistique, un fait aussi alarmant. En comparaison de l'état de la population d'avant guerre, la diminution est de 20%—30% et 40%. Tandis que les pertes en population, dans les autres parties du Royaume du Congrès, étaient peu considérables, ne surpassant peut-être pas celles des provinces anciennement occupées par la Prusse, et inférieures aux pertes de la Petite Pologne, nous nous trouvons ici devant une situation, rappelant déjà celle que nous allons avoir à examiner sur les territoires de l'Est, frappés pendant la guerre du fléau de la dépopulation.

Il faut encore ajouter, que dans les districts de la partie sud-est du Royaume du Congrès, habités avant guerre par un assez grand pourcent d'orthodoxes, le chiffre général de la population a diminué et de sensibles changements sont à noter dans les différentes confesions: la décroissace se rapporte infiniment plus aux orthodoxes qu'aux catoliques et juifs.

[1]) Voyez: Informations du Ministère de l'Approvisionnement, de 1920—Nr. 31.

B. Territoires de l'Est.

Sur les bases du Traité de Paix, signé à Riga, des territoires (de l'étendue presque du Royaume du Congrès) comprénant près de 115.000 klm.², [1]) ont été réunis à la République Polonaise. La Lithuanie Centrale (200.000 klm.²) reste territoire de controverse.

Nous n'avons absolument pas de données sur la mutation naturelle de la population sur ces immenses territoires, pendant la guerre. Par contre, nous pouvons, par des moyens indirects, déterminer assez exactement le total des pertes de ces provinces. Le recensement de la population y a été fait à la fin de 1919, par les autorités polonaises, la guerre mondiale finie. En raison de tant de conditions anormales, le recensement est incomplet, mais les informations sont suffisantes pour arriver à une orientation générale.

Sur toute l'étendue des Territoires de l'Est, dans les limites du Traité de Riga, (la Lithuanie Centrale inclusivement) donc sur une étendue de près de 150.000 klm.², on comptait avant guerre en Janvier 1912, plus de 6 millions d'habitants, ce qui faisait un peu plus de 50 habitants par kilomètre carré. L'acroissement naturel y était, avant guerre, assez rapide et s'élevait annuellement au dessus de 15‰. Au bout de huit ans, ces territoires auraient dû avoir près de 7.000.000 d'habitants. Le nombre réel n'a été que de 4.200.000, la diminution est donc de 2.800.000, c'est à dire 40%. Après une forte réduction de le nombre, considérant que les chiffres présentés (d'avant guerre) étaient toujours incontestablement supérieurs aux chiffres réels et qu'une partie de la population a pû être omise dans le recensement d'après guerre, les pertes se démontreront cependant énormes. Nous ne connaissons pas la proportion dans laquelle, se fera la répartition de ces chiffres entre les différentes catégories de pertes: décroissance des naissances, acroissement de la mortalité, décès par suite d'épidémies, fuite devant les Allemands, migration forcée. Ce n'est qu'une question secondaire en face du fait principal: la dépopulation d'un pays qui ne compte actuellement que 31 habitants par kilomètre carré.

Si nous comparons l'état actuel de la population, non avec la population qui aurait pû y habiter en 1920, mais avec celle de 1912, lorsque son développement était normal, la diminution s'éleverait à 1.900.000 habitants environ, c'est à dire à près de 32% de la population d'avant guerre. La répartition des pertes est très inégale dans les différentes parties du pays. Certains districts sud (Volhynie), une grande partie des districts nord, ainsi que la Lithuanie Centrale, ont été plus épargnés; par contre, dans les districts du centre, principalement dans ceux qui avoisi-

[1]) D'après les préliminaires de la Paix; sur les bases du Traité du 18 mai, quelques milliers de klm.² en plus, ont été réunis à la République.

nent le Royaume du Congrès, les pertes oscillent de 50% à 60% et plus, dans le districts de Brześć, elles arrivent presque à 70% [1]). Dans de certains districts, on ne compte que de 16 à 17 habitants, par kilomètre carré.

Une partie des anciens habitants de ces contrées erre encore sur les territoires de la Russie, il en reviendra peut-être, mais en faible quantité. Ces contrées doivent être colonisées, au risque de devenir des territoires incultes et sauvages.

* * *

Sur les territoires, occupés maintenant par la République Polonaise, on comptait avant guerre dans les environs de l'année 1910, près de 30 millions d'habitants. Au bout de dix ans, avec un lent accroissement de la population et prenant en considération l'émigration, 1,2% annuellement, on aurait pû arriver au nombre de 34 millions d'habitants. Il est douteux qu'en 1920, le nombre en eût dépassé 28 millions. Un déficit d'au moins de 6 millions: voilà le bilan des pertes en population, amenées par la guerre mondiale sur les territoires polonais. Les pertes directes occasionnées par la guerre: soldats tués sur le champ de bataille, ne constituent dans le déficit général de la population, qu'une faible part, n'excédant pas un demi-million. Les effets indirects décident de la question.

Le calcul des pertes en population des Etats Européens, par suite de guerre, a été effectué par Döring (Die Bevölkerungsbewegung im Weltkrieg, 111,35 Millionen Menschenverlust in Europa, Kopenhaga, 1920). Döring a procédé par des méthodes, un peu analogues à celles dont nous nous sommes servis dans le cours de cette étude, avec cette différence que les autres Etats n'en ayant pas à enregistrer, les pertes amenées par la migration forcée n'ont pas été examinées. Les comparaison faites, il se démontre que les pertes de la Russie sont infiniment supérieures à celles de la Pologne (13 millions). Les pertes de l'Allemagne (6.300.000) et d'Autriche (5.800.000) sont plus grandes aussi. Par contre, si l'on prend le pourcent des pertes, celui de la Serbie: 32%—sera seul superiéur au pourcent des pertes polonaises. La Pologne a perdu 18% de la population, l'Autriche - Hongrie 10%, l'Allemagne et la Russie 9%, la France 8% etc, etc. Il faut dire que les pertes énormes sur les territoires de l'Est, sont la principale cause d'un résultat aussi désastreux dans le reste de l'étendue du pays, les pertes de la Pologne sont à peu près égales à celles des autres Etats, qui ont pris part à la guerre.

Nous n'avons pas fait mention encore des résultats de la guerre polono-russe, les pertes sont sensibles, mais infiniment inférieures à celles, dont nous avons parlé plus haut, tant en raison de la brève occupation des territoires que de la courte durée de la guerre.

La qualité des pertes, ainsi que l'influence de la guerre sur la composition de la population ne peuvent être ici analysées, ces questions devraient être traitées dans une étude spéciale. La décroissance de quantité de la plus jeune génération, le déficit des naissances et peut-être aussi l'abaissement de qualité de cette génération, donnent lieu aux plus grâves réflexions. On ne pourra réellement se rendre compte du résultat définitif que dans quelques années, lorsque la jeune génération commencera à faire ses études scolaires. S'il se démontre que la génération qui a vu le jour entre 1915 et 1919 et qui entre alors dans l'arène de la vie, est, comme quantité, de moitié inférierure aux génération précédentes, tout le système social du pays aura à en souffir. Mais pour méditer ces questions, il est préférable d'attendre le moment, où tous les matériaux nécessaires réunis, nous pourrons publier les résultats du recensement de la population après guerre.

St. Szulc.

[1]) Les districts, restés à l'est de ses limites du Traité de Riga, mais compris dans le recensement de 1919, ont perdu près de la troisième partie de la population de 1912.

Population de la Russie Soviétique d'après les resultats du recensement du 28 août 1920.

La Russie, après avoir participé en 1914 à la guerre mondiale, était devenue depuis la moitié de 1917, le théatre de luttes révolutionnaires, d'une catastrophe économique et de la guerre civile.

La Russie actuelle représente une création nouvelle, de n'importe quel point voudrait-on l'examiner. Aucun domaine, relatis à sa vie, ne peut être soumis à une déduction logique au moyen d'une énumération mécanique d'avant guerre, ni par la soustraction des territoires formant actuellement des états indépendants, ni par aucune autre méthode.

Cette assertion est attestée par le compte-rendu suivant du recensement de la population, effectué sur une partie des territoires de la Russie Soviétique, en Août 1920.

Le recensement général dans les 39 gouvernements de la République russe, [1]) démontre une absolue décroissance de la population, compara-

[1]) Sur le territoire de l'ancienne Russie d'Europe.

tivement aux dates d'avant guerre. D'après le recensement de 1920, la population des 39 gouvernements ne comptait plus que 64.335,0 mille, alors qu'en 1912, sur une même étendue, elle était de 72.555,2 mille habitants. Le décroissement général arrive dans les 39 gouvernements à 8.220, 2 mille, c'est à dire à 11,3% du nombre des habitants en 1912.

Population des 39 gouvernements de la Russie Soviétique.

Gouvernements [1])	Population actuelle en millie			Mutation de l'état de la population 1912–1920 en % %
	1897	1912	1920	
1	2	3	4	5
1. Briansk . . .	821,1	1.123,1	982,7	—12,5
2. Ekatérinbourg .	1.6·0,3	2.147,0	1.966,4	— 8,4
3. Homel . . .	2.057,1	2.829,9	2.172,3	—23,2
4. Ivanovo-Voznessensk . . .	507,5	633,4	632,6	— 0,1
5. Jaroslavle . .	1.021,3	1.239,3	1.223,2	— 0,5
6. Kalouga . . .	879,0	1.102,6	965,2	—12,5
7. Kazan. . . .	2.193,5	2.826,3	2.611,8	— 7,3
8. Kostroma . .	1.038,1	1.315,7	1.102,8	—16,2
9. Koursk . . .	2.371,0	3.133,5	2.712,2	—13,5
10. Ville de Marx .	320,0*)	451,0*)	454,3	+ 0,7*)
11. Ville de Moscou	1.038,6	1.533,4	1.028,0	33,0
12. Moscou gouv. .	1.405,3	1.785,4	1.592,1	—10,7
13. Nijni Novgorod	1.690,4	2.158,6	1.916,2	—11,3
14. Novgorod . .	803,7	945,6	901,2	— 4,7
15. Olonetz . . .	281,9	358,2	314,1	—12,3
16. Orel	1.411,9	1.8·0,9	1.514,1	—19,5
17. Orenbourg . .	762,6	1.018,2	829,3	—18,7
18. Oufa	2.196,7	2.988,5	2.688,3	—10,4
19. Penza	1.470,5	1.853,9	1.746,6	— 5,8
20. Perme . . .	1.334,1	1.706,9	1.648,8	— 3,2
21. Pétrograde . .	2.079,0	2.921,0	1.593,1	—45,5
22. Pskoff . . .	1.016,3	1.265,1	1.237,1	— 2,2
23. Riazan . . .	1.80·,1	2.607,5	2.134,3	—18,1
24. Samara . . .	2.284,0*)	3.021,7*)	3.029,9	+ 0,3*)
25. Saratoff . . .	2.391,9*)	3.127,6*)	3.158,6	+ 0,9*)
26. Dvina septentrionale . .	626,0	807,4	790,3	— 2,1
27. Smolensk . .	1.628,6	2.188,8	1.944,4	— 8,9
28. Simbirsk . .	1.527,8	1.997,5	1.903,7	— 4,8
29. Tamboff. . . .	2.683,9	3.473,0	3.500,5	+ 0,8
30. Toula . . .	1.419,5	1.829,2	1.722,2	— 5,8
31. Tver	1.769,1	2.250,2	2.0·0,9	— 8,6
32. Tzaritzine . .	449,5	617,1	532,0	—13,8
33. Tcheliabinsk .	1.097,6	1.460,1	1.316,9	— 9,8
34. Tcherepovetz .	563,5	700,8	637,3	— 9,1
35. Viatka. . . .	2.902,5	3.711,5	3.180,3	—14,3
36. Vitebsk . . .	1.011,3	1.348,1	1.224,8	— 9,2
37. Vladimir . . .	1.357,2	1.·38,5	1.403,6	—13,6
38. Vologda . .	651,2	967,5	911,5	— 5,8
39. Veronége . .	2.531,2	3.491,2	3.060,9	—12,3
Total . .	55.127,8	72.555,2	64.335,0	—11,3

[1]) D'après la nouvelle division administrative.

*) Approximativement.

La dépopulation de l'étendue, comprise par les 39 gouvernements ci-dessus mentionnés, est très inégalement répartie entre les différentes parties du pays. Les gouvernements, qui autrefois constituaient les centres de la plus intense activité industrielle, sont actuellement le plus dépeuplés, subissant ainsi les conséquences de la ruine économique générale. L'attention est particulièrement éveillée par la gigantesque dépopulation de l'arrondissement de Pétrograde. Le recensement de 1920 démontre, que le gouvernement de Pétrograde (dans ses frontières actuelles) a perdu, comparativement au nombre de ses habitants en 1912, presque la moitié de la population (45,5%). Il faut aussi remarquer que c'est la ville de Pétrograde même, qui est la plus atteinte par la dépopulation, le nombre de ses habitants s'étant amoindri considérablement; il était en 1912 de 2.010,8 mille habitants, tandis qu'en 1920 il n'est plus que de 705,9 mille, la diminution est de 64,7%, tandis que le reste du gouvernement n'a perdu que 1,4% du chiffre de la population de 1912.

Une moindre quoique très serieuse dépopulation se laisse remarquer dans l'arrondissement industriel de Moscou. L'abaissement de la population à Moscou même est de 33,0%, tandis que le reste du gouvernement n'a perdu que 10,7% de ses habitants.

En outre des deux gouvernements susmentionnés, on constate une grande diminution de la population dans les gouvernements de Homel — 23,2%, d'Orel 19,5%, d'Orenbourg — 18,7%, de Riazan — 19,1%, de Kostroma — 16,2%, de Viatka — 14,3%, Tsaritsyne — 13,8, Vladimir — 13,6%, Briansk et Kalouga — 12,5%, Voronège et Olonetz 12,3%, ainsi que Nijni Novgorod et Oufa — 10,4%. Dans le reste des gouvernements, 17 [1]) démontrent une diminution ne dépassant pas 10% et quatre constatent une réelle quoique faible augmentation de la population: Saratov + 0,8%, Tambov + 0,8%, Ville de Marx + 0,7%, Samara + 0,3%. Ces quatre gouvernements constituent avec ceux de Simbirsk et Penza, comparativement peu dépeuplés, aussi un ensemble de districts aqricoles, qui se sont moins ressentis des conséquences de la catastrophe d'approvisionnement, de communications et de combustible.

Ce caractère particulier de la dépopulation des différentes parties de la République russe dépendant de l'ensemble des conditions économiques du pays, s'atteste d'une manière encore beaucoup plus accusée par la comparaison des dates, se rapportant au nombre des habitants des villes en 1920, avec celles d'avant guerre.

[1]) Theliabinsk — 9,8%, Vitebsk — 9,2%, Therepovetz — 9,1%, Smolensk — 8,3%, Tver — 8,6%, Ekatherinbourg — 8,4%, Kazan — 7,3%, — Penza, Toula et Vologda — 5,8%, Simbirsk — 4,8%, Novgorod — 4,7%, Perm 3,2%, Pskov — 2,2%, Dvinsk Septentrional — 2,1%, Jaroslav — 0,5%, Ivanovo - Woznessensk — 0,1%.

Villes	Population actuelle des villes en milliers				Mutation dans l'état de la population 1910—1920 %
	1897	1904	1910	1920	
1. Pétrograd	1.264,9	1 439,6	1.861,1	705,9	—62,1
2. Moscou	1 038,6	1.092,4	1.481,2	1.208,2	— 30,6
3. Saratoff	137,1	197,8	214,5	190,2	—11,3
4. Kazan	130,0	161,6	182,7	145,7	—20,3
5. Astrakhan	112,9	147,0	141,2	128,8	— 8,8
6. Samara	90,0	95,2	141,1	175,6	+24,5
7. Toula	114,7	109,7	119,1	129,1	+ 8,4
8. Iaroslavle	71,6	71,9	109,1	72,8	—33,3
9. Vitebsk	65,9	81,2	101,0	80,2	20,6
10. Orenbourg	72,4	74,1	100,0*)	108,8	+ 8,8
11. Ivanovo-Voznessensk	54,2	54,8	100,0	58,1	—41,9
12. Tzaritzine	55,2	79,8	99,9	80,7	—19,2
13. Nijni Novgorod	90,1	92,3	98,9	87,7	—11,3
14. Oufa	49,3	64,0	97,3	93,1	— 4,3
15. Homel	36,8	47,2	94,2	61,1	— 35,1
16. Orel	69,7	81,6	86,6	64,0	—21,6
17. Koursk	75,7	56,6	82.5	48,8	—40,8
18. Penza	60,0	63,5	77,3	85,1	+ 10,1
19. Voronége	80,6	64,7	74.1	92,8	+ 25,2
20. Ekatérinbourg	43,2	43,2	70,0	69,6	— 0,6
21. Kostroma	41,3	42,8	65,3	48,5	—25,7
22. Theliabinsk	20,0	45,0	63,0*)	56 8	— 1,4
23. Perme	54,2	46,2	61,6	74,1	+ 20,3
24. Tver	53,5	59,5	60,0	65,4	+ 9,0
25. Smolensk	46,7	63,3	59,0	56,8	— 3.7
26. Elets	47,0	45,7	56,1	40,0	—28,7
27. Tamboff	48,0	51,9	54,0	67,2	+ 24,4
28. Kronstadt	59,5	59,5	52.9	23,7	— 55,2
29. Simbirsk	41,7	47,1	50,5	70,5	+ 39.6
30. Moghilev	43,1	49,9	49,6	39,5	—20,3
31. Kalouga	49,5	51,9	49,3	40,8	—17,2
32. Kozlov	40,3	43,0	47,7	32,6	—31,8
33. Nijne Taguilsk	31,4	34,6	44,8	38.2	—14,8
34. Viatka	25,0	33,8	42,0	40,1	— 6
35. Syzrane	32,4	36,5	41,9	53,7	+ 28,2
36. Ijevsk	41,0	38,0	38,9	44,3	+ 13,9
37. Vologda	27,7	29,0	38,1	47,2	+ 23,9
38. Troïtsk	23,3	27,4	38,0*)	36,4	— 4,2
39. Riazan	46,1	35,9	36,8	41,5	+ 12,8
40. Serpoukhov	30,6	—	35,8	28,2	—21,2
41. Volsk	27.2	28,2	35,2	33,9	— 3,7
42. Pskoff	30,5	31,2	32,9	29,0	—11,9
43. Arkhangel	20,9	20.5	32,8	45,3	+ 38,1
44. Briansk	24,8	28,2	31,0*)	33,8	+ 9,0
45. Belgorode	26,6	22,8	30,4	19,6	—35,1
46. Morschansk	26,5	27,4	29,9	13,9	—53.5
47. Rybinsk	25,3	27,3	29,5	39,1	+ 32,5
48. Vladimir	28,5	32,2	29,0	23 4	—19,3
49. Novgorod	25.7	23,5	23,8	26,1	+ 9.7
50. Detskoe Selo	22,5	19,8	22,2	13.9	—37,4
51. Petrosavodsk	12,5	13,6	12,9	20,2	+ 56,6

*) Approximativement.

L'attention est particulièrement attirée par la constatation, que les plus grandes agglomérations urbaines dans presque tous les anciens centres industriels ont subi la plus sérieuse réduction. Un petit nombre de villes forment une exception à cette tendance générale; elles s'étaient trouvées, soit dans des conditions de communications et d'approvisionnement particulièrement favorables, (Voronège, Tambov, Samara, Syzrane, Simbirsk, Rybinsk, Tver), soit aient, joué pour de certaines raisons, un rôle spécial dans la vie économique des territoires avoisinants (Arkhangel) ou avaient pu conserver leur ancien caractère de centre industriel actif. (Toula).

La comparaison de la population urbaine en 1920 démontrée sur le tableau avec les dates de 1910, donne une conception suivante de la dépopulation: dans cinq villes[1], la dépopulation dépasse 40%, dans 9 villes[2], elle s'élève au dessus de 25% dans douze villes[3], au dessus de 10%, dans sept autres[4] — de 8,8% à 0,6%. Par contre dix-huit villes accusent une absolue augmentation de la population[5].

Une grande partie des territoires actuels de la République Russe Fédérée (comme par ex. l'Ukraïne ou la région du Don), n'a pas été comprise dans le recensement de 1920. Mais le recensement donne toutefois de précieux matériaux et pourra servir de base aux investigations statistiques, concernant la population de la Russie.

T. Szturm de Sztrem.

* * *

La question des rapports de la population en Russie Soviétique sera plus amplement traitée dans un de nos prochains N-os.

Rédaction

---

1) Pétrograde — 62,1%, Kronstadt — 55,2%, Morchansk — 53,5%, Ivanowo-Woznesensk — 41,9% et Koursk — 40,8%.

2) Detskoe Selo, (Tsarskoe-Selo) — 37,4%, Belgorode et Homel — 35,1%, Jaroslav—33 3%, Kozlov —31,8%, Moscou 30,6%, Elets — 28,7%, Orel — 26,1%, Kostroma 25,7%.

3) Serpoukhow—21,2%, Viteb k—20,6%, Kazan et Moghilev — 20,3%, Vladimir — 19,3%, Tsaritsyne — 19,2%, Kalouga — 17,2%, Nijne-Toguilsk — 14,8%, Pskov — 11,9%, Theliabinsk — 11,4%, Njni-Novgorod et Saratov — 11,3%

4) Astrakhan — 8,8%, Viatka — 6,5% Oufa — 4,3%, Troitsk—4,2%, Smolensk et Volsk—3,7%, Ekatérinbourg—0,6%

5) Pétrosavodsk + 56,6%, Simbirsk + 39,6%, Arkhangel + 38,1%, Rybinsk + 32,5%, Syzrane + 28,2%, Voronège + 25,2%, Samara + 24,5%, Tambov + 24,4%, Vologda + 23,9%, Perm + 20,3%, Ygievsk + 13,9%, Riazan + 12,8%, Penza + 10,1%, Novgorod + 9,7%, Briansk et Tver + 9,0%, Orenbourg + 8,8% et Toula + 8,4%.

Livres et Périodiques.

G. N. Rakowskij: Въ станѣ бѣлыхъ. Au camp des Blancs, (d'Oreł à Noworosyjsk) Constantinople 1920· 34-o pages.

Le livre est consacré à la défaite de Denikin et embrasse la période allant d'octore 1919, à avril 1920, c. à. d. depuis le moment du plus grand succès des armées de la Russie méridionale, jusqu'à la capitulation des restes de l'armée du Kouban à la frontière de la Géorgie. L'auteur, adversaire déclaré du bolchévisme, en caractère de correspondant militaire a été témoin de la grandeur et de la chute de Denikin.

A la lumière des faits cités par Rakowskij, la défaite de Denikin est marquée du sceau de la fatalité.

Les éléments qui servaient d'appui à la puissance de Denikin, c. à. d les Cosaques, les officiers, le clergé schismatique les intellectuels, enfin les grands propriétaires fonciers et les industriels, ne pouvaient compter sur la victoire qu'autant qu'ils auraient réussi à s'assurer l'aide des masses paysannes. A part les Cosaques ce n'étaient que des groupes peu nombreux détachés du peuple, mais profondément convaincus de leur grande valeur personnelle et de leur capacité dans la gestion du gouvernement Ces éléments n'étaient unis que dans la haine commune du bolchévisme, mais au fond ils étaient minés par des courants contraires· découlant d'intérêts et de points de vue diamétralement opposés.

Les conflits étaient inévitables; on se trouvait en effet, en face de l'élément cosaque, peu fait politiquement mais foncièrement démocratique avec ses conseils autonomes et ses groupements d'un côté, et de l'autre c'était le corps des volontaires développé intellectuellement, mais incapable de donner à sa pensée d'autres horizons que ceux du passé. La lutte politique devait s'envenimer sur le·fond de cet antagonisme.

Le gouvernement se trouvait aux mains de la droite. La politique intérieure et extérieure était soumise à la direçtion du Conseil des affaires d'importance capitale, presque exclusivement composé de cadets et de monarchistes, et qui était l'office suprême pour les questions civiles

Cette assemblée avait une répugnance innée dans la discussion des questions sociales et un goût particulier pour la phraséologie nationaliste.

A l'égard des jeunes états nationaux qui se formèrent sur les ruines du tsarat, le gouvernement de Denikin, prit une attitude notoirement hostile. Le mot d'ordre „la Russie une, indivisible" a été le seul signe de ralliement lancé en toute franchise par le Conseil des affaires de première importance, qui dans toutes les autres questions appliquait le principe qui dit que le silence est d'or. Les déclarations rédigées par le Conseil, concernant la question agraire et touchant le régime politique de la future Russie indivisible, étaient ambiguës et empreintes de casuistique et souvent elles marchaient de pair avec les tendances des grands propriétaires fonciers et des industriels. Cette ambiguité voulue était cependant très claire, aussi bien que c'était le silence observé par le gouvernement. On en arrivait involontairement à se demander si le Conseil des affaires de première importance qui visait à reconstituer la Russie d'après les anciens manuels de géographie, ne penserait pas également à reconstituer le pays suivant les anciens manuels de droit d'Etat?

La liberté de la presse n'éxistait pas en réalité. Le département de la Propagande près le Conseil des affaires de première importance „Oswag" avait mobilisé le papier et par cela même la presse. Une phraséologie sans le moindre fond, des coups de grosse caisse pour faire montrer de son patriotisme, des dithyrambes à l'adresse des personnages influents et l'intolérance à l'égard des gens à caractère indépendant, voilà la caractéristique de la presse soumise à l'influence de l'„Oswag" tout-puissant.

La propagande orale était exercée avec le même talent.

Les membres du Conseil des affraires de première importance élevés en majeure partie à Moscou ou à Pétersbourg ne se gênaient pas pour manifester leur mauvaise volonté à l'égard des „petits Etats" cosaques et des chefs de partis cosaques. Le mouvement cosaque n'était à leurs yeux qu'un séparatisme régional vaniteux. Ces messieurs ne se rendaient pas compte qu'ils étaient un état major sans armée, que personne ne les secondait, à part les amis de Kriwoszein, l'ex ministre tsarien. membre du Conseil de la Russie unifiée" et sans les partisans du prince Dolgorukij du „Centre National" dirigé par les cadets (constituels démocrates).

Rakowskij prétend que Denikin était un libéral. Toutefois ce „libéralisme" ne l'empêchait pas d'accorder son appui complet aux anciens fonctionnaires tsariens et quiconque avant la révolution avait porté l'uniforme et griffonné dans quelque ministère se considérait comme appelé à obtenir une place du gouvernement Des ronds-de-cuir complets,—des débris de l'ex-machine bureaucratique tsarienne, d'anciens policiers — dont tout l'horizon était le bureau du commisariat comblé du paperasses, voilà quels étaient les nouveaux fonctionnaires. Le personnel administratif élevé dans les traditions du tsarisme était convaincu que le bon temps de l'ancien régime était revenu, et s'en donnait à coeur joie, se vengeant des humiliations essuyées pendant la révolution, et rendant au centuple les coups et les horions qu'il avait reçus. Les employés démentaient, avec une naïveté enfantine les phrases pompeuses des gouvernants qui ne parlaient que de régime légal. Les agrariens, ne se réinstallaient dans leurs terres qu'avec l'aide de la police, faisant rentrer les fermages arriérés et les indemnités à la suite des dommages subis lors des troubles agraires.

On ne sut pas réfréner le relâchement dans la vie économique. Le midi, ce grenier de la Russie, manquait souvent de pain. Les sources fameuses de pétrole et les mines de charbon fournissaient du combustible en quantité insuffisante pour activer les voies ferrées et mobiliser l'industrie russe méridionale. Les femmes portaient vêtement et confection en drap de soldat, et l'armée pendant ce temps-là était déguenillée. A la suite des vols continuels et des abus, les Anglais commencèrent à s'occuper eux-mêmes du transport et de disctribution des uniformes destinés à l'armée russe. Les profits illicites et la spéculation triomphaient à l'arrière tandis que sur le front, le pillage était passé à l'état d'habitude. Une armée — écrivait plus tard Wrangel — élevée au sein de l'arbitraire, du pillage et de l'ivrognerie, conduite par des gens qui, par leur exemple, dépravaient le soldat — une armée pareille ne pouvait pas amener la renaissance de la Russie"!

Les épidémies décimaient la population. Le typhus surtous exerçait ses ravages. Faute de place dans les hôpitaux, on casait les malades et les blessés dans les gares; ceux qui étaient atteints du typhus mouraient, étendus sur le plancher de la gare. La mort donnait la main aux organes de la santé. Les malades mouraient par centaines, non seulement par suite de maladie, mais aussi de froid et de faim, et faute de soins et d'installation. Dans les jardins près des gares, on pouvait voir des cadavres entassés comme du bois à brûler, par ranglés. Les blessés et les malades redoutaient l'hôpital.

„Au front—disait-on—on peut venir à bout de la maladie en restant alité, et guérir. L'arrière et l'hôpital — c'est la mort à coup sûr. Ce qu'il y a de pire c'est d'être blessé; la blessure elle même — vétille — mais on vous conduit à l'hôpital, on se trimballe des mois entiers en wagon, on vous place à côté d'un malade atteint du typhus, le froid, la faim et l'on est frit"...

En attendant les détenteurs du pouvoir faisaient pour l'avenir des plans à large portée. Les partisans „de l'une et indivisible" désignaient déjà les „gouver-

neurs" destinés à la Russie centrale qui n'était pas encore occupée et, en secret, travaillaient aux moyens d'abolir complètement les groupements autonomes cosaques.

Les spectres du tsarisme commençaient leur danse des squelettes. Dans les rangs des blancs, il n'y avait pas de puissance capable de forcer des spectres ressuscités à regagner leurs cimetières; les Cosaques n'étaient pas encore à la hauteur. Peu leur importait de savoir ce qui se passait en dehors des territoires cosaques; ils ne demandaient qu'à se gouverner chez eux, sans être capables de mettre ces projets à exécution. Les conseils et les groupements cosaques, élus pendant les troubles de la guerre civile, tout-de-suite après l'expulsion des bolchévicks du territoire, n'étaient qu'une représentation bien défectueuse; la majorité de la population n'avait pas pris part aux élections, les deputés, la plupart redevables de cette nomination au hasard, étaient impropres à faire des représentants et des conducteurs du peuples. Entre „les parlements cosaques„ et les cosaques il n'y avait pas de lien plus serré; les partis et les ambitions au petit pied luttaient au sommet, les gouvernements surgissaient et tombaient avec la rapidité de l'éclair et la population cosaque regardait avec indifférence ces questions de partis, apathique devant les crises ministérielles. On reconnaissait généralement la nécessité de procéder à de nouvelles élections, sans montrer, toutefois, le moindre empressement à élaborer de nouveaux réglements à ce sujet. En attendant les électeurs s'éloignaient de plus en plus de leurs élus.

Cependant l'armée avançait toujours; on aurait pu croire les bolchéviks à la veille d'un désastre définitif. L'état-major de Denikin arrangeait déjà un plan d'expédition contre Moscou; néanmoins les jours de succès des blancs étaient déjà comptés. La campagne russe partit en guerre contre eux. La révolution avait donné au paysan la terre qu'il convoitait, et en même temps „la commune" qu'il ne voulait pas. Les volontaires libéraient le paysan de la commune abhorrée, mais en même temps ils lui reprenaient la terre; autant cela était agréable, autant ceci l'était beaucoup moins. Les sympathies pour les blancs se dissipaient rapidement, remplacées qu'elles étaient par une mauvaise volonté manifeste; puis, découragé par la politique agraire de Denikin, le paysan sortit son fusil de sa cachette et s'enrôla dans les bandes des „verts" entrant en lutte contre les restaurateurs de la Russie, d'autant plus que, vu l'automne tardif, la moisson était déjà faite.

„De toute notre âme, nous haïssons la commune— disaient les paysans — mais nous haïssons encore davantage les propriétaires fonciers qui nous écorchent vifs. Nous ne voulons pas de communistes, pas plus rouges que noirs!"

L'insurrection de la campagne prit rapidement des proportions inquiétantes obligeant, par cela, les volontaires à rappeler du front des forces importantes, c. à d. des rangs en lutte contre les bolchéviks.

Le raid de Mamonton jusque sous Moscou, plein d'effet extérieur, manqué en réalité, était le dernier triomphe de l'armée des blancs; la retraite commençait.

Un ancien sergent-major de cavalerie, actuellement chef de la cavalerie bolchévique, Budiennyj, rompit le front et par une attaque de flanc, contraignit les blancs à la retraite.

Le commandement ne se rendait pas compte de la gravité de la situation, prétendant que la cause des insuccés résidait dans l'indulgence excessive du gouvernement. Par ordre du commandant en chef on envoya devant la cour martiale sous l'inculpation de trahison, la délégation parisienne du Conseil Régional du Kouban, qui avait, paraît-il attenté au principe de l'indépendance de la Russie pour avoir, de sa propre autorité, conclu un traité avec les montagnards du Caucase. Il faut croire que le libéralisme des généraux avait trouvé le moment favorable pour liquider par le fer les différends continuels avec le Conseil du Kouban. Le général Wrangel força le Conseil du Kouban à changer la Constitution. En même temps, en exécution de l'arrêt de la cour martiale, on pendit un membre de la délégation parisienne, Kalabuchow, que le Conseil du Kouban avait livré par contrainte au général Pokrowskij. Les chefs de la gauche du Kouban prirent la fuite ou furent exelés de Russie. Plusieurs mois après les Cosaques du Kouban, invités à prendre part à la lutte contre les bolcheviks, répondirent; Rendez-nous Kalabuchow, et nous marcherons"!

Les répressions n'eurent aucun résultat. La retraite s'accomplissait dans un désordre croissant; la démocratisation dans l'armée augmentait; les désertions étaient de plus en plus fréquentes. Ce n'était plus la retraite, mais la fuite; souvent les soldats destituaient de leur propre autorité des officiers détestés que l'on remplaçait par d'autres. C'est ainsi que la cavalerie du Don destitua le général Pawlow qu'elle remplaça par le général Sekretow. Le Conseil des affaires de première importance, sous la menace de peines exemplaires, défend de semer la panique, mais ses membres sont les premiers à se sauver. Les voies ferrées, encombrées de transports, sont presque inactives. Les blessés et les magasins de munitions tombent en masse aux mains des bolcheviks. Les locomotives en bon état deviennent une rareté et donnent lieu à des luttes; il arrive même parfois que les trains du haut commandement et des chef d'armées n'ont pas de locomotives en nombre suffisant.

L'opposition cosaque lève la tête; ses protestations étaient entachés d'esprit révolutionnaire. Denikin, au sein de la déroute, tâcha de s'entendre avec les Cosaques; il prononça la dissolution du Conseil des affaires de première instance et appela au pouvoir le gouvernement progressiste russo-méridional.

Trop tard et inutilement! La maison était déjà occupée par les bolchéviks; le Terek pliait dans la lutte avec les montagnards, la Koubanie ne se contentait pas de ces concessions. Personne n'ajoutait foi aux promesses de Denikin, assurant qu'il introduirait la réforme agraire et convoquerait la Constituante. Ce revirement dans la politique du commandant en chef ne lui donna pas la confiance des démocrates, mais il sapa en même temps sa popularité parmi les monarchistes et les libéraux.

Les représentations des Cosaques qui, dans la période des victoires n'avaient pas eu la fermeté nécessaire pour s'opposer à la politique réactionnaire du commandement en chef, étaient incapables de lancer les masses à une lutte victorieuse contre les bolchéviks. La foule avait perdu toute confiançe dans ses chefs et cherchait d'elle même une issue quelconque. Ce n'était un mouvement ni blanc, ni rouge, ni „vert". A bas la guerre civile! „à bas les bolchéviks et de droite, et de gauche! à bas les monarchistes et les communistes!"—criaient les verts. A la distance de plusieurs dizaines de werstes d'Ekaterinodar, alors siège de Denikin et du gouvernement russo-méridional, stationnait un nombreux détachement de verts sous les ordres du commandant Piluk, un des membres les plus énergiques du Conseil Koubanais. Les soldats de Piluk ne voulaient pas partir pour le front persuadés qu'ils étaient, qu'ils parviendraient à s'entendre avec les bolchéviks, au cas où ils rompraient complètement avec Denikin. Piluk comptait que par voie de compromis avec les bolchéviks, il obtiendrait une large autonomie pour les régions cosaques.

Dans ce même temps le Conseil Koubanais débattait sur les moyens de s'entendre avec bolchéviks. La prise d'Ekaterinodar mit fin à ces débats.

La supériorité du nombre n'assurait cependant pas la victoire aux bolchéviks. L'armement et le nombre de soldats étaient suffisants chez Denikin, mais ces troupes n'avaient plus confiance en elles-mêmes et ne croyaient plus la victoire possible; elles n'avaient plus „le coeur au travail". Lorsqu'en février 1920, pendant la revue des Cosaques du Don, Sidorin dit aux soldats: „Mes gas, nous allons rosser les bolchéviks", les Cosaques lui dirent: „Parfait, lorsqu'il fera beau!".

Sur les bords de la mer Noire, commença une vraie migration des peuples. Les Cosaques du Don, avec leurs familles et tout leur avoir quittaient le pays natal et par milliers gagnaient le Midi. „Nous irons en Turquie, en Perse aux Indes, mais nous ne resterons pas côte à côte avec les bolchéviks!" disaient ces gens incapables de continuer la lutte, mais prêts tout de même à supporter les difficultés et les tourments de l'exil, rien que

pour éviter le régime abhorré des soviéts. A l'instar de leurs pères, qui pour fuir l'absolutisme des tsars avaient gagné les marches inhabitées du Sud et de l'Est pour s'installer aux bords du Don et de l'Oural, eux aussi abandonnaient leur pays devant le centralisme des gouvernants communistes de la Russie. Mais les temps avaient changé, car il n'y avait plus où fuir!..

La route abonda en drames. L'énorme pont de la voie ferrée jeté sur le Kouban, et que devait suivre l'armée de Denikin, en retraite, fut le théâtre de tableaux pleins d'horreur.

Le pont était encombré de trains de détachements militaires, de fuyards accompagnés de leurs familles... Malheur à celui qui tombait sur la voie ou dans le fleuve! plus de salut pour lui! Par moments on entendait résonner au commandement „Armes au clair! sus à cette racaille!" Une autre fois c'était le train qui avait hâté de passer en avant sans faire attention aux gens et aux chevaux, et de dessous les roues le sang coulait dans le Kouban.

Le 13 mars 1920, sur les bords de la mer Noire, à Noworosyjsk, là où s'étaient réunis les débris de l'armée de Denikin, avait lieu l'évacuation précipitée des troupes. Il était déjà impossible de fuir plus loin, de quelque côté que ce fût. Seule une partie des troupes pouvait prendre place sur les navires. Noworosyjsk est une forteresse naturelle; il eût donc été facile de la garder, mais cette tâche dépassait les forces morales des soldats de Denikin, qui perdaient toute leur énergie en lutte intestine pour une place sur les bateaux. Les Anglais, hautains et pleins de mépris dirigeaient l'évacuation, maintenant l'ordre par la menace des tanks et des mitrailleuses. Lors de l'évacuation, ce furent les Cosaques du Don qui souffrirent le plus. Presque tous les bateaux, même ceux qui leur étaient destinés furent pris par les volontaires. Le général réclama sans succès des transports pour des Cosaques du Don, qui, grâce uniquement à l'intervention des autorités anglaises trouvèrent en partie à s'embarquer. En Crimée, à Théodosie, l'amiral anglais, cédant à la demande de Sidorin, consentit à envoyer la flotte anglaise chercher le reste des Cosaques du Don; il mit cependant comme condition qu'au moins un torpilleur russe prendrait part à l'opération. Cette condition rendit l'expédition impossible car le commandant de la flotte russe, Tichoniniew, capitaine en 1-er, déclara qu'il ne donnerait pas le torpilleur! Il fallut l'ordre de Denikin, pour faire partir le torpilleur, mais il était déjà trop tard: l'armée du Don avait cessé d'exister..

Après l'évacuation de Noworosyjsk, la Crimée devint le dernier refuge des forces antibolchéviques. La direction passa de nouveau entre les mains de l'extrême réaction. Le corps de la Crimée se trouva sous le commandement du général Słaszczew, soldat brutal et borné. La cour martiale à Sébastopol avait condamné à la prison 5 individus accusés de complôt bolchévique, en relâchant 5 autres. Le général Słaszczew, indigné de cet arrêt „trop bénin arrêta les 10 inculpés et les fit juger à nouveau par une cour martiale, dans sa résidence, à la gare de Dżankoj. Malgré l'intervention du gouvernement russo-méridional, tous les inculpés furent passés par les armes. Słaszczew déclara, plein de mépris que jamais „il ne permettrait à l'arrière de gouverner sur le front"! Les ouvriers répondirent à l'exécution par une grève de trois jours. Quelques jours plus tard Denikin, contre toute attente prononça la dissolution du gouvernement russo-méridional.

Rakowskij prétend que, dans sa dernière audience, Denikin, complètement abattu aurait expliqué l'ordre donné, d'une façon bien étrange: Si vous saviez, messieurs, — dit le général en chef — quelle canaillerie règne à l'entour.. si vous saviez seulement ce qui nous entoure.... vous jugeriez mon ordre tout autrement... J'ai dû agir ainsi... pour votre bien!" Le gouvernement comprit et le lendemain il partait pour l'étranger.

Le 20 avril 1920, ce qui restait des forces koubanaises, à la frontière de la Géorgie, se rendit aux bolchéviks. Wrangel gouvernait alors en Crimée.

La capitulation du Kouban, a mis en évidence un moment curieux. Pendant la guerre civile, les deux partis en arrivèrent à la conviction qu'ils avaient un trait commun, pouvant réconcilier les deux adversaires: la nationalité russe.

Les bolchéviks, en proposant des pourparlers, repoussèrent l'entremise des Anglais, comme contraire aux intérêts de la Russie, qui veulent que les Russes s'entendent seuls entre eux. Notre but, avant tout est, la défense des intérêts russes, — disaient les Russes. D'un autre côté les Koubanais repoussèrent l'alliance avec la Géorgie, considérant qu'il n'y avait pas lieu, pour des Russes, de se battre entre eux, pour l'indépendance de la Géorgie.

Les bolchéviks en appelaient aux sentiments patriotiques des blancs, leur faisant miroiter la guerre contre la Pologne. „La liberté est accordée à tous ceux qui se soumettront faisant amende honorable des crimes commis, exprimeront le désir d'effacer leurs fautes à l'égard de la révolution en s'enrôlant dans l'armée rouge et en prenant une part active dans la guerre contre la Pologne, qui a envahi les territoires, russes depuis des siècles" — disait le point 2 de la capitulation.

„Nous voyons que vous êtes des patriotes, — disait le commissaire bolchévique Sutin, qui prétendait travailler dans le parti communiste depuis 1909. Votre patriotisme trouvera une issue sur la front polonais. A l'heure qu'il est, la Russie soviétique vise à reconstruire *une Russie indépendante, grande.* Dans ce travail les officiers, joueront, naturellement un grand rôle et pourront rendre des services à la conception d'une grande Russie. Les conditions que nous vous proposons, seront offertes également à la Pologne *dans les limites russes.* Wrangiel obtiendra les mêmes conditions. Les pouvoirs soviétiques n'admettent pas d'autres conditions. *Soumissions,*— voilà ce que nous exigeons. La Géorgie,— continuait Sutin—comme une fruit mûr, tombera d'elle — même dans nos mains. Pour le moment nous nous sommes bornés à l'Azabejdżan et nous avons occupé Bakou. Nous avons concentré nos forces contre la Pologne, nous la briserons, après quoi nous règlerons nos comptes avec Wrangel. Nous, nous ne refaisons pas les fautes que vous avez commises. Nous ne nous isolons pas comme vous. Nous avons cessé la lutte armée avec la Finlande, l'Esthonie et la Lettonie. Nous avons dû il est vrai, faire quelques concessions désagréables, mais par contre, nous avons les mains libres".

J. K.

„Die Finland" — „The Republic of Finland" Edition allemande et anglaise. Année 1920.

Nous avons là une publication de l'Institut Central de Statistique de Finlande, publication populaire destinée à être répandue à l'étranger, qui nous renseigne sur l'état économique du pays, et qui contient toute une série de cartes, de graphiques, de photographies. Il faut constater qu'une certaine inégalité s'est manifestée dans l'élaboration des divers chapitres. On y trouve, entre autres, une étude approfondie des richesses naturelles ainsi que des branches de l'industrie travaillant pour l'exportation (en première ligne l'industrie du ligneux et de la papéterie). Le chapitre concernant les richesses forestières a été agrémenté de trois cartes, dont deux, de plus modestes dimensions, donnent un aperçu „à vol d'oiseau" de la densité forestière en Finlande, comparativement à celles des autres pays; une troisième carte, plus grande, comporte une différenciation des forêts appartenant respectivement à l'Etat ou à des particuliers, et indique aussi, les établissements industriels qui s'occupent du travail du bois (scieries, menuiseries, fabriques de cellulose, papéteries etc.). Une carte, d'assez grandes dimensions, est consacrée aux richesses naturelles de la Finlande; il y est spécialement tenu compte du réseau fluvial et des chutes d'eau. En outre, des cartes spéciales donnent une représentation détaillée de l'état du réseau des communications (voies ferrées, télégraphes et téléphones), du degré d'industrialisation des divers districts (indirectement, d'après l'étalon de la valeur de la production), ainsi que de l'extension des

sociétés par actions. Des graphiques indiquent l'essor de l'exportation du bois, brut et ouvré, depuis 1883, la situation des entrepôts à la fin de chaque anneé à partir de 1914, le développement de l'exportation de la pulpe ligneuse, mécanique et chimique (cellulose), du carton et du papier de la production du minerai de fer, du fer brut de la fonte, et de l'acier; ainsi que du cuivre; d'autres graphiques nous donnent l'accroissement en valeur de la production de l'ensemble de l'industrie métallurgique, et aussi, du trafic des marchandises par voies ferrées et par canaux, du trafic postal, nous indique les variations dans les effectifs ouvriers du pays etc.

On est quelque peu défavorablement impressionné par le fait, que les dernières données statistiques concernant la production et l'exportation des diverses branches de l'industrie se rapportent à diverses années. Ainsi, les chiffres statistiques relatifs à l'exportation du bois, de la pulpe ligneuse, du carton et du papier s'arrêtent à l'année 1918; ceux relatifs à la production, l'exportation, et le cas echéant l'importation des autres branches de l'industrie, s'arrêtent en général à 1916. Cette impression défavorable ne fait que s'accroître quand on a fait la comparaison de ce chapitre avec celui consacré au commerce extérieur où sont donnés les montants généraux de l'importation et de l'exportation pour 1919. Si à l'époque où la publication en question était en préparation, on était en possesion des données générales relatives au commerce extérieur en 1919, pourquoi a-t-on omis de donner ces chiffres lors de l'examen de l'importation et de l'exportation des divers départements industriels? Etait-il donc effectivement impossible, pour huit petites mines de fer et 5 mines de cuivre, de rassembler et publier les données concernant tout au moins les années jusque 1918, comme la chose a été faite pour les industries, autrement mieux développées, de l'industrie du bois et de la papéterie?

Le chapitre consacré à l'agriculture fait l'effet d'avoir été plutôt bâclé; à le lire, on a toutes les peines du monde à se faire une idée du caractère de la production agricole en Finlande ainsi que du niveau technique des exploitations rurales. L'accroissement en valeur de la production agricole est donné jusque 1917, la valeur moyenne des récoltes est calculée sur la période 1911—15. On ne trouve absolument aucune donnée pour ce qui est des emblavures, sans parler même de la spécification des diverses espèces de céréales. On a omis également, de nous renseigner sur un point de grande importance, car caractérisant très bien le niveau atteint par l'agriculture d'un pays, notamment le rendement des récoltes.

Quant au chapitre rélatif au commerce extérieur, auquel peuvent s'appliquer les remarques que nous avons faites ci-dessus quant au manque de système dans la délimitation des périodes, une autre remarque vient sons la plume, de caractère général celle-là: pourquoi la question a été examinée en se basant surtout sur les années d'avant-guerre? En effet, ce qui est avant tout susceptible d'intéresser l'étranger, est ce que la Finlande peut fournir aujourd'hui et ce dont elle a aujourd'hui besoin, c. à. d. dans la période d'après-guerre

Au sujet des autres chapitres, rien de particulier à signaler. La partie „illustration" est d'une exécution très soignée. Malgré les lacunes que nous avons signalées plus haut et malgré quelques autres imperfections de détail, nous pouvons, sans aucune arrière-pensée, recommander vivement la lecture de cette publication à ceux de nos lecteurs qui désireraient prendre connaissance des grandes lignes de la vie économique de ce pays, si intéressant à tous les points de vue.

W. F.

Chronique de la Pologne.

Prescription douanières et réglementation de l'importation et de l'exportation en Pologne.

Le tarif de douane polonais, basé sur les anciens tarifs russe, austro-hongrois et allemand d'avant guerre, est entré le 10 Janvier 1920 en vigueur. Les droits de douane, déterminés en or, dans le payement des droits d'entrée en marks polonais, sont haussés par le „payement additionnel du cours", que néanmoins ne correspond pas exactèment à la baisse du marks polonais par rapport à la parité de l'or. Actuellement, le payement additionnel est encore de 1900%; (coefficient de majoration des droits de douane 20). Le ministre des Finanses et celui de l'Industrie et du Commerce viennent de signer une ordonnance, en vertu de laquelle le payement additionnel s'élèvera à 9900%, (coefficient de majoration 100) et il faut s'attendre à la prompte publication de cette nouvelle prescription. D'après l'ordonnance publiée dans le Bulletin des Statuts 1921 Nr. 46, un certain nombre de marchandises „de luxe" payent le droit d'entrée par coefficient de majoration 150. D'autres marchandises jouissent de franchises douanières (franchises temporaires) ou d'adoucissement de douane. (Adoucissement de coefficient de majoration 5). Le Bulletin des Statuts 1921 Nr. 33, a publié une prescription relative à ces articles, en vertu de laquelle, les mesures de franchises ou d'adoucissement (coefficient, de majoration 5) sont automatiquement adaptées par la douane. Cette prescription concerne les marchandises importées ou de nécessités premières et depuis le 15 Juillet prochain doit être soumise à une révision.

En dehors de la politique douanière, facteur économico-politique normal de l'Etat Polonais, l'Etat conduit aussi une politique temporaire de Contrôle du Commerce avec l'étranger. Le statut du 15 Juillet 1920, relatif au chiffre d'affaires du Commerce avec l'étranger, constitue la base de la politique de la contrôle.

En raison de ce statut, l'importation et l'exportation des marchandises par la douane de l'Etat Polonais, nécessitent en principe les autorisations des offices régionaux d'importation et d'exportations, dont l'administration est composée d'un directeur et d'employés nommés par

le Ministère de l'Industrie et du Commerce, conjointement avec le Ministère des Finances et aussi des représentants d'organisations économico-sociales, qui sont même en majorité.

Un certain nombre de marchandises est libéré de l'obligation de permis d'importation, (voyez le Bulletin des statuts 1920, Nr. 87), d'autres marchandises le sont également pour l'exportation (Bulletin des Statuts 1920, Nr. 58). Les marchandises qui ne sont pas comprises dans ces catégories doivent avoir des permis.

Ces derniers temps, l'Etat Polonais est entré sur la voie du libre échange avec l'étranger. Le Comité Economique des Ministres, composé de ministres „spécialistes", opina à l'unanimité le 11 Juin dernier, la suppression des permis pour importation et exportation. Il fut aussi décidé d'introduire les droits d'entrée sur l'importation, en remplaçant ainsi les restrictions et la réglementation d'importation. C'est dans ce but, que des projets de nouvelles prescriptions, entrant dans le cadre plus ancien du Statut du 15 Juillet 1920, relatif au chiffre d'affaires du Commerce avec l'étranger, ont été élaborés par le Ministère de l'Industrie et du Commerce. Les prescriptions tendraient à faire arriver au minimum le nombre des marschandises dont l'importation, et relativement l'exportation auraient été interdites, admettant aussi dans des cas particuliers, une levée exceptionnelle d'interdiction, c'est à dire des autorisations d'importation, et relativement d'exportation.

L'interdiction aurait été maintenue pour les articles de luxe, (liste des articles interdits dans les Nr. 107 et 154 du Moniteur Polonais, 1920) et la défense d'exportation d'articles alimentaires et de certaines matières premières aurait été introduite sous forme de publication. L'interdiction d'exportation de ces articles existe déjà actuellement, les offices ne donnant pas d'autorisation à leur exportation. Les permis d'importation et d'exportation auraient été en principe supprimés.

Les marchandises, qui ne seraient pas comprises dans l'interdiction, passeraient la frontière sans aucun permis.

Le moment de la réalisation du sus-dit projet n'est pas encore prévu: le projet devrait être compatible avec le Statut, et les signatures de deux autres ministres sont encore nécessaires, dans tous les cas, la réglementation du commerce avec l'étranger est en voie d'aboutir.

La suppression du Statut du 15 Juillet 1920, relatif au chiffre d'affaires du commerce avec l'éntrager, aménerait à la solution définitive du problème de Contrôle du commerce avec l'éntrager et au rétablissement des principes du libre échange. Il est cependant douteux que le Statut puisse être supprimé par la Diète, avant ses prochaines vacanses.

Stefan Fr. Królikowski.

*

* *

Juste avant l'expédition à l'imprimerie de l'article ci-dessus, nous avons pu apprendre, que les prescriptions en question ont paru dernièrement, avec certaines variations relatives à la hausse du payement additionel. Notamment on a publié dans le numéro 57 du „Bulletin des Statuts" 1921: 1-o — l'ordonnance supprimant les permis d'importation et d'exportation des marchandises, maintenant cependant la liste des articles interdits (Moniteur Polonais 1921, Nr. 148); 2-o — l'ordonnance supprimant les payements des droits de sortie des marchandises, exception faite des payements des droits relatifs à l'exportation du pétrole et des ses produits; 3-o — l'ordonnance en vertu de laquelle les payements additionnels seront élévés jusqu'à 19.900% (coefficient de majoration 200) pour les marchandises de luxe, et jusqu'à 14.900% (coefficient de majoration 150), pour les autres marchandises

Les ordonnances sus-dites entrent en vigueur à partir du 14 Juillet de l'année courante, par conséquent l'exportation et l'importation des marchandises (à l'excéption des articles interdits) sont libérées de permis à partir de cette date.

La Constitution de la République Polonaise du 17 Mars 1921.

Par opposition à ce qui se passe dans d'autres Etats de création nouvelle, la Pologne ne possède pas de système de codification homogène. En effet, cet Etat a hérité de ses trois régimes d'annexion, trois systèmes différents de code, souvent contradictoire. Cet état de choses fait qu'une lourde tâche incombe au législateur polonais: en effet, il ne suffit pas que celui-ci se borne à corriger et à adopter aux exigences de la vie, les lois et réglements en vigeur; il lui faut, toujours et partout, construire à nouveau, substituer aux trois systèmes de codes des trois régimes d'annexion, une codification polonaise, une et homogène.

Cette situation a son expression dans le styl dans lequel a été rédigée la Constitution

de la République Polonaise du 17 Mars 1921. Le libellé y est, à plus d'une reprise, fait au „futur", en appelant à des lois encore inexistentes, à des statuts à être élaborés dans l'avenir. Tel, par exemple, ce passage:

„Des statuts spéciaux garantiront aux minorités, dans l'Etat polonais, libre et intégral développement de ce qui caractérise leur vie nationale par le truchement d'associations autonomes des minorités etc". (article 109).

Ou encore:

„Un réglement spécial déterminera la situation particulière des juges, leurs droits, leurs devoirs et leurs rémunération", (article 80).

On pourrait également citer d'autres exemples. Ce style du libellé donne parfois à la Constitution le caractère d'esquisse, en quelque sorte, de la future codification, de programme des futurs travaux du Parlement. D'ailleurs on peut observer quelque chose d'analogue dans la constitution allemande laquelle également, s'exprime, par endroits, au futur, notamment quand elle trace à l'Etat les lignes générales des problèmes dont n'avait pas même rêvé le gouvernement de l'ex-Empire allemand.

L'énoncé de la Constitution implique que la Pologne sera une République démocratique parlementaire, avec deux Chambres, élues par la Nation, ayant à sa tête un Président élu, et dont le gouvernement sera responsable devant la Chambre. L'article 2 déclare que l'autorité souveraine, dans la Républque Polonaise, appartient à la Nation. La volonté nationale s'exprime: dans le domaine législatif, par l'organe de la Chambre (Diète) et du Sénat; dans le domaine du pouvoir exécutif, par l'organe du Président de la République conjointement avec les ministres responsables; dans le domaine de la justice, par l'organe des Tribunaux indépendants.

L'organe essentiel du pouvoir législatif est la Chambre; le Sénat ne joue, par rapport à celle-ci, qu'un rôle d'auxiliaire. Tout projet de loi, voté par la Chambre, sera soumis à l'examen du Sénat. Si dans les 30 jours qui suivent la communication au Sénat du projet de la loi voté, celui-ci n'élève aucune objection, le Président de la République entérine et publie la loi. A la demande du Sénat, le Président de la République peut ordonner la publication de la loi avant que les 30 jours réglementaires soient écoulés. Si le Sénat décide de rejeter ou de modifier la loi votée par la Chambre, il doit en avertir la Chambre dans les 30 jours spécifiés, et au plus tard dans les 30 jours qui suivent, doit renvoyer le projet à la Chambre avec les modifications proposées. Si la Chambre accepte, à la majorité ordinaire, le projet de loi tel qu'il est revenu du Sénat, ou rejette les modifications proposées à la majorité de 11/20 des votants, le Président de la République procède à la publication de la loi dans le texte accepté au cours du dernier vote de la Chambre. Ainsi le Sénat peut retarder mais ne peut pas empêcher la mise en vigueur d'une loi voulue par une franche majorité de la Chambre. D'ailleurs, étant données les bases démocratiques sur lesquelles est fondée la loi réglementant les élection au Sénat, il n'est pas à prévoir de divergences profondes entre le Sénat et la Chambre; et si le cas devait se produire, il sera du domaine de l'exceptionnel

La Chambre se compose de députés, élus pour 5 ans, à compter du jour de l'ouverture de la Chambre, au suffrage universel, secret, direct, égal et proportionnel. Est électeur tout citoyen polonais, sans distriction de sexe, qui le jour où les élections ont été décrétées, a 21 ans d'âge révolus, qui jouit de la plénitude de ses droits civiques et habite dans l'arrondissement électoral donné. La fonction d'électeur doit être accomplie personnellement; on ne peut de voter par procuration. Les militaires en service actif ne jouissent pas du droit de vote. Est éligible tout citoyen jouissant de ses droits électeur, y compris les militaires en service actif indépendamment du lieu où il est domicilié, à condition d'avoir 25 ans d'âge révolus.

Le Sénat se compose de membres élus par les voiévodies (provinces ou palatinats) (Les districts électoraux du Sénat sont plus étendus que les arrondissements électoraux de la Chambre; ils se confondent avec les plus grandes divisions administratives du pays).

Les élections au Sénat se font au scritin universel, égal, secret, direct et proportionnel.

Chaque voiévodie (ou palatinat) constitue un district électoral; d'autre part, le rapport des élus au Sénat par rapport à celui des députes à la Chambre, pour le même nombre d'habitants, est de 4 à 1. Est électeur au Sénat tout électeur à la Chambre, qui le jour de la publication du décret des élections, a 30 ans d'âge révolus et ce jour là, habite depuis un ans au moins, le districts électoral donné. Cette dernière restriction est effectivement de peu de portée étant donné qu'il est specifié qu'elle n'atteint pas les colons fraîchement établis, qui ont dû quitter ainsi la localité où ils habitaient précédemment, et qui sont bénéficiaires de la loi de la réforme agraire; il en est de même pour les ouvriers qui, changeant de patron, ont dû changer de domicile, ainsi que des fonctionnaires de l'Etat, déplacés par ordre. Est eligible au Sénat tout électeur sans que soient exceptés les militaires en service actif, qui, le jour de la publication du décret des élections, ont 40 ans d'âge révolus. Les deux Chambres siègent et se renouvellent parallélement. Personne ne peut siéger simultanément à la Chambre et au Sénat.

La question d'un Parlement à une ou deux Chambres a été l'occasion de discussions passionnées, lors des débats sur la Constitution. En fin de compte, à une majorité infime, la seconde Chambre, le Sénat, fut votée. La majorité des Constitutions récemment votées (Bohême, Autriche, Allemagne, Prusse etc.)

sont basées sur le principe du dualisme du Parlement. Il en est autrement dans les Etats nés sur les ruines de l'Empire russe (Finlande, Esthonie) dont les Constitutions ne prévoient qu'une seule Chambre, et à ce point de vue, se distinguent essentiellement de celle de la République Polonaise. Quant à la seconde Chambre, il en est de deux types: ou bien, celle-ci est l'organe représentatif des provinces autonomes (Autriche, Allemagne), ou bien, elle constitue la représentation d'une catégorie censitaire de citoyens (Bohême: où le cens est basé sur l'âge). La Pologne s'est décidée pour ce second type: les pouvoir électoraux au Sénat sont limités par l'àge (30 ans au minimum).

Le Président de le République Polonaise est élu pour sept ans, à la majorité absolue des voix de la Chambre et du Sénat siégeant ensemble et formant ainsi l'Assemblée Nationale. Si le Président de la République est dans l'impossibilité de remplir ses fonctions, ainsi que dans le cas où le poste présidentiel serait vacant, le Président de la Chambre (Maréchal de la Dietè) remplace le Président de la République. Le Président de la République est détenteur du pouvoir exécutif qu'il exerce par l'organe des Ministres, responsables devant la Chambre, et des fonctionnaires soumis à leur autorité. Le Président de la République signe les décrets de lois, statuts etc, qui doivent être contresignés également par le Ministre compétent, et en ordonne la publication dans le Journal Officiel („Journal des Décrets"). La Constitution polonaise *ne confère pas* au Président de la République le droit de „veto" à l'égard des lois votées par la Chambre. Le Président de la République a le droit, dans le but de faire exécuter les lois, et conformément à la Constitution et aux Réglements Constitutionnels, de publier les décrets, ordonnances, prohibitions etc nécessaires. Tout acte officiel émanant du Président de la République n'est légalement valable que si contresigné par le Président du Conseil et le Ministre compétent, qui, du fait de leur contresignature, en endossent la responsabilité. Le Président de la République représente l'Etat à l'étranger, conclut les traités et accords avec les Etats étrangers et les porte à la connaissance de la Chambre; mais il ne peut ni déclarer la guerre ni conclure la paix sans l'accord préalable de la Chambre. Le Président de la Républi ue commande en chef les forces de terre et de mer; cependant, en cas de guerre, il ne peut exercer personnellement le commandement en chef. Pour les actes en relation avec l'exercice de ses fonctions, le Président de la République est irresponsable aussi bien devant le Parlement que civilement. Dans le cas de haute trahison, de violation de la Constitution ou de crime de droit commun, le Président de la République n'est justiciable de poursuites que devant la Chambre, en vertu d'une loi spéciale votée à la majorité des 3/5 des voix; le quorum exigé des votants doit être égal au moins à la moitié du nombre légal des députés. Le Président de la République nomme et révoque le Président du Conseil; sur la proposition de ce dernier, il nomme et révoque les Ministres. Les Ministres siégeant ensemble, constituent le Conseil des Ministres placé sous la présidence du Président du Conseil. Le Conseil est solidairement responsable, devant la Constitution et devant le Parlement, pour la politique générale du Gouvernement. D'autre part, chaque Ministre en particulier est responsable de la gestion du département dont il a assumé la direction. La responsabilité parlementaire des Ministres devant la Chambre, se décide à la majorité ordinaire. Le Conseil des Ministres dans sa totalité, et chaque Ministre en particulier, sont tenus de déférer au voeu exprimé par la Chambre de les voir abandonner le povoir.

Pour ce qui est des élections présidentielles, la Constitution polonaise se rapproche le plus des Constitutions française et tchèque, où le Président de la République est également élu par le Congrès formé par les deux Chambres siégeant ensemble. Quant aux Etats baltes, seules les Républiques de Finlande et d'Esthonie ont réglé la question des élections et des prérogatives presidentielles. En Finlande, on s'est rapproché du système américain: notamment, le Président est élu par un Conclave spécialement élu; pour ce qui est de l'Esthonie, il n'existe pas la-bàs, à vrai dire, de Président de la République élu par une période déterminée; les fonctions de Chef de l'Etat sont confiées au Président du Conseil qui est responsable devant le Parlement, à l'instar des autres Ministres. Il importe de signaler le fait que, d'après la Constitution polonaise, le Président de la République, n'est détenteur que du povoir exécutif, qu'il n'a pas moindre influence sur le pouvoir législatif; en effet, il n'a pas le pouvoir de suspension des lois votées par la Chambre. Ce système s'écarte du principe admis dans la plupart des pays (Allemagne, Finlande, Tchéco-Slovaquie et autres) où le Président de la République jouit du droit de sanction des lois. Le principe du plébiscite, qui est à la base de la Constitution esthonienne, et qui est admis dans la Constitution allemande, n'a pas été pris en considération par la Constitution polonaise

La Constitution du 17 Mars 1921 prévoit l'administration autonome des provinces (voiévodies vel palatinats) des départements (starosties), des municipalités, des communes rurales; elle statue aussi que les unitées autonomes ont le droit de se fédérer en vue de la solution de questions du ressort des compétences de leur autonomie. L'article 68 énonce qu'un statut spécial mettra sur pied un régime autonome dans les divers domaines de la vie économique du pays, notamment: des Chambres agricoles, du Commerce, de l'Industrie, du Travail salarié et d'autres, dont l'action sera centralisée par

la Chambre Economique Supérieure de la République. Ces Chambres économiques seront appelées à coopérer avec les autorités de l'Etat dans la gestion de la vie économique du pays ainsi que dans le domaine de l'initiative législative; des statuts spéciaux délimiteront et définiront les attributions et compétences de ces divers organismes. Dans cet ordre d'idées, nous avons un reflet des prescriptions, beaucoup plus nettement esquissées d'ailleurs, de la Constitution allemande, laquelle de son côté, a répercuté un faible écho des tendances nouvelles qui se sont fait jour à notre époque, manifestées sous la forme des Conseils d'Ouvriers et Paysans de Russie, dont des essais de transplantation furent faits en terrain allemand.

Dans l'ordre des libertés civiques, la Constitution polonaise garantit le droit de pétition, la liberté individuelle, la liberté de la presse et de la parole, la liberté de conserver et cultiver sa nationalité et sa religion, la liberté de conscience et de confession, la liberté de la science et de l'enseignement. Ces principes, admis par toutes les Constitutions des Etats modernes. ne demandent donc pas à être examinés de plus près, notamment quant à la façon dont ils trouvent leur expression dans la Constitution polonaise. Par contre, mérite d'être signalé en passant l'art. 119 qui énonce que l'enseignement, dans les écoles de l'Etat ou dans celles gérées par les administrations autonomes (primaires, secondaires, supérieures), doit être gratuit. En hors de la Pologne, on retrouve la même chose énoncée dans la Constitution allemande. D'autre part, l'enseignement primaire est obligatoire en Pologne.

La Constitution polonaise s'appuie franchement sur le fondement du principe de la propriété privée, du droit d'en jouir et d'en disposer librement. Cependant, pour ce qui est de la terre, de ce facteur essentiel de l'existence nationale et de celle de l'Etat, des limitations sont apportées au droit de libre disposition. Des statuts ad hoc définiront le droit de l'Etat au rachat forcé de la terre, ainsi qu'à la réglementation du roulement de la terre, en s'en tenant au principe que le régime agraire, dans la République de Pologne, doit s'appuyer sur des exploitations agricoles aptes à une production normale et qui sont la propriété personnelle de celui qui l'exploite (voir: article 99). Ce paragraphe de la Constitution indique que l'Etat polonais porte l'empreinte très nette d'un Etat essentiellement agricole, d'un pays à prédominance politique et sociale de la classe des agriculteurs.

Dans le domaine de la protection du travail, la Constitution du 17 Mars 1921 déclare que tout citoyen a droit, pour ce qui est de son travail, à la protection de l'Etat, et dans les cas de chômage, maladie, accident, à l'assurance sociale dont un statut spécial réglera le fonctionnement. Des statuts spéciaux réglementent la protection de la maternité. Le travail salarié des enfants au-dessous de 15 ans est interdit, de même que le travail de nuit des femmes et des adolescents dans les catégories de l'industie où ce travail est nocif. Il est également interdit d'occuper, de façon constante et contre rémunération, les enfants et jeunes gens en âge d'aller à l'école.

La Constitution de la République Polonaise a été proclamée le 1-er Juin 1921 (N. 44 du Journal Officiel). Conformément à l'article 126 de ladite Constitution, celle-ci est entrée, ce jour-là, en vigueur. Simultanément avec le Statut Constitutionnel du 17 Mars 1921, a été publié le Statut Transitoire du 18 Mai 1921, lequel réglemente l'organisation provisoire du Pouvoir Suprême de la Répulique Polonaise. Cette Loi statue que la Chambre Constituante détiendra ses pouvoirs jusqu'au moment de l'entrée en fonction du Pouvoir Législatif, sur les bases prévues par la Constitution, c'est-à-dire jusqu'à la date de l'ouverture de la prochaine Chambre (Diète) ainsi que du Sénat; le même jour, par le jeu automatique de la loi, la Chambre Constituante, qui siège actuellement, sera dissoute. Les premières élections à la Chambre et au Sénat, dans les conditions prévues par la Constitution, seront ordonnées par le Chef de l'Etat actuellement en charge (Joseph Pilsudski), après quoi, le septième jour au plus tard après l'ouverture de la Chambre et du Sénat, se réunira l'Assemblée Nationale, formée par la Chambre et le Sénat siégeant ensemble, qui procédera à l'élection du Président de la République. Jusqu'au moment de l'instauration du Président de la République élu par le Congrès, le Chef de l'Etat actuellement en charge continuera d'exercer ses fonctions, sur les mêmes bases que précédemment.

Lesdits pouvoirs provisoires du Chef de l'Etat actuel ont été établis par la motion votée par la Constituante le 20 Février 1919, en vertu de laquelle, la Chambre (Diète) remettait entre les mains de Joseph Pilsudski l'exercice ultérieur de la charge de Chef de l'Etat, sur la base des principes suivants:

1-o Le Chef de l'Etat représente l'Etat polonais. Il est chargé d'exécuter les décisions votées par la Chambre, et cela aussi bien en matière civile que militaire.

2-o Le Chef de l'Etat est chargé de procéder, quand il y a lieu, à la formation du Gouvernement, et cela après entente préalable avec la Chambre.

3-o Le Chef de l'Etat, ainsi que le Gouvernement constitué par lui, sont responsables devant la Chambre.

4-o Tout acte officiel émanant du Chef de l'Etat doit porter, pour être valable, la contresignature du Ministre intéressé.

J. Krzywicki.

Etat de l'Industrie en Pologne.[1])

(Quelques réflexions).

Quoique une certaine amélioration se laisse déjà entrevoir, l'état économique en Pologne est incontestablement encore dans une période de dépression

1. Etat activ du travail.

L'état activ du travail en mars, comparé à décembre, subit les changements suivants: le nombre des maisons qui ont envoyé leurs compte, rendus à l'Office Central de la Statistique (dans l'ancien Royaume du Congrès et en Petite Pologne) se présente comme suit:

Etat de l'industrie au mois de mars 1921 en comparaison de celui du mois de décembre 1920.

BRANCHES D'INDUSTRIE.	Nombre des entreprises	Nombre d'ouvriers occupés à la fin du mois			Nombre de jours du travail au courant du mois			Nombre d'heures du travail au courant du mois		
		Décembre	Mars	l'augmentation ou de la diminution	Décembre	Mars	l'augmentation ou de la diminution	Décembre	Mars	l'augmentation ou de la diminution
Total . . .	900	86.824	92.653	+ 6,7	21.025	21 363,5	+ 1,6	198.963	205.586	+ 3,3
Ind. minerale	55	2.770	3.151	+13,7	1.243	1.280	+ 2,9	9.855	11.402	+ 0,1
Ind. des métaux	45	5 715	5 932	+ 3,8	931	1.066	+14,5	8.406	8.995	+ 7,0
Ind méchanique et éléctrotechn.	101	5.637	6.148	+ 9,1	2.369	2.442	+ 3,1	19.073	19.582	+ 2,7
Ind. chimique	40	1.749	1.808	+ 3,4	891	908	+ 1,9	9 484	9.670	+ 1,9
Ind. textile	278	50.940	55.665	+ 9,3	6.042	6.164	+ 2,02	63.344	66.975	+ 5,7
Ind. du papier	16	1.213	1.209	− 0,3	379	400	+ 5,5	4.170	4.346	+ 4,2
Ind. du cuir et des peaux .	37	1.549	1.618	+ 4,4	858	865	+ 0,8	6.911	6.759	− 2,2
Ind. du bois	114	5.036	5.126	+ 1,8	2.578	2.618	+ 1,6	15.719	16.664	+ 6,01
Ind alimentaire	69	5.642	5.317	− 5,8	2.3 3	2.390	+ 1,14	25.305	24.019	− 5,1
Ind. du vétement	65	2.756	2.791	+ 1 3	1 285	1.228,5	− 4,4	11.000	10.313	− 6,2
Ind. polygraphique . . .	50	1.706	1.764	+ 3,4	1 222	1.134	− 7,2	9.329	10.441	+11,9
Inst. d'utilité publique . .	30	2.111	2.124	+ 0,6	864	867	+ 0,3	16 367	16.420	+ 0,3

La plus sérieuse branche d'industrie: l'industrie textile a été mobilisée à un degré important. On pourra juger du développement graduel de cette industrie dans l'arrondissement de Łódź, (en comparaison du chiffre des ouvriers employés avant guerre) par le nombre donné plus bas des ouvriers travaillant actuellement, et de celui des ouvriers travaillant avant guerre.

DATE	Industrie de laine	Industrie cottonière
1.IV. 1920	19,0%	40,5%
1.X. 1920	26,5%	51,5%
1.I 1921	35,5%	52,5%
I.IV. 1921	40,5%	60,0%

L'amélioration des conditions du marché de travail est aussi constatée par la Statistique des Offices de l'Etat d'Entremise du Travail dans le Royaume du Congrès et en Petite Pologne. Les chiffres se présentent ainsi:

MOIS	Demandes de travail	Offres de travail
1920 r. VII.	56.106	27.047
VIII.	53 281	30.290
IX.	37.336	17.724
X.	30.148	15.616
XI.	25.888	14.766
XII.	26.582	13.085
1921 r. I.	29.490	12.794
II.	30.095	11. 15

2. Diminution des frais de subsistance.

La diminution des frais de subsistance, dans les grands centres industriels est un symptôme, intéressant

[1]) En donnant ici certains chiffres et réflexions sur l'état économique de pays nous nous sommes abstenus de parler de la question des transports, qui a été longuement traitée dans le Nr. 1 de notre publication. (Red.)

et qui peut influer considérablement sur l'état général de l'industrie. La hausse violente des frais de subsistance de les derniers mois, était pour l'industrie un fait foncièrement déprimant. En raison de cette hausse, le prix du travail augmentaient graduellement, ce qui rendait impossible un calcul normal et influait sur la hausse constante des prix La hausse graduelle et continue des produits manufacturés affaiblissait les débouchés de l'industrie, amenant ainsi à la suspension de la production.

Sur la base des calculs de la Commission établie pour l'examen de la question des frais de subsistance, l'oscillation des prix, pour une famille d'ouviers, composée de 4 personnes, se présente (en %) pendant les derniers mois, comme suit:

	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril
	1920		1921			
Varsovie	+20,45%	+31,06%	+26,05%	+20,88%	+5,58%	— 4,06%
Łódź	—	+3[illegible],93%	+39 98%	+14,62%	0,02%	— 5,46%
Poznań	+21,2% (9.XI.)	+38,1%	+10,0%	+ 7,9%	+2,5%	+12,4%
Czenstochowa	+15,47%	+40,82%	+22,5%	—	—3.98%	+ 0,29%
Sosnowiec	—	+46,[illegible]%	+26,7%	+ 9,16%	—0,62%	+ 4,37%
Lublin	—	—	—	—	—2,42%	— 8,6%

Nous voyons par ces chiffres, la baisse effective de l'augmentation des frais de subsistance ; une certaine hausse en avril, est notée seulement à Poznań, Sosnowiec, Częstochowa, par contre, à Varsovie, Łódź et Lublin, les frais de subsistance ont diminué. La hausse continuelle des prix en Posnanie est dûe à ce que le niveau de prix dans l'ancienne annexion prussienne est de beaucoup inférieur à celui des autres régions de la Pologne. Peu à peu cependant le processus de stabilisation du niveau de prix s'y accentue.

3. Bilan de Commerce.

Une amélioration du Bilan de Commerce est sensible. L'importation et l'exportation (de tonnes.— par milliers) se présente pour tout le courant de l'année 1920, comme suit:

MOIS	Importation sans houille de Haute-Silésie	Exportation	Importation de la houille de Haute-Silésie
1920. Janvier	59.—	7.—	133
Février	65.—	20.	245 —
Mars	78.	21,—	265. —
Avril	51 —	61.	256 —
Mai	76 —	61.—	246.—
Juin	121.—	40.	3[illegible]1.—
Juillet	102.—	46.—	367.—
Août	44.—	34.—	165. —
Septembre	49.—	68.	195.—
Octobre	57 —	81.—	116.—
Novembre	74.—	81.—	98 —
Décembre	90.—	102.—	2[illegible]4.—
1921. Janvier	95.—	119.—	289 -

La production de la houille, quoique inférieure à celle d'avant guerre, suit un cours normal.

Année	Extraction en tonnes	Par comparaison à la production du 1-r semèstre de 1913—prise comme cent.
I semèstre 1913 r.	4 506.220,4	100
I „ 1919 „	2.766.052,4	[illegible]1,4
II „ 1919 „	3.317.6[illegible]4 1	73,6
I „ 1920 „	3 14[illegible].5[illegible]6,6	69 9
II „ 1920 „	3.2[illegible]0.177,4	72,3

L'approvisionnement de l'industrie en combustibles, très désavantageux en 1920, s'est sensiblement amélioré et est suffisant. L'industrie textile de Łódź, ayant acheté 15.000 tonnes de charbon de Haute Silésie, ne souffre point du manque de houille. Ce manque ne s'est pas aussi fait sentir dans le bassin de Dombrowa, où le transport des combustibles est généralement effectué par chevaux. L'industrie de la Silésie de Cieszyn s'est trouvée plus mal approvisionnée.

4. Fourniture des matières premières.

La fourniture des matières premières, dans les diverses branches de l'industrie, était différente. L'industrie textile était suffisamment approvisionnée en laine et coton. La question du transport, difficile et incertain, avaient obligé les industries à acheter leurs marchandises par anticipation ; l'industrie polonaise ne pourra donc, que beaucoup plus tard, profiter de la grande baisse des matières premières, qui règue actuellement sur les marchés mondiaux. Les fabriques travaillent maintenant la laine et le coton, antérieurement achetés à des prix très élevés, ce qui explique la cherté des produits polonais. Dans l'industrie des cuirs, en raison de la levée du sèquestre, la fourniture des matières premières a été normale. Les fabriques de papier se ressentent du manque de cellulose.

5. Fourniture des machines et outils.

C'est dans l'industrie textile que la question de fourniture des machines et outils, se représente le plus désavantageusement. Pedant l'occupation allemande, les autorités ruinaient systématiquement les arrangements techniques des établissements textiles, en vue d'affaiblir une concurrence future, et ont pris aux fabriques: moteurs, cardes, peignes, courroies de transmission etc, etc., tandis que les parties en cuivre et cuivre jaune — des machines — étaient réquisitionnées. Maintenant que l'industrie recommence peu à peu à fonctionner, la remise en état des arrangements techniques nécessite des capitaux énormes. En raison du cours désastreux du mark polonais, l'importation de l'étranger des machines et outils, représente de sérieuses difficultés, et vu la défense d'exportation en Pologne, le boycottage allemand empire encore la position. L'industrie s'approvisionne dans une certaine mesure en dehors de l'Allemagne, en machines et outils, et aussi en machines allemandes qui viennent en Pologne par la Yougoslavie et l'Autriche.

6. Le Crédit.

La question du crédit n'est pas encore réglée. L'industrie textile effectue principalement ses achats en argent comptant et profite partiellement du crédit de garantie, du gouvernement. En raison des énormes frais de production, provenant de la dépréciation du mark polonais, le crédit des Banques ne couvre qu'en partie seulement les demandes du capital roulant.

7. Situation des ouvriers et productivité du travail.

La situation des ouvriers est relativement satisfaisante. L'accord des parties, dans les cas de différends, est facilité par le réglement des conditions du travail, par contrats collectifs qui commence à entrer en usage. La table suivante illustre le mouvement gréviste en 1920:

MOIS	Grèves	Nombre des grèvistes	Nombre des journées de travail perdues
I. II. III.	187.—	—	—
IV	61.—	59.481	—
V.	70.	36 988	—
VI.	48.—	14.954	—
VII.	14.—	5.956	19.629
VIII.	—	—	8 856
IX.	14 —	11 606	63 562
X.	49.–	210.707	628.966
XI.	52.	61.203	650.208
XII.	35.—	34 649	161.119

Le mouvemet gréviste a été beaucoup plus fort dans la première moitié de l'année, que dans la seconde. Il faut ajouter que la réelle statistique des grèves, n'ayant été commencée que dans le second semèstre de 1920, le nombre des différends, notés au commencement de l'année, est inférieur à la réalité. En juillet et Août l'interruption des grèves s'explique par le grand élan de patriotisme national, au moment de l'invasion des bolchéviques. Le grand nombre de grévistes noté en octobre, s'explique par la grève générale des employés de chemin de fer.

Les grèves „sauvages" éclatent plus rarement, depuis le développement des Societés professionnelles d'ouvriers. On règle les conditions de travail et les salaires au moyen de contrats collectifs.

Dans un grand nombre d'industries, la productivité du travail s'est sensiblement agrandie, et d'après les assurances des entrepreneurs, elle n'est pas inférieure à celle d'avant guerre. Les défauts de l'approvisionnement sout la véritable cause d'une certaine décadence de l'intensité du travail. L'introduction des 46 heures de travail hebdomadaire n'a guère en somme influé sur la productivité et les huit heures de travail quotidien, n'ont pas eu encore le temps de démontrer leurs effets.

8. Prix des marchandises.

Dans de certaines industries, telles que les industries de verrerie, des cuirs, textile, poligraphique et des vêtements, les gains des ouvriers sont assez considérables, et influent conséquemment sur la hausse anormale des frais de production, et beaucoup de marchandises, importées de l'étranger, se vendent à meilleur compte que les articles du pays. On remarque donc, dans certaines industries, et particulièrement dans l'industrie textile, une tendance des entrepreneurs à vouloir diminuer les prix du travail. On peut s'attendre dans un cours délai, en tant que les frais de subsistance parviendront à une certaine stabilité, à une lutte dans l'industrie polonaise pour la conservation des prix élevés de gains, ainsi que pour l'adaptation de ces prix au rendement des entreprises, à la productivité du travail et au niveau des prix établis sur les marchés mondiaux. La situation est d'autant plus à prevoir, que l'industrie polonaise, jusqu'à l'heure actuelle, avait surtout travaillé pour le gouvernement et l'armée. Elle comptait donc moins avec les marchés privés, ayant une aussi stable clientèle, qui payait des prix élevés. Mais la guerre finie et l'armée demobilisée, l'industrie doit entreprendre la conquête des marchés privés (sur lesques s'appuyera son existence) par le bon marché des marchandises et lutter ainsi avec les concurrences du pays et de l'étranger.

Les premiers symptômes du développement de la concurrence industrielle polonaise se font déjà apercevoir. Les prix commencent un peu à baisser, quoique faiblement encore et d'une manière incertaine. Dans le commerce libre, le prix des grains a sensiblement diminué et une certaine baisse des marchandises textiles est à remarquer, ainsi que celle des prix du cuir.

Les symptômes entrevus d'une crise possible, tout en principe d'un caractère tout différent de celui de la crise dont l'Europe Occidentale et l'Amérique sont actuellement l'arène. Tandis que là-bas — les dépots sont remplis et il y a excédant de marchandises, en Pologne on ressent par contre le manque de marchandises. La baisse des prix dans ces pays, s' xpliquent par l'interruption des livraisons de guerre et par le changemenr de la production de „guerre en production „pacifique". En raison, de la grande diminution de la consommation de guerre, le marché libre a été largement approvisionné, ce qui a amené à la baisse des prix.

Il est incontestable que la vie économique en Pologne comme toutes les vies économiques des système capitaliste, est étroitement liée à l'état du marché mondial et se ressent de toutes ses oscillations. La crise économique actuelle résulte du manque d'équilibre des rapports de l'échange international. L'Europe Orientale et aussi dans une certaine mesure l'Europe Centrale, ont cessé pour des raisons différentes d'être acquéreurs sur le marché mondial: une crise en a résulté. Avant guerre, l'industrie polonaise travaillait pour les marchés étrangers, principalement russes. Il est donc évident que la mobilisation complète de l'industrie polonaise, même après approvisionnement suffisant en matières premières, machines etc., ne pourrait avoir lieu, avant que les rapports d'échange du marché mondial ne soient revenus à un état normal. Le placement des marchandises sur le marché intérieur rencontre, pour cause de manque d'argent comptant, un grand nombre de difficultés. En raison de l'insuffisance des capitaux de roulement, les producteurs ne peuvent accorder de crédit, même à court terme, ce qui constitue un empêchement spécial pour nouer des relations avec les petits acquéreurs. La hausse constante des prix du travail, du charbon, des articles techniques et auxiliaires, ainsi que la baisse du mark polonais sont les causes pour les quelles les maisons ne peuvent conclure de transactions à terme. La vente des marchandises s'opère immédiatement et sur place. Par suite de ces conditions, l'industrie textile de Łódź ne peut effectuer le placement de ses marchandises dans les provinces de la Pologne, plus éloignées, comme par exemple en Galicie, où les concurrences tchèque et autrichienne se font fortement sentir. Le débit du fil est difficultisé en raison de la baisse continue du prix des matières premières et par la grande concurrence de l'industrie européenne de l'Ouest, qui livre souvent les marchandises à des prix beaucoup plus bas, que ne le sont en Pologne, ceux de la production même. Dans l'industrie métallurgique, le nombre des commandes est suffisant, et l'etat du travail actif satiffaisant, dans l'industrie des cuirs, les conjectures sont peu favorables, (les choses vont mieux en Silésie de Cieszyn) à cause des symptômes de calme dans les affaires, et dans l'industrie chimique, le placement des marchandises est très important et dépasse parfois les possibilités de production.

Il est difficile de prevoir la celérité, avec laquelle l'industrie polonaise pourra se développer dans les mois à venir, et qui aura à dépendre de beaucoup de facteurs. La conclusion de la paix, à Riga, amenant à un état de sécurité pacifique, contribuera avantageusement au développement économique du pays. Par contre, le problème de Haute-Silésie reste toujours inquiétant. Si dans un bref délai, le gouvernement polonais parvient à resoudre les questions de frontières ainsi que celle du problème budgétaire, on peut espérer arriver à une stabilité des rapports économiques la plus sérieuse des conditions nécessaires à la renaissance économique de la Pologne.

E. Lipiński.

La Bourse de Varsovie.

Le cours du mark polonais vient dernièrement de subir une forte baisse, occasionnée par des faits indépendants du régime économique intérieur. Le système économique du pays démontre dans le domaine du bilan de commerce, dans la mobilisation de l'industrie et dans l'essor de l'agriculture, un progrès constant et rapide. Une des raisons principales et fondamentales de la baisse subite a été, que les Allemands ayant jeté sur le marché international une très sérieuse provision de marks polonais dans le but d'achat de dollars pour le payement des réparations cela a amené (motifs psychologiques) à une offre remarquable de marks à la bourse autrichienne et dans d'autres. La baisse a été, à cette même époque, encore augmentée par la demande de valeurs etrangères du gouvernement polonais, qui devait effectuer des payements indispensables. Actuellement, la baisse du mark polonais s'est arrêtée, mais on ne peut s'attendre à un changement décisif qu'après les moissons et la décision du problème de Haute Silésie. L'achat de la houille de Haute Silésie et des grains, décidant du caractère négatif du bilan de commerce polonais, rend une plus prompte amélioration du cours du mark polonais, impossible.

	1		2		3		4		5		6		7		8	
	Dollar américain		Florins hollandais		Livre sterling		Franc Suisse		Couronnes suédoises		Couronnes danoises		Couronnes norvegiennes		Franc belge	
Parité (M)	4,1979		168,74		20,43		81,00		112,50		112,50		112,50		81,00	
Data	Mk.	%	Mk.	%	Mk.	%	Mk.	%	Mk.	%	Mk.	%	Mk.	%	Mk.	%
1921 r.																
10.I	730,00	17389,6	23700,00	17045,3	2685,00	13143,4	11100,00	12481,5	—	—	—	—	—	—	—	—
10.II	775,00	18461,6	—	—	—	—	12900,00	15925,9	—	—	—	—	—	—	—	—
10.III	880,00	20962,9	—	—	3490,00	17082,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
21. „	700,00	16675,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
30. „	820,00	19533,3	—	—	3300,00	16152,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
9.IV	795,00	18938,0	29500,00	17482,5	3270,00	16005,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
19 „	790,00	18816,6	—	—	3260,00	16956,9	14150,00	17469,1	—	—	—	—	—	—	—	—
30. „	835,00	19890,8	—	—	3400,00	16642,2	—	—	—	—	—	—	—	—	050,00	7469,1
11.V	840,00	20010,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
20. „	900,00	21439,3	—	—	—	—	15200,00	18765,4	—	—	—	—	—	—	—	—
30. „	995,00	23702,3	—	—	—	—	18200,00	22449,1	—	—	—	—	—	—	—	—
10.VI	1180,00	28109,3	—	—	4475,00	21904,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
20. „	1350,00	32159,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

	9		10		11		12		13		14		15		16			
	Franc français		Lires italliennes		Marks finlandais		Leis roumains		Marks allemands		Couronnes tchequo slov		Coronnes autrichiennes		Roubles tzariens		Roubles de la Douma	
Parité (M)	81,00		81,00		81,00		81,00		100,00		85,06		85,06		216,00		216,00	
Data	Mk.	%	Mk.	%	Mk.	%	Mk	%	Mk.	%	Mk.	%	Mk.	%	Mk.	%	Mk.	%
10.I	4400,00	5432,1	2550,00	3148,1	2175,00	2685,2	950,00	1172,8	1020,00	1020,0	825,00	969,6	112,00	131,7	442,50	204,9	83,00	38,4
10.II	5650,00	6975,3	—	—	—	—	—	—	1280,00	1280,0		—	117,00	137,5	492,00	227,8	75,00	34,7
10.III	6300,00	7777,8	—	—	—	—	1210,00	1493,8	1375,00	1375,0	—	—	—	—	—	—	59,00	27,3
21. „	5600,00	6913,6	—	—	—	—	—	—	1405,00	1405,0	—	—	—	—	—	—	62,00	28,2
30. „	—	—	—	—	—	—	—	—	1340,00	1340,0	—	—	—	—	480,00	222,2	—	—
9.IV	5[illegible]00,00	7283,9	—	—	—	—	—	—	1340,00	1340,0	1140,00	1340,2	128,00	150,5	—	—	—	—
19 „	5700,00	7037,0	—	—	—	—	—	—	1290,00	1290,0	1115,00	1309,7	131,00	154,0	360,00	166,7	—	—
30. „	6400,00	7901,2	3800,00	4691,4	—	—	—	—	1300,00	1300,0	1115,00	1309,7	130,00	152,8	—	—	—	—
11.V	7100,00	8765,4	4375,00	5401,2	—	—	—	—	1330,00	1330,0	—	—	159,00	174,0	—	—	56,00	25,9
20. „	7700,00	9506,2	—	—	—	—	—	—	1550,00	1550,0	—	—	154,00	181,0	—	—	—	—
30. „	8600,00	10617,4	—	—	—	—	—	—	1630,00	1630,0	—	—	182,00	214,0	—	—	—	—
10.VI	9800,00	12098,8	—	—	—	—	—	—	1800,00	1800,0	1750,00	2057,3	195,0	229,3	500,00	231,5	55,00	25,5
20. „	11400,00	14074,1	6875,00	8487,7	—	—	—	—	1975,00	1975,0	—	—	225,00	264,5	530,00	245,4	—	—

SAVA KIROFF.

La situation financière de la Bulgarie.

Le sujet que nous nous sommes proposé de traiter dans le présent article est un sujet trop vaste et qui ne saurait être épuisé sans être examiné et connéxité avec la situation de l'économie nationale tout entière

Mais notre article devant être forcément restreint, notre prétension se borne-t-elle d'essayer tout simplement de donner aujourd'hui des éclaircissements succints, mais suffisants sur les questions financières qui retiennent l'attention du pays. Nous osons espérer que ces éclaircissements permettrons aux lecteurs de se faire une idée assez exacte de la situation financière de la Bulgarie.

On peut dire en général que la Bulgarie traverse une grave crise financière. La mauvaise situation financière du pays est conditionnée par sa désorganisation économique et par sa situation politique peu envieuse. Sa dette croît sans cesse et ses budgets sont depuis de longues années bouclés avec des déficits que l'on ne parvient à couvrir que par des emprunts conclus chez nos banques d'Etat et, avant l'armistice qui a mis fin à la guerre, à l'étranger.

La guerre mondiale a amené une désorganisation de la vie financière et économique de tous les pays, désorganisation marquée par une diminution de production et par une restriction des relations commerciales, résultant du fait de la réquisition des moyens de transport, de la hausse du frêt, de la grande augmentation des primes d'assurances etc. Ces conséquences funestes n'ont épargné aucun pays, mais elles ont eu des répercussions autrement graves dans les pays des anciens belligérents au nombre desquels se trouvait aussi la Bulgarie.

Déjà avant l'entrée de la Bulgarie dans le conflit européen, sa situation financière n'était pas brillante par suite des dettes considérables que lui avaient laissées les guerres balkaniques de 1912—1913. Dès cette époque les recettes ne suffisaient plus à couvrir les grandes dépenses publiques.

En 1912, à la veille de la déclaration de la guerre balkanique, la Bulgarie avait une dette de 683.000.000 léva; après la guerre, en 1913, cette dette était montée à 1.200 000 000 léva. En 1914, le budget des dépenses de l'Etat dépassait de 33 millions celui des recettes; en 1915, pour le budget ordinaire tout seul, le déficit prévu était de 80 millions.

Pour couvrir ses frais de guerre, la Bulgarie recourait à des emprunts conclus à l'étranger et à des emprunts intérieurs. Selon les données fournies par le ministre actuel des Finances, Monsieur M. Tourlakoff, à propos de son exposé devant la Chambre Bulgare, à l'occasion du dépôt du projet de budget pour l'exercice 1921/1922, les dettes de l'Etat Bulgare provenant des emprunts consolidés s'élèvent à 548 millions de francs or. En outre, la Bulgarie doit, en vertu du traité de paix de Neuilly une contribution de guerre de 2.250 millions de francs or, ce qui fait en tout pour ses dettes consolidées un total de 2.798 millions frs. or.

Les dettes non consolidées de l'Etat bulgare se montent en chiffre rond à 440 millions frs. or.

Il en résulte donc que la dette extérieure de la Bulgarie atteint 3.238 millions frs. or.

D'autre part, les dettes intérieures résultant de l'Emprunt d'Etat intérieur de 1914 et des prêts consentis à l'Etat par la Banque Nationale de Bulgarie, la Banque Agricole de Bulgarie et la Banque Centrale Coopérative de Bulgarie, s'élèvent à un total de 3 228.194.908 léva.

Donc en comptant le franc français au taux de 1:6 (taux d'il ya deux mois) et en y comprenant la dette intérieure envers la Banque Nationale de Bulgarie, le total général des dettes consolidées et non consolidées de l'Etat Bulgare s'élève, en chiffre rond, à 22.649 millions de léva, ou environ 4 milliards de francs français. Toutefois, il convient d'ajouter à ce chiffre les dettes qui courent par suite d'un grand nombre de charges résultant de la guerre. Il en résulte donc qu'en dehors de cette dette de 22.649 millions de léva, le Tresor aura à compter annuellement avec une dépense d'environ 200 millions pour les pensions des invalides, somme qu'il faudra payer pendant une série d'années, que le le cours du lév s'élève ou non jusqu'au cours du franc or.

Tel est le tableau approximatif des dettes de l'Etat bulgare.

En face des dettes que nous venons d'énumérer quelle est l'encaisse en or de la Banque Nationale de Bulgarie qui est le caissier de la Trésorerie et les billets de banque en circulation dans le pays? Nous avons une couverture de 85.687 856 léva, tandis que les billets en circulation s'élèvent à 3.318.267.799 léva. Ces billets sont plus nombreux, mais on constate dernièrement une diminution des billets en circulation.

D'autre part, d'après le compte de la Banque Nationale de Bulgarie le portefeuille sur l'étranger qui en 1917 était de 1.197.693.000 léva, est tombé en 1919 à 362.278.000 léva. Nos correspondants à l'étranger en 1915 avaient en portefeuille 194.337.000; en 1919 ils arrivent à 1.003.132.000 léva. Plus tard, en août 1920, ils remontent à 1.429 483.000 léva. Le portefeuille est tombé de 1915 au 22 décembre 1920 à 14.578.000 léva.

Examinons maintenant le budget de l'Etat. Nous avons fait ressortir que depuis 1912 les budgets de l'Etat se bouclaient par des defi-

cits. Malgré tous les efforts faits par le gouvernement agrarien qui dirige actuellement les affaires en Bulgarie, le ministre des Finances n'est pas arrivé à présenter à la Chambre un budget équilibré pour l'exercice 1921/1922, mais il a pu, tout de même, réaliser un budget aux dépenses réduites, ce qui marque déjà une amélioration de la situation financière du pays. En effet, le budget ordinaire de l'exercice 1920/1921 se chiffrait aux dépenses par 3 milliards de léva environ et aux recettes par 2.600 millions. Or, le budget de 1921/1922 se clôt par des dépenses réduites qui n'atteignent plus que 2.400 millions en chiffre rond et les recettes figurent pour 2.115 millions, accusant ainsi un déficit de 300 millions.

En présence de cette situation et d'un budget bouclé par un déficit qui doit grossir par la suite, nous devons nous demander où trouvera-t-on des ressources pour acquitter ces obligations et comment couvrira-t-on le reste des dépenses de la Bulgarie? D'après les déclarations du ministre des Finances M. Tourlakoff, dans l'état actuel des impôts qui frappent le contribuable bulgare, on ne peut pas procéder à de nouveaux relèvements: on a atteint la limite extrême des impositions. En effet, le dernier budget nous montre que les impôts s'élèvent à 500 540 léva par tête, et les dettes à environ 6.000 léva par tête. Au surplus, il ne faut pas oublier qu'en dehors de ces 500 - 540 léva que le contribuable bulgare doit payer pour assurer les recettes du budget ordinaire pour satisfaire les besoins ordinaires de l'Etat, il doit songer à payer les dettes résultant de l'indemnité de guerre imposée à la Bulgarie, puis il faut songer aussi aux obligations qu'imposent les besoins culturels du pays et pour lesquelles il faut chercher des ressources.

Alors nous devons nous demander comment pourrait-on faire face à cette situation? Est-ce qu'il existe des symptômes favorables, permettant d'espérer que la production du pays et sa puissance économique pourront s'accroître? Quels sont ces symptômes qui autorisent l'espoir en un meilleur avenir? Eh bien, on peut affirmer que ces symptômes existent et que la situation s'améliorera lentement, mais sûrement et cela, en premier lieu, grâce au relèvement de l'energie nationale qui se réveille et se ressaisit en vue de l'accroissement de la production. Ce phénomène a été constaté l'année passée et il est visible non seulement dans la production agricole où la surface ensemancée sera cultivée en dépit du cheptel réduit, mais aussi dans les exploitations de l'Etat.

Un autre symptôme qui est de bon augure pour le futur développement économique de la Bulgarie, ce sont les efforts déployés par tous et partout en vue de la construction de voies de communications. Le besoin de communications faciles et bonnes s'est fait fortement sentir chez tout Bulgare et on voit aujourd'hui que des travaux sont entrepris par l'initiative privée là où les ressources ne font pas défaut. Cette initiative est très dévéloppée au sein du peuple bulgare et c'est là un phénomène satisfaisant.

Le troisième élément qui permet d'espérer un accroissement de la production nationale, ce sont les richesses naturelles de la Bulgarie. Ces richesses naturelles sont tellement considérables, que s'il avait des capitaux suffisants à sa disposition, le Gouvernement Bulgare obtiendrait en peu de temps des revenus remarquablement élevés pour le fisc et qui lui permettraient de faire face aux exigences culturelles du pays ainsi qu'aux obligations qui ont été imposées à la Bulgarie. Le pays est très riche en produits du sol et du sous-sol. Ainsi par exemple ses richesses minières sont telles que si l'on extrayait 1.000.000 tonnes par an, il en restera encore pour des milliers d'années.

Telle sont les considérations qui permettent d'espérer beaucoup, au milieu de la situation sombre où se trouve plongée la Bulgarie.

Fort de ces considérations et de l'appui du peuple tout entier dont la qualité la plus précieuse est son amour du travail, le Gouvernement agrarien présidé par M. Alexandre Stamboliisky qui dirige si heureusement les destinées du pays, s'est courageusement attelé à la tâche ardue de faire sortir la Bulgarie de cette situation. Aussi a-t-il entrepris et réalisé une série de réformes législatives et de mesures administratives qui visent à assurer l'assainissement de la monnaie bulgare (actuellement un franc français vaut 7 léva bulgare), le développement rapide des voies de communications et principalement l'exploitation rationnelle des richesses nationales qui peuvent donner des revenus deux ou trois fois plus grands que les revenus obtenus par le fisc des contributions directes et indirectes.

Mais parmi les nombreuses réformes réalisées par le Gouvernement agrarien de M. Stamboliisky dans le but d'assurer la restauration économique du pays, il est une réforme d'une importance inappréciable, qui à notre avis est destinée à avoir une repercussion mondiale — c'est celle de *la prestation du travail obligatoire*. Persuadé qu'en dehors des contributions déjà insupportables, la Bulgarie ne dispose actuellement d'autres ressources pour rendre possible son relèvement économique et sa marche vers le progrès, ce Gouvernement a pensé qu'il n'avait qu'un moyen unique pour augmenter la production et l'exploitation des richesses nationales: l'accroissement du travail collectif sans charges pour l'Etat. C'est ce qu'il a pu heureusement réaliser par l'introduction du travail obligatoire auquel, en vertu d'une loi, sont astreints tous les citoyens bulgares sans distinction de sèxe et de position sociale. C'est une institution purement économique ayant uniquement pour but, comme nous l'avons dit plus haut, d'améliorer et d'augmenter la production.

Les résultats obtenus jusqu'à présent par le travail obligatoire sont si rassurants qu'on pourrait affirmer, sans crainte de démentir, que la Bulgarie marche sûrement vers sa restauration économique.

Telle est en resumé la situation financière de la Bulgarie. On ne saurait nier qu'elle est difficile et critique, mais nous croyons que grâce à sa consolidation intérieure et aux réformes de son Gouvernement agrarien dans le domaine des finances, de l'économie aussi bien que dans le domaine de la politique intérieure, la Bulgarie parviendra à sortir heureusement de la situation actuelle.

La Finlande.

Bilan commercial de la Finlande de Janvier à Avril 1921.

La crise mondiale, a également eu son contre-coup en Finlande, où elle a causé momentanément un affaiblissement du mouvement commercial, particulièrement sensible dans le premier trimestre, en ce qui concerne l'exportation surtout des produits en bois et dans l'industrie du papier; notons aussi un faiblissement de l'importation en Mars (par rapport à Février) surtout en ce qui concerne le sucre non raffiné.

La diminution du mouvement commercial a subi cependant une saute, peut-être passagère en février, probablement à la suite de la hausse due à l'introduction du commerce libre et aussi vu la baisse notable du mark finlandais; ces causes ont eu pour résultat, la première d'augmenter et même notablement l'importation, la deuxième d'améliorer les conjonctures de l'exportation et l'augmentation de l'exportation, cela cependant dans de moindres proportions.

Le tableau ci-dessous met en évidence les tendances dont nous parlons et leur saute au mois d'avril.

MOIS	IMPORTATION		EXPORTATION		Excédent de l'importation	
Janvier	194,7	en millions de marks	95,4	en millions de marks	99,3	en millions de marks
Février	271,1		64,2		206,9	
Mars	170,4		58,4		112,0	
Avril	296,6		111,2		185,4	

La Finlande qui, l'année précédente avait eu un commerce très animé avec les Etats européens et ceux de l'autre côté de l'Océan, a vu, dans les 4 premiers mois de l'année courante ce commerce pendre une tournure très défavorable.

ETATS	IMPORTATION	EXPORTATION	Excédent de l'exportation (+) ou de l'importation (—) de Janvier—Avril en 1921	Excédent de l'exportation (+) ou de l'importation (—) en 1920
1. Angléterre	266,4	148,4	— 118,0	+ 254,8
2. Allemagne	232,6	41,4	— 191,2	— 481,5
3. Suède	118,8	36,7	— 82,1	— 142,5
4. Amérique du Nord	110,1	40,1	— 70,0	— 602,2
5. Danemarck	86,0	10,9	— 75,1	— 22,9
6. Indes hollandaises.	33,6	—	— 33,6	— 167,5
7. Hollande	30,8	10,2	— 20,6	+ 194,8
8. Brésil	17,3	0,1	— 17,2	+ 6,4
9. France	9,7	4,1	— 5,6	+ 200,3
10. Belgique	6,2	4,8	— 1,4	+ 98,3
11. Norvège	6,0	9,3	+ 3,3	— 8,4
12. Suisse	3,8	0,1	— 3,7	— 27,0
13. Italie	3,2	4,8	+ 1,6	— 14,7
14. Esthonie	1,5	8,7	+ 7,2	— 0,3
15. Lettonie	0,9	1,1	+ 0,2	+ 5,1
16. Argentine	0,9	1,5	+ 0,6	— 76,3
17. Espagne	0,8	5,1	+ 4,3	+ 49,1
18. Divers	4,5	1,9	— 2,6	+ 20,8
Total	933,1	329,2	— 603,9	— 713,7

L'excédent de l'importation dans ces quatre mois a dépassé avec peine de 100 millions de marks finlandais, celui de toute l'année précédente. Le rapport est particulièrement défavorable pour la Finlande avec l'Angleterre, la Hollande, la France, la Belgique et le Brésil. Nar rapport à ces Etats la Finlande accusait en 1920 un bilan en général bon, souvent même très favorable; par contre ce même bilan dans les 4 premiers mois de 1921 a donné des résultats diamètralement opposés. Il y a lieu de constater également une diminution du bilan commercial finlandais avec l'Allemagne, la Suède, le Danemarck, etc. bilan qui déjà précédemment était en défaveur. Notons une certaine amélioration, sans grande influence cependant sur la situation générale et qui ne s'est accusée que dans les rapports avec l'Amérique du Nord (diminution de l'excédent à l'importation) la Norvège, la Suisse, l'Italie, l'Esthonie, la Lettonie, l'Argentine et l'Espagne.

Après une période de hausse momentanée dans les mois de Janvier et Février, le cours du mark finlandais a subi une baisse notable et conjointement avec ce fait, le processus de la baisse des prix s'est trouvé entravé. Le tableau indicateur des frais d'entretien en Mars, passa de 1.012,7 (en février) à 1.027,1 (en prenant les prix de Juni 1914 pour 100).

Il est impossible, pour le moment, de constater avec la précision voulue, quelle a été l'influence exercée par le retour au commerce libre, sur l'abaissement du cours du mark et celui du bilan commercial; on ne le peut pas vu que la mesure est encore trop récente et que l'on se trouve en face de toute une série d'autres circonstances défavorables.

Il n'en est pas moins vrai que l'importation accrue de toute une série de produits non indispensables a déjà exercé sur la société finlandaise des réflexions sérieuses sur la question de savoir si le commerce libre n'a pas été repris trop tôt.

Nous ne manquerons pas de revenir à la question sous peu, dès que nous aurons en main un matériel statisque nous mettant à même d'étudier ce problème d'une façon plus détaillée.

E. Balk.

Cours des valeurs étragères à la Bourse de Helsingfors du 24/II au 9/VI 1921.

L'abaissement notable du bilan commercial de la Finlande en 1921 et surtout l'augmentation des proportionnée de l'importation en avril, après le retour au commerce libre, tout devait forcément se répercuter sur le cours du mark finlandais, et cela d'autant plus que presque en ce même temps la Finlande avait à faire de forts versements à l'étranger, du titre d'anciens emprunts contractés; d'un autre côté vu la stagnation dans le commerce et l'abaissement des prix du frêt les rendements de ces sources diminuèrent dans de notables proportions. En Mars le Gouvernement Finnois dut payer près d'un million de francs d'intérêts sur l'emprunt de 1898 et 1.630 000 couronnes suédoises d'intérêts sur l'emprunt contracté lors de l'achat des actions de la Société „Guzejt". Pour amortir ce dernier emprunt le Gouvernement Finnois avait à payer le 1/VI 1921 la somme de 6.817.000 couronnes suédoises; outre cela, en Mai et en Juin il y avait lieu de payer les interêts sur d'autres emprunts étrangers.

Devant une demande aussi considérable de valeurs étrangères, la baisse du papier finlandais déjà compréhensible et inévitable avec un bilan commercial défavorable prit à partir de Mars des proportions particulièrement fortes.

	Pair	24/II	24/III	23/IV	7/V	21/V	30/V	9/VI
Londres	25,22	127,75	151,00	1[illegible]5,00	18[illegible],75	1[illegible]7,50	189,00	207,00
Paris	100,00	238,00	267,00	[illegible]41,00	3[illegible]0,00	412,00	[illegible]06,00	441,00
Berlin	123,45	55,50	63,00	70,50	[illegible]0,50	7[illegible],50	78,00	82,50
Amsterdam . . .	208,32	1.125,00	1.326,00	1.632,00	1.634,00	1.6[illegible]7,00	1.684,00	1.835,00
Stockholm . . .	138,89	735,00	890,00	1.110,00	1.0[illegible]2,00	1.110,00	1.117,00	1.227,00
Christiania . . .	138,89	576,00	617,00	744,00	7[illegible]0,00	748,00	742,00	810,00
Kopenhague . . .	138,89	598,00	670,00	850,00	845,00	855,00	861,00	950,00
New-York	5,18	33,00	38,50	47,00	4[illegible],25	47,00	48,[illegible]0	54,50
Bâle	100,00	549,00	6[illegible]5,00	820,00	830,00	852,00	860,00	941,00
Bruxelles	100,00	249,00	281,00	351,00	3[illegible]0,00	410,00	406,00	441,00

Si nous considérons l'accroissement du prix des valeurs étrangères prises séparement, nous remarquerons qu'en proportion celle qui a atteint le point le plus élevé c'est le franc français, puis le belge et le suisse, la couronne suédoise et le dollar américain; l'accroissement minimum se rapporte à la valeur de la couronne norovégienne et du mark allemand.

Pourcentage d'accroissement.

Paris	85,3
Bruxelles.	77,1
Bâle	71,4
Stockolm	66,9
New-York	65,1
Amsterdam	63,1
Londres	62,0
Kopenhague.	58,8
Berlin	48,6
Chistiania	40,6

Cet état de choses découlait de la réunion de deux facteurs, à savoir: la situation internationale de chacun de ces pays, et la demande plus ou moins grande de valeurs d'après le caractère des relations commerciales et financières. C'est ainsi que la haussé notable de la valeur du franc français avait pour cause l'amélioration sérieuse de la situation financière de la

France, en connexité avec les indemnités lui revenant de l'Allemagne, l'arrangement favorable des relations commerciales avec la Finlande (excédent sérieux à l'exportation et le versement à cette époque des intérêts sur un emprunt contracté avant la guerre.

Le relevement du franc belge avait pour cause comme pour la valeur précédente, l'amélioration sensible de la situation financière et un bilan commercial avantageux par rapport à la Finlande; quant au franc suissé et au dollar leur cours ne peut s'expliquer que par la situation exceptionnellement bonne de ces deux pays. Le bilan commercial avantageux de la Suède et la réalisation de l'emprunt mentionné ci-dessus influèrent sur le cours tavorable de la couronne suédoise.

Il est curieux de noter un fait caractéristique et très inquiétant c'est le cours élevé du mark allemand cours qui n'est pas du tout en rapport avec l'état de cette valeur sur les bourses étrangères. Ce cours met en évidence la situation économique peu favorable de la Finlande.

E. Balk.

Exposition d'appareils de lacourage mécanique en Roumanie.

Le Ministère de l'Agriculture et des Domaines du Royaume de Roumanie, dans le bût de propager la motoculture, a décidé l'organisation simultanée d'une exposition d'appareils de labourage mécanique, ainsi que des démonstrations entre les différents appareils de labours. Exposition et démonstrations de labours aurout lieu les 10, 11 et 12 Septembre de cette année.

Par cette exposition Le Ministère de l'Agriculture et des Domaines veut mettre sous les yeux des agriculteurs les différents types de machines avec leurs divers usages et modalités d'emploi: toutes les éspèces d'appareils servant à la motoculture seront admis à l'exposition.

Par les démonstrations, les agriculteurs roumains aurout l'occasion de voir les différentes machines au travail et se faire une idée des aptitudes et qualités de chacune: les travaux démonstratifs consisteront en labours à une profonde de 0.20 cent. à exeuter durant 3 jours.

Les demandes d'inscription devront être adressées par lettre récommandée, au Ministère de l'Agriculture et des Domaines, Direction des Machines Agricoles, jusqu'au 10 Août inclus.

Dans les demandes d'inscription il sera specifié:

a) le type de chaque machine,

b) le prise de la machine, franco port roumain,

c) le nombre des machines destinées à l'exposition et celui destiné aux démonstrations de labours,

d) les caractéristiques mécaniques de chaque machine: nomber des cylindres, l'alésage du ou des pistons, la course du ou des pistons, le nombre de tours par minute,

e) la force en H.,

f) le poids effectif,

g) le nombre de socs et la largeur totale de travail,

h) le rayon du virage au bout des raies,

i) si l'appareil est un tracteur, indiquer le type de la charrus utilisée,

j) le personnel nécessaire pour la conduite de la machine,

k) le numéro de fabrication de chaque machine,

l) la surface en hectares, que chaque concurrent s'engage à labourer à 0.20 cent. de profondeur, au cours de trois jours de démonstrations, travaillant journellement 9 heures: de 7 à 12 et de 14 à 18,

m) la quantité totale en kilogrammes, et l'espèce de combustible (bensine légère, lourde, pétrole, etc.) huile et graisse dout chaque appareil aura besoin pour effectuer les labours durant 3 jours,

n) la quantite d'eau nécessaire à chaque appareil pour les 3 jours,

o) le nom du ou des conducteurs pour chaque appareil,

p) le nom de la personne qui représentera la maison concurrente aux demonstrations et à l'exposition.

Les différents appareils devront se trouver sur le terrain réservé à l'exposition et aux démonstrations aux moins 3 jours avant l'ouverture; c'est aussi alors que se fera le tirage au sort des parcelles à labourer.

La benzine, l'huile et la graisse nécessaires, tant pour les démonstrations qu à exposition, seront fournies gratuitement par les soins du Ministère.

Le transport, aller et retour des machines et du personnel ainsi que les frais d'entretien sont à charge des maisons concurrentes. Toutes fois le Ministère est intervenu auprès de la Direction des chemins de fer romain afin d'obtenir la restitution des taxes de transport aller et retour, des machines et de leurs accessoires, si les machines sout réexportées dans un delai de trois mois.

Les taxes de douane, de commission, etc., sont de même à la charge des maisons concurrentes; mais le Ministère à fait intervention auprès du Ministère des Finances afin que ces taxes se perçoivent en consignation, de sorte que pour le machines qui serout reexportées, les taxes seront remboursées. A cet effet, dans leurs déclarations de douane, les maisons feront la mention „destiné aux démonstrations ou à l'exposition organisés par le Ministère de l'Agriculture".

Les résultats du concours seront publiés dans le Bulletin du Ministère.

L'exposition et les démonstrations auront lieu à Bancasa près Bucarest, sur les terrains de l'Ecole Centrale d'Agriculture de Herestecu.

EXPOSITION INTERNATIONALE
d'Agriculture et d'Industrie ouverte à Riga, avec les droits d'une Foire d'échantil lons du 31 juillet au 28 août 1921.

Sous le patronage du Gouvernement Letton et des Représentants des Puissances étrangères une exposition internationale d'agriculture et d'industrie, avec les droits d'une Foire d'échantillons, est ouverte à Riga du 31 juillet au 28 aout 1921 La participation active et la collaboration des institutions et des organisations communales et privés qui ce retachent aux cercles de l'agriculture, de l'industrie et du commerce prouvent éloquemment la nécéssité de cette entreprise qui se propose en première ligne de frayer la route aux rélations commerciales entre l'ouest et l'est et de restaurer la vie économique en Lettonie. Le Gouvernement russe qui enverra à l'exposition des produits de l'industrie russe a chaudement appuyé et encouragé l'entreprise.

La Société par actions „Izstahde" (l'éxposition), fondée pour réaliser cette exposition et autres entreprises semblables, compte parmi ses membres les associations commerciales, compte parmi ses membres les associations commerciales, industrielles et agricoles les plus importantes et s'eforcera d'assurer aux exposants et aux visiteurs toutes les commodité et facilités possibles en ce qui concerne les formalités douanières, les passeports et les autorisations pour entrer en Lettonie, le logement et la nourriture.

Les demandes de places sont reçues pour les étrangers, jusqu'au 20 juin.

Congrès de la Fédération des Villes de Pologne.

Les 9.10 et 11 Avril de l'année courante s'est tenu à Poznań le 5-e congrès annuel de la Fédération des Villes de Pologne, auquel prirent part 324 représentants des 173 villes féderales. Il y eut encore les représentants de 26 villes ne faisant pas partie de la Fédération.

Dans les réunions il a a été donné pour toute l'année la caractéristique de l'activité de la Fédération des Villes, activité qui a une importance générale dans la vie économique de tout l'Etat. Dans la série de ces questions, il a été donné la première place au ravitaillement des villes. Au commencement de Janvier 1920, sur la demande du Ministère du Ravitaillement la Fédération a procédé à une enquête qui a fourni au Ministère les données sur les besoins indispensables à l'approvisionnement des villes.

En mai, lorsque le Gouvernement présenta à la Diète un projet au loi sur le séquetre entier des produis de la terre la Fédération des villes reconnut que l'application du séquestre sur toute l'étendue de la République était le seul moyen d'éviter pour les villes en 1920 une catastrophe dans le domaine du ravitaillement; en même temps la Fédération invitait les organes administratifs des villes à exprimer leurs avis qui seraient présentés à la Diète. Les villes, en grande majorité partagèrent la manière de voir de la Fédération, par suite de quoi le Conseil d'Administration de la Fédération des Villes présenta à la Diète un mémoire ad hoc motivant la nécessité du séquestre entier.

Lorsque l'Office Public des Grains eut fixé pour le blé le prix de 700 mks le quintal métrique, la Fédération des Villes protesta énergiquuement contre un prix aussi élevé ne visant que les intérêts des producteurs au grand détriment des consommateurs.

La Fédération au nom de toutes les villes demanda: la revision des prix élevés sur les céréales, l'augmentation des normes de ravitaillement, la livraison régulière des contingents fixés pour les villes, ainsi que pour les villes prises isolément, et pour la Société de Ravitaillement des Villes, obtenir des facilités pour le ravitaillement des habitants par la fourniture de lettres de voiture et la concession de crédits. Cependant ces postulats n'ont pas été tous pris en considération par le Gouvernement.

Le Conseil d'Administration de la Fédération lutta également contre la hausse des prix du pain de contingent; indépendamment de la défense des intérêts généraux du ravitaillement, la Fédération intervint auprès des pouvoirs publics dans toute une série de cas particuliers, intervention qui amena plus d'une fois l'assistance à la ville en matière de ravitaillement.

Dans la suite, le Conseil d'Administration de la Fédération agit auprès des pouvoirs publics pour obtenir le droit à l'impôt au profit des villes de Pologne; demanda le vote d'une loi rendant possible l'entreprise du bâtiment dans les villes; fit des démarches ayant pour but de sauvegarder dans la Constitution les intérêts des villes; procéda à l'élaboration des bases d'un projet de réglement urbain.

Le Congrès a pris nombre de décisions dont nous ne donnerons en résumé que les plus importantes, faute de place:

En ce qui concerne l'extension du bâtiment dans les villes, le Congrès a pris connaissance des résolutions votées à l'unanimité par le Congrès Interallié du Bâtiment dans les villes, tenu à Londres en Juin 1920, et en témoignage de solidarité, il a reconnu être indispensable pour les villes polonaises, de prendre les mesures pour arriver à mettre à exécution ces résolutions. Entre autres en cette affaire le Congrès des villes demande à la Diète de voter un projet de loi fixant la sphère des intérêts urbains dans le sens de l'art. 26 de la loi sur l'application de la réforme agraire. En ce qui concerne la fourniture de nombreux appartements nécessaires e Congrès approuve la plus grande parcimonie tant au point de vue des dimensions que des matériaux. A cet effet il considère comme indispensable d'appuyer toute initiative tendant à arriver à fabriquer en Pologne des maisons en gros.

Le Congrès invite les villes à faire les démarches nécessaires pour s'assurer lors des constructions en vue une quantité suffisante de matériaux de construction et en même temps il demande au Gouvernement, lors de la vente du bois provenant des forêts de l'Etat ou de celles qui ont eté réquisitionnées, de prendre en considération les besoins de la ville, et, lors de la fourniture du charbon pour les besoins des briqueteries que l'Etat ait, avant tout, en vue les briqueteries communales ou celles qui approvisionnent les communes et qu'il ne réquisitionne pas le bois des forêts communales, au cas où ce bois serait indispensable à l'extension du bâtiment dans les villes. Le Congrés de la Fédération des Villes décide de s'adresser au Gouvernement à l'effet de procéder immédiatement, dans les proportions voulues, aux entreprises de constructions de maisons d'habitations, pour augmenter ainsi la quantité des appartement et des locaux destinés aux offices publics Dans ce même but, il propose la diminution immédiate des nombre des offices par la suppression des moins utiles et la jonction de ceux qui ont une affinité entre eux, puis il invite le Gouvernement à procéder à la décentralisation des casernes dans les grandes villes

Au sujet du ravitaillement des villes, le Congrès s'est prononcé cette fois pour l'abolition de toutes restrictions dans le commerce des produits de la terre à l'intérieur du pays entier. Le Congrès s'est déclaré opposé à la monopolisation des achats des denréés alimentaires par l'Office Public de Ravitaillement du Personnel d'Etat (Puzap) ou d'autres institutions officielles.

Concernant l'enseignement, le Congrès se prononce pour la prise à la charge des villes des frais d'entretien des écoles, réclamant, toutefois, pour la période transitoire, surtout en ce qui concerne l'ex-Royaume du Congrès, l'aide financière du Gouvernement sous forme de subventions non remboursables ou bien sous forme d'emprunts à long terme à intérêts minimes ainsi que la charge pour les communes rurales, éventuellement pour les arrondissements la charge de contribuer à l'entretien des écoles dans lesquelles sont instruits les enfants habitants en dehors des villes.

Ensuite le Congrès réclame la création aussitôt que possible d'un Conseil Suprême d'Education Nationale et de Conseils Scolaires d'Arrondissement, avec la prise en large considération des facteurs sociaux, sous forme de participation des représentants des pouvoirs autonomes.

La Fédération des Villes considère qu'il est indispensable de convoquer un Congrés de l'Enseignement chargé principalement d'élaborer un projet introduisant l'instruction obligatoire dans les villes. Ce Congrès convoquera le Conseil d'Administration de la Fédération des Villes conjointement avec la Commission de l'Enseignement en voie de création.

Concernant l'hygiène des villes, le Congrès invite le Conseil d'Administration à créer immédiatement près le Bureau de la Fédération, un bureau sanitaire; à convoquer un congrès des médecins d'administrations autonomes, de concert avec les représentants des institutions autonomes urbaines de salubrité.

Dans les questions de crédit communal, le Congrès invite le Gouvernement à procéder à la consolidation des dettes urbaines et à assurez des sources de crédit pour les mises de fonds en donnant, aux institutions de crédit existantes de droit de procéder à des émissions.

L. Pietkiewicz.